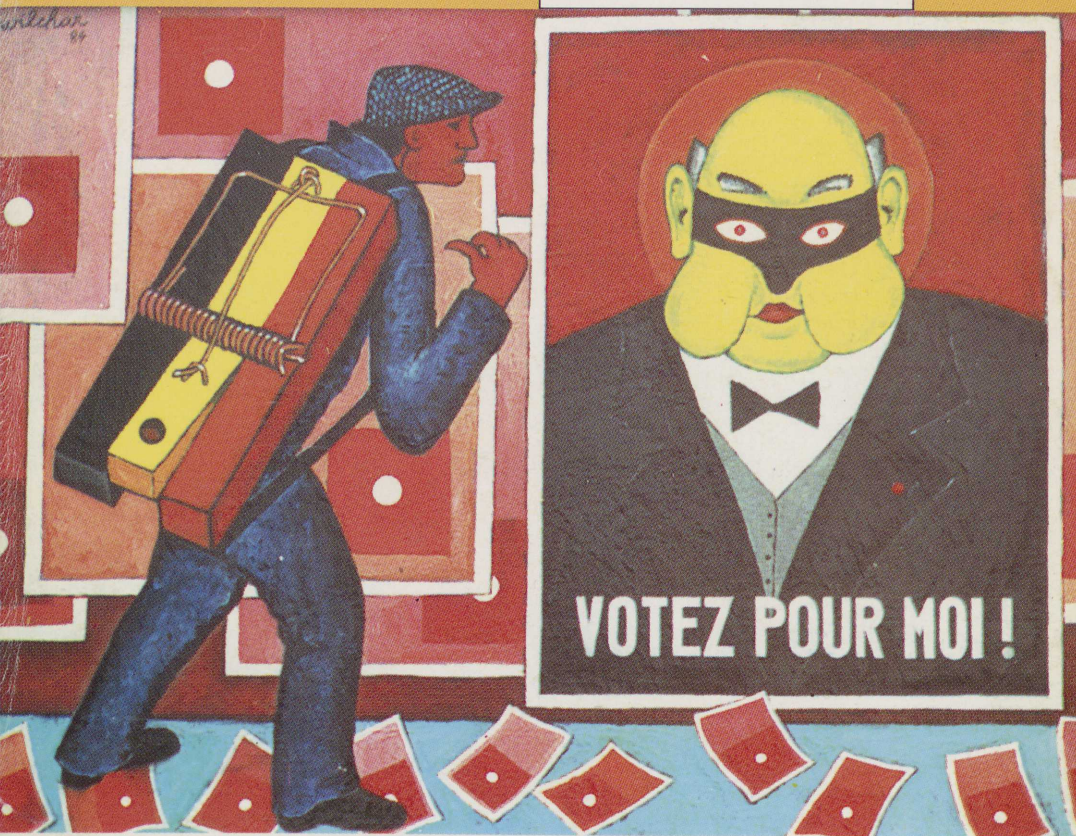


La droite existe.
Et la gauche ?

CM

CAHIERS
MARXISTES



pierre beauvois - rudy demotte - fanny filosof - henri goldman
groupe de réflexion sur l'avenir de la gauche - josé happart
jacques liesenborghs - gabriel maissin - jacques moins
jacky morael - jean-claude raillon - robert tellon

mai 1995

198

Les **Cahiers Marxistes**

Référant aux courants marxistes, la revue tend à considérer la société comme totalité; à privilégier donc une approche multidisciplinaire critique et l'articulation entre théories et pratiques sociales. Les engagements y seront assumés comme clé de scientificité ou comme valeur philosophique et morale. La revue se conçoit comme lien entre chercheurs, citoyens actifs et responsables d'organisations sociales et politiques. Elle procède actuellement plutôt par thème.

abonnement

(6 numéros par an)

pour la Belgique 1 000 F

pour l'Union Eur. 1 200 F

hors Union Eur. 1 400 F

au compte 001-1047600-76

des CM (21, av. de Stalingrad,

1000 Bruxelles)

Tél/Fax : 32-2- 511.93.89

comité de rédaction

Mateo Alaluf, Jacques Aron,
Albert Carton, Ouardia Derriche,
Pascal Delwit, Jean-Michel De
Waele, Pierre Gillis, Michel
Godard, Serge Govaert, Jean-
Jacques Heirwegh, Claude
Herne, Rosine Lewin,
Bérangère Marquès-Pereira,
Jacques Moins, Jacques
Nagels, Nadine Plateau, Marc
Rayet, Claude Renard, Jean-
Maurice Rosier, Christian
Vandermotten, Benoît
Verhaegen.

secrétariat de rédaction

Hélène De Noose

rédacteurs en chef

Pierre Gillis, Michel Godard

sommaire

- <i>éditorial</i>		3
- nous, écologistes et progressistes	henri goldman	7
- je t'aime, moi non plus	jacky morael	23
- la gauche face au mythe de la compétitivité, destructeur de la sécurité sociale et du secteur public groupe de réflexion sur l'avenir de la gauche		37
- des valeurs socialistes pour une pratique ouverte	<i>interview de</i> rudy demotte	47
- une gauche moderne	<i>interview de</i> josé happart	61
- bruxelles, thermomètre de la santé fédérale	jacques moins	75
- la parité politique et sociale, pourquoi ?	fanny filosof	81
- parti, mouvement, élections	pierre beauvois	95
- une pratique politique réformatrice	jean-claude raillon	105
- démocratie représentative, formelle et participative, les termes d'un débat	gabriel maissin	113
- des assises ? pour une école debout !	jacques liesenborghs et robert tellon	123
- <i>documents</i> : vers la société politique ?		135
(jacques bauduin - 23 mars 1995)		
pitié pour l'écologie politique		
(isabelle stengers - 3 avril 1995)		138
- revues		141

Né en 1910, adhérent au Parti communiste en 1925, ouvrier lithographe, Wilchar se revendique de la ligne prolétarienne qui marqua l'engagement de ses vingt ans.

Autodidacte, produit de l'Université ouvrière, il a toujours refusé et le monde marchand de l'art et le statut d'artiste qui va de pair (voir l'entretien qu'il nous a accordé en novembre-décembre 1985, *CM* 137/138).

Du voisinage avec les surréalistes, il est resté un titre - *L'impertinent*, qui est celui de la feuille que Wilchar continue d'éditer - et il y a eu, tout au long de ses travaux, qu'une maladie des yeux l'empêche malheureusement aujourd'hui de continuer, un large place pour le texte, l'ironie, la verve critique.

Ceci complétant cela, Wilchar s'est aussi voulu **imagier**, son choix visant à parler plus directement aux ouvriers, à ses compagnons de lutte.

Ses aquarelles au retour de Breendonck et ses affiches pour le PC, le Secours Rouge, ... sont fort connues. Nous vous présentons un choix des gravures qui ont accompagné ses dernières grandes compositions. Merci à l'impertinent imagier !

la droite existe... et la gauche ?

Avouons-le sans fausse honte, nous avons piqué le titre de ce numéro à Jacky Moraël, qui avait lancé cette provocation dans l'interview qu'il a accordée au *Soir*, lundi 24 avril. Réflexion faite, il nous a semblé qu'elle résumait bien nos préoccupations. *Le Monde Diplomatique* parle d'ailleurs de «*la pensée unique*», quand il s'en prend à la religion du marché-roi et à ses apôtres monétaristes; c'est dire si la gauche apparaît peu présente, que cet effet soit dû à son alignement sur l'air du temps quand elle gouverne, ou à sa marginalisation quand elle se rebiffe. Et pourtant, la nécessité de reconstruire, de recomposer, de refonder est affirmée de toutes parts, tant l'évolution spontanée des sociétés qui peuplent notre planète appelle un sérieux coup de barre, notre numéro 196 («Y a-t-il un économiste [socialiste] dans l'avion ?») l'a démontré.

Où en sont ces tentatives de recomposition, de qui émanent-elles, et que nous proposent-elles ? Notre numéro rassemble diverses réponses à ces questions, à un moment qui sort quelque peu de l'ordinaire : après les élections européennes et les communales de 1994, et juste avant les législatives anticipées de 1995, on peut évidemment espérer que les choix des électeurs leur donneront de la consistance - à moins qu'ils ne les envoient rejoindre d'autres embryons d'expériences bien-intentionnées, noyés dans le fleuve de notre histoire.

C'est en discutant avec un autre Ecolo, Henri Goldman, que le projet dont ce numéro des *Cahiers Marxistes* est l'aboutissement a pris naissance. En l'ouvrant sur son article, nous aurons donc une dette. Tout le monde ne sera sans doute pas d'accord avec «l'annexion» de l'écologie politique que

nous opérons implicitement en plaçant un débat entre écologistes sous un titre générique qui renvoie aux recompositions de la gauche, à commencer par les principaux intéressés. C'est précisément de ce thème que traitent Henri Goldman et Jacky Morael : que signifie, contre l'évidence des engagements pratiques, le refus de l'étiquette de gauche par Ecolo ? Se justifie-t-il par des considérations fondamentales, théoriques, stratégiques, ou tactiques ? Nos deux intervenants sont davantage séparés par des nuances que par des divergences. Nous retiendrons qu'Ecolo, qui se refuse à n'être qu'un aiguillon pour le PS, ou une «nouvelle» gauche de plus, revendique une entière liberté politique - manière de refuser les obligations familiales, et quitte à renoncer aux avantages que peut procurer l'appartenance à la famille. Mais nous retiendrons aussi que la référence à Morin qui clôture l'article de Morael aurait pu pousser à conclure en sens inverse, puisque cette citation met en exergue la relativité et la variabilité historiques des notions de gauche et de droite, à partir de quoi on aurait pu contester le monopole sur les valeurs de gauche que le PS revendique par essence et à jamais.

L'appel au dormeur de Philippe Busquin a secoué, nous en sommes heureux, la torpeur éthico-politique du PS gestionnaire des années 80 - même si cette quiétude baignait un environnement quotidien fait de stress, de querelles intestines et de batailles électorales. Trois contributions attestent de cette sensibilité renouvelée à de plus vieux débats. La première émane du groupe de réflexion pour l'avenir de la gauche, formé à l'initiative de Philippe Moureaux, et dont les ambitions ne sont rien moins que la réunification des trois familles de pensée entre lesquelles le mouvement ouvrier s'est partagé (socialiste, anarchiste, et communiste). Le groupe s'en prend virulemment au principe de la compétitivité généralisée, mortifère comme le dit Petrella, et souligne la nécessité de renégocier le Traité de Maastricht. Ce texte, qui ne constitue pas l'aboutissement des travaux du groupe, traduit leur état d'avancement à l'heure de la campagne électorale, sur laquelle il entend peser. Nous avons ensuite rencontré Rudy Demotte, président de la fédération socialiste du Hainaut occidental. Sa pratique d'ouverture, notamment à l'égard des gauches qui ne se reconnaissent pas dans le PS (à commencer par le PC), tranche avec des habitudes bien installées, et il n'hésite pas à la proposer en modèle de recomposition. Pour lui aussi, il importe de prendre davantage en compte les exigences de la base, refusant le prolongement de l'austérité «à la Dehaene»,

en restant attentif à la qualité de la traduction de ces aspirations en programme politique de gouvernement. Enfin, José Happart confirme dans l'entretien qu'il nous a accordé les reproches qu'il adresse à la direction de son Parti, qui vont de la morale en politique à un refus de nouveaux sacrifices par les travailleurs, tout en dégagant des convergences avec certaines lignes de force du programme écologiste. Le ton de José Happart est dur, son argumentation hétérodoxe; il n'a rien de *politically correct*, ce qui explique sans doute aussi bien les haines - le mot n'est pas trop fort - qui le poursuivent, que la sympathie que d'autres lui vouent; pour notre part, la suffisance de l'orthodoxie bien-pensante, même quand elle est socialiste, nous rapprocherait davantage des seconds que des premiers. On remarquera, en conclusion de notre petit tour au sein du PS, que nos trois contributions, représentatives de trois formes de gauche socialiste, s'accordent sur le refus catégorique d'un Plan global bis.

Les élections, que nous ne traitons que de loin, mettront en place les institutions législatives de la Belgique nouvelle, celle d'après la réforme de la Constitution. Nous avons demandé à Jacques Moins, qui suit cette problématique de près et de longue date, de prendre la température communautaire à Bruxelles, témoin sensible du chantier fédéral. Sans tirer de plan sur la comète, il affiche un optimisme raisonnable, notamment à propos de la cohabitation à Bruxelles entre francophones et néerlandophones, modifiée par la création de la région de Bruxelles-capitale et par la recomposition de la Communauté française sur base des régions.

Autre thème qui fait son chemin : celui de la parité entre les sexes. Il s'agit aussi d'un thème présent dans la campagne électorale, ne fût-ce que par opposition avec les quotas; Fanny Filosof nous montre d'où il vient, et comment il a conditionné le mode de fonctionnement de Gauches Unies.

La référence à Gauches Unies nous amène à nous pencher sur le point de vue de celles et ceux qui animent cette tentative de regroupement. Nous avons donné la parole à Pierre Beauvois, président du PC, et l'un des partisans de «Gauches Unies» au sein de celui-ci. Il nous explique à quel objectif répond le maintien du PC comme parti dans le contexte de remise en cause que nous connaissons : il s'agit de maintenir un point d'appui pour un regroupement à venir, dont Gauches Unies serait le noyau. Tous, au PC, ne sont pas convaincus du bien-fondé de l'entreprise telle qu'elle se construit : nous

avons déjà évoqué certaines ouvertures du côté du PS et d'Ecolo; il faut encore ajouter que le processus se poursuit par décantation, les ayatollahs de l'intégrisme communiste se ralliant petit à petit au PTB, ce qui nous paraît un élément de clarification. Jean-Claude Raillon nous offre à ce propos l'occasion de re-ferrailler avec quelques archétypes de la pensée dogmatisée, en cernant les contours de la politique réformatrice qu'il appelle de ses vœux, susceptible de transcender le dilemme réforme/révolution, dans la foulée de la déjà vieille remarque de Marcel Liebman déniaut à la social-démocratie moderne la qualité de réformiste.

Notre dernier chapitre nous entraînera sur le terrain de l'élargissement des formes de la démocratie, théorie et exercices pratiques compris. Gabriel Maissin adresse un appel à la gauche, la pressant d'accorder plus d'attention aux problèmes de ce qu'on a parfois appelé, à tort, la démocratie formelle, en même temps qu'il rappelle, aux bons démocrates, qu'il ne faudrait pas oublier que la démocratie a un contenu. Pour lui - et pour nous : c'est un des *leit-motiv* de notre revue - égalité et liberté vont de pair. Voici pour la théorie. Les exercices pratiques sont dispensés par Jacques Liesenborghs et Robert Tellon, défenseurs des Assises de l'enseignement, dont la mise sur pied a été contestée par les organisations syndicales, au nom précisément d'une conception représentative de la démocratie. Liesenborghs et Tellon n'écartent pas l'ensemble des arguments des adversaires des Assises, mais ils soulignent sans ambage l'intérêt de l'organisation d'un grand débat public, ce que les Assises permettent, même si leur tenue ne garantit en rien que les conclusions du débat ne resteront pas lettre morte. Il nous a semblé utile de joindre à l'article de Liesenborghs et Tellon deux cartes blanches publiées dans *Le Soir*, respectivement par Jacques Bauduin et Isabelle Stengers, qui situent bien les pôles de la contradiction : le premier, d'ailleurs cité dans l'article de Liesenborghs et Tellon, voit dans les Assises l'exemple d'une initiative répondant à la définition de ce que devrait être l'écologie politique, ce que nie fermement la seconde, dont la position est proche de celle des syndicats. A suivre : l'avenir tranchera - enrichissement de la démocratie ou bluff médiatique, relance de l'expression populaire ou engluement institutionnel téléguider par le gouvernement de la Communauté française, il nous semble, tout bien compté, que le risque valait d'être pris.

nous, écologistes et progressistes

**pour un positionnement stratégique
plus clair de l'écologie politique**

henri goldman

avertissement

Ce texte est écrit par un acteur engagé au sein d'Ecolo ¹ qui s'interroge sur son parti. Ces réflexions, je souhaite d'abord les partager avec d'autres écologistes (lesquels sont inclus dans le « nous » qui émaille ces lignes). Mais pas seulement avec eux. C'est le sens de cette publication dans une revue qui n'est certes pas hostile aux Écolos, mais qui n'appartient pas à la même tradition politique.

Malgré quelques péripéties, la cohésion d'Ecolo est réelle. Depuis quinze ans que le parti existe, ses propositions se sont affinées, étant l'objet de toutes les attentions. Mais quinze ans, c'est court. Ainsi, le socle théorique sur lequel, à Ecolo, on cherche parfois à s'appuyer reste un bricolage où l'on trouve de tout ². Quant à la réflexion stratégique (les moyens

1. L'auteur est un des secrétaires de la régionale Écolo de Bruxelles.

2. Parti finalement beaucoup plus pragmatique qu'idéologique (et à ce titre bien dans la tradition belge), Ecolo ne souffre pas trop de ce manque. Mais tout courant politique a besoin d'une conscience (vraie ou fausse) de ses origines. Lors de l'assemblée générale

d'action, les alliances, les dynamiques politiques et sociales, soit en général les forces matérielles dans lesquelles les idées s'incarnent), elle est inexistante, comme si la «contagion culturelle» allait assurer à elle seule le triomphe inéluctable de nos idées.

Ce silence alimente un malentendu réciproque entre Ecolo et de nombreuses personnes «de gauche» qui s'en tiennent à distance. En lisant ces lignes qui ne leur sont pas directement destinées, elles pourront peut-être réaliser qu'un engagement écologiste ne leur demanderait de rompre avec aucune de leurs fidélités premières. Et qu'un trop haut niveau d'exigence n'est souvent que l'alibi confortable du désengagement ³.

malaises, non-dit et confusions

A gauche, à droite, ni l'un ni l'autre, ailleurs, nulle part. Cette question du positionnement idéologique d'Écolo sur le vieil axe gauche-droite provoque des réponses particulièrement alambiquées. Depuis que la motion Neufchâteau-Virton de 1986 ⁴ nous a intimé de «refuser d'être la bonne conscience de la

(suite de la note 2) de Huy en janvier 94, la tentative de doter les statuts d'Ecolo d'un préambule définissant sa généalogie en faisant référence aux civilisations pré-industrielles (et pré-démocratiques) d'un imaginaire «âge d'or» de fusion de l'homme et de la nature échoua devant l'ampleur des protestations. De même que fut biffée des textes la référence à Hiroshima comme «catastrophe fondatrice». (J'avais formulé l'objection : pourquoi Hiroshima plus qu'Auschwitz ?)

3. Parmi mes amis de la gauche post-soixantehuitarde, certains parviennent à combiner une intransigeance un peu condescendante à l'égard des Verts avec une complaisante affiliation à un PS réputé incontournable et considéré, quoiqu'il fasse, comme membre de la famille : *right of wrong, my party...* Magnanime, celui-ci a accueilli les anciens gauchistes en même temps que des bordées de courtisans et de carriéristes (ce sont quelquefois les mêmes). J'ai toujours été frappé par l'impuissance résignée de ces amis, soumis pour se faire entendre au bon vouloir de barons du parti et souvent contraints de rabattre leurs convictions.
4. Texte «fondateur» par excellence et régulièrement invoqué comme tel, cette motion fut rédigée dans les conditions particulières de la rupture avec le courant «écolo-gauchiste» qui allait se retrouver dans VEGA (Verts pour une Gauche Alternative, disparus

gauche», un point semble acquis : comme courant, Écolo est extérieur à «la gauche». Si on se réfère à un étiquetage d'appellation contrôlée, c'est peu contestable. Par contre, sur le plan idéologique, philosophique ou historique, nous allons vérifier.

Au même endroit, la motion Neufchâteau-Virton déclarait «périmé» le débat gauche-droite renvoyé à la société industrielle agonisante. La motion I⁵ votée à l'importante assemblée générale de Huy-Burdinne de janvier 1994 était plus prudente, déclarant (dans un français approximatif) que «*le clivage politique traditionnel gauche-droite n'exprime plus les "réponses" aux réalités nouvelles*». Il est donc inadéquat par rapport à ces réalités. Mais par rapport aux «réalités anciennes» ? Celles-ci auraient-elles toutes disparues ? N'y aurait-il aucun lien entre l'ancien et le nouveau ?

La motion Neufchâteau-Virton nous donnait le droit de «*dialoguer avec [...] toutes les forces politiques démocratiques*». Poussant un cran plus loin, la nouvelle équipe des secrétaires fédéraux⁶ élue le 11 avril 1994 indiquait dans son program-

(suite de la note 4)

depuis). Elle porte la marque d'un traumatisme qui affleure régulièrement dans les préoccupations des militants Écolo de l'époque, à la grande incompréhension des adhérents plus récents.

Voici *in extenso* le passage auquel je me réfère :

«Refuser d'être la bonne conscience de la gauche. Transcendant le débat gauche-droite périmé de la société industrielle agonisante tant par sa vision du progrès que par celle de la solidarité (celle-ci, selon les écologistes, s'exerce au niveau planétaire et traverse les générations), Écolo ne peut s'y laisser enfermer. A fortiori est-il exclu qu'il se situe par rapport à l'une (ou l'autre) force politique dominante comme s'il s'agissait de tenter de l'infléchir dans son action, voire de lui restituer sa pureté.

Écolo doit pouvoir dialoguer avec toutes les composantes de la société civile et avec toutes les forces politiques démocratiques en présence, non en se situant par rapport à elles ou à leur système de valeurs, mais en imprimant les débats de la force du projet écologique. »

5. Texte politique d'orientation générale voté en préambule à une importante réforme statutaire d'Écolo. Ce texte actualise la motion de Neufchâteau-Virton dont l'orientation générale se trouve confirmée.
6. Isabelle Durant, Dany Josse et Jacky Morael.

me : «*Écolo n'a ni partenaires ni adversaires privilégiés (sauf l'extrême droite)*». Deux professions de foi présumant notre équidistance entre la gauche et la droite.

Et pourtant, en même temps qu'on prend grand soin à se démarquer de la première (par rapport à la droite, ça ne semble pas faire problème), la motion 1 nous donne comme modèle d'alliances à réaliser celle des élections municipales de Rome où l'écologiste Rutelli l'emporta sur le post-fasciste Fini sans même préciser que c'est à la tête d'une coalition progressiste dominée par le PDS (l'ancien parti communiste italien) ⁷.

Cet exemple est loin d'être unique : dans quasiment tous les cas, les alliances (électorales ou de gouvernement) passées en Europe par les Verts le sont avec la gauche au sein de coalitions progressistes. Quelques exemples récents : notre groupe au Parlement européen, après avoir intégré des députés de *Rifondazione Comunista* (Italie), a passé après les élections européennes de juin 94 un accord politique avec ceux de *Izquierda Unida* (Espagne); en Bulgarie, après les élections de décembre, *Ecoglasnost* se retrouve dans la nouvelle majorité aux côtés du *Parti socialiste*, en fait l'ancien PC rénové; en France, Dominique Voynet, la candidate verte à la présidence de la République, compte de nombreux soutiens extérieurs en rupture de PC (comme l'ancien ministre Charles Fiterman) ou appartenant à la «gauche critique» (tel l'hebdomadaire *Politis*); dans le Land allemand de Hesse, l'assemblée régionale vient de reconduire l'alliance SPD-Grünen ⁸. Enfin,

7. Dans une symétrie, bien peu symétrique, la motion 1 s'inquiète des courants de droite **parce qu'ils montent**, tandis que la social-démocratie est stigmatisée **à cause de sa faiblesse chronique**. Si la social-démocratie nous déplaisait dans l'exacte même mesure que la droite libérale, cette faiblesse ne devrait-elle pas plutôt nous réjouir ?
8. Beaucoup de communistes dans cette énumération. En Europe occidentale, l'implosion du courant communiste a libéré des énergies qui n'étaient pas toutes stérilisées par la référence soviétique. A côté de ceux qui privilégient le repli identitaire, seuls ou dans des alliances rétros avec d'autres marxistes brevetés (style *Gauches Unies* en Belgique), une partie se rallie à la social-démocratie qu'elle peut contribuer à régénérer un moment, ne fût-ce que sur le plan de l'éthique (cas controversé du PDS italien). D'autres, comme hier en Hollande (où le PC dans son ensemble s'est fondu dans *Groenlinks*) et aujourd'hui en France, privilégient

dans toutes les coalitions montées par Écolo (*Forum Modes d'Emploi*, campagne anti-Gatt), nous nous retrouvons avec des associations dont les liens historiques avec la gauche (sociale, voire politique) sont manifestes. En fait, je ne connais aucun exemple significatif qui aille dans l'autre sens.

A Écolo, personne ne doute que ces alliances soient naturelles et légitimes. D'autant plus qu'incontestablement, elles se justifient du point de vue du projet écologique, et non en référence à un autre système de valeurs (selon la consigne de la motion de Neufchâteau-Virton). C'est donc que notre propre système de valeurs débouche généralement sur des convergences avec «la gauche», et presque jamais avec «la droite». Or, ce constat nous met tellement mal à l'aise que nous multiplions les dénégations, au point que le discours que nous tenons sur nous-mêmes devient complètement décalé par rapport à la réalité.

Pourquoi ce malaise ? Parce que, faute d'une réflexion théorique et stratégique sur les relations entre l'écologie politique et «la gauche», chacun réagit instinctivement en fonction de sa principale crainte : pour les uns, la crainte d'une dérive social-démocrate; pour d'autres, le risque d'intégrisme vert et d'isolement; pour les troisièmes, la peur de perdre tel ou tel segment d'un électorat peu fidélisé.

Les considérations qui suivent ont pour objet d'alimenter cette réflexion.

les deux sources de l'écologie politique

Incontestablement, il y a un noyau dur à l'écologie politique : la critique radicale du productivisme qui conduit l'humanité et la planète à leur perte. En cela, elle s'oppose tant au libéralisme qui postule la capacité spontanée de l'économie de marché à régler / réguler d'une manière optimale (c'est-à-dire à la fois performante et morale) tous les problèmes du déve-

(suite de la note 8)

l'alliance verte. Les écologistes ne peuvent mépriser ces ralliements, souvent de grande qualité, même quand leur impact quantitatif est négligeable.

loppement; et aux socialismes d'inspiration marxiste qui, dans toutes leurs variantes, fondent leurs espoirs sur le plein développement des forces productives enfin libérées de l'étau capitaliste.

En ce sens, on peut affirmer à bon droit que l'écologie politique est en rupture avec l'ensemble des modèles de développement préexistants, qu'ils soient «de gauche» ou «de droite». Mais elle ne se limite pas à ce noyau dur. Heureusement. Car celui-ci ne nous dit rien sur les rapports des hommes entre eux. Sans doute, si le libre marché est «naturellement» productiviste et orienté vers l'accumulation capitaliste, toute alternative (l'écodéveloppement des écologistes comme l'économie planifiée des marxistes radicaux) doit pouvoir s'appuyer sur une autorité publique forte. Celle-ci n'est pas forcément démocratique. Quelques polémistes⁹ ont pu relever les accents anti-productivistes de certains régimes conservateurs autoritaires, voire fascisants. Une certaine *deep ecology* anglo-saxonne exalte des modes prétendument naturels d'organisation des sociétés (sélection et hiérarchies organiques, culte des anciens). Tout ceci est parfaitement compatible avec une gestion économe des ressources. Mais n'a rien à voir avec l'écologie politique telle qu'elle s'incarne dans les partis verts. Car ceux-ci ont, chevillée au corps, une culture démocratique profonde. De même que leur est consubstantielle l'exigence de l'équité sociale et de l'égalité des droits. Ces préoccupations, absolument majeures, n'appartiennent pas en propre à l'écologie politique. Ici, les Verts s'inscrivent dans la longue histoire de l'émancipation humaine et des luttes séculaires contre l'oppression. A ce titre, nous sommes aussi les héritiers des révolutionnaires de 89, des premières conquêtes sociales, du droit de grève et du suffrage universel, de la solidarité avec les peuples du tiers monde secouant le joug colonial, des brigades internationales d'Espagne et de la résistance antinazie sur notre sol, des capitaines du 25 avril portugais et des étudiants de mai 68, de Lip et du Larzac... Notre histoire ne commence pas avec la fondation d'Écolo en 1980. Comme courant politique, nous avons, consciemment ou non, une généalogie. Et donc des frères, des sœurs et des cousins¹⁰.

9. cf. Luc Ferry, *Le Nouvel Ordre Écologiste*, Grasset, 1992.

10. Et mêmes des ancêtres. Ils sont nombreux parmi les penseurs socialistes du XIX^e siècle, de Fourier et son *allocation universelle*

Depuis plus d'un siècle, ces aspirations se sont cristallisées dans ce qui s'est appelé «la gauche». Même si son propos n'est plus adéquat pour les «nouvelles réalités» évoquées dans la motion de Neufchâteau-Virton, même si, dans ses formes traditionnelles, elle a largement épuisé sa capacité de transformation et d'innovation sociales, il y a entre l'écologie politique et ladite gauche un cousinage historique qui s'incarne dans les multiples lieux de convergence où ils se retrouvent. Entre l'écologie politique et la droite, il n'y a rien de tel.

Cousinage qui se retrouve en notre propre sein. Car d'où viennent les adhérents Écolo ? A part une poignée d'intellectuels ayant fait tout seuls une démarche théorique complète, on adhère généralement à travers une thématique précise. Si celle qui est relative aux pures questions d'environnement échappe souvent à la polarisation gauche-droite, elle ne constitue qu'une, parmi d'autres, des portes d'entrée à Écolo devenu un incontestable parti généraliste. Toutes les autres thématiques (social, mais aussi tiers-monde, féminisme, culture, démocratie, immigration, enseignement, logement, santé...) sont marquées par cette polarisation. Généralement, ceux qui adhèrent à Écolo à partir d'une sensibilité sociale (ou tiers-mondiste, ou féministe) se vivent comme étant «de gauche». Ils conservent dans nos rangs cette identité. Plus, Écolo leur permet de vivre en accord avec elle mieux que partout ailleurs. Pour nombre de ces militants, comme pour beaucoup d'observateurs, Écolo est perçu comme «la vraie gauche», celle qui reste fidèle à ses engagements, celle qui n'est pas compromise. On arriverait à la même conclusion en recensant les opinions des uns et des autres selon un axe gauche-droite tel qu'il est couramment appréhendé par l'opinion. **Cette perception est insuffisante et lourde d'un malentendu**, car elle fait l'impasse sur le «noyau dur» de l'écologie politique qui en constitue l'originalité irréductible. **Pour être complète, l'adhésion à Écolo de femmes et d'hommes de gauche doit impliquer une véritable conversion.** (Ceci vaut aussi, dans l'autre sens, pour les environnementalistes purs). Mais celle-ci ne saurait prendre la forme d'un reniement.

(suite de la note 10)

à Proudhon et ses idées d'*économie sociale* en passant par William Morris, théoricien du mouvement ouvrier britannique qui prônait la défense du cadre de vie contre la logique industrialiste à laquelle se résignaient les premiers syndicalistes comme point de passage obligé pour l'émancipation ouvrière.

Du fait de ces deux sources, l'écologie politique ne saurait donc se réduire à une simple mise à jour de la gauche historique. Pourtant, elle entretient avec elle des rapports étroits et complexes. A ce stade, il s'agit d'un simple constat : la réalité d'Écolo contredit toutes les affirmations incantatoires tendant à nous mettre à égale distance de «la gauche» et de «la droite». Reste à préciser les notions. Et à en tirer des conclusions tactiques et stratégiques lisibles et praticables.

la gauche ? quelle gauche ?

Gauche, droite : notions difficiles à cerner. Sont-elles pour autant dépassées ? Longtemps, la droite libérale s'employa à l'affirmer, se positionnant elle-même «au centre», avant que la vague néo-libérale ne redonne au terme de droite une nouvelle virginité. A ce moment, on disait que le seul fait de décréter ce clivage périmé prouvait à coup sûr qu'on était «de droite».

Boutade ? Pas seulement. Avant de se cristalliser dans des opinions, puis dans des partis politiques, la polarisation gauche-droite est le constat d'une polarisation sociale, généralement niée par l'individualisme libéral : la société n'est pas un milieu homogène et fluide; elle est un lieu de fractures et le siège de conflits et de tensions où s'opposent dominants et dominés. Dans l'espace démocratique, la politique (au sens large, non limité à la vie parlementaire) est la mise en forme et la codification de ces oppositions.

La gauche fut le camp naturel des dominés. Au XIX^e siècle, la constitution de la société industrielle a institué en conflit central celui qui opposait le prolétariat industriel à la bourgeoisie entrepreneuriale au cœur des entreprises. Face au capital naturellement concentré dans un nombre limité de mains (les «200 familles»), la classe ouvrière a construit des outils collectifs d'organisation et de riposte : le **mouvement ouvrier** (partis, syndicats, mutuelles), essentiellement d'inspiration socialiste.

La polarisation sociale entre dominants et dominés est-elle périmée ? Non. Ce qui n'est plus pertinent, c'est la centralité du conflit prolétariat industriel / bourgeoisie entrepreneuriale comme moteur du changement social. Et, partant, la recon-

naissance du mouvement ouvrier comme principal acteur de ce changement ¹¹.

Celui-ci a plus d'un siècle d'existence. Un siècle pendant lequel, à coup d'avancées partielles conquises de haute lutte, il a remplacé le «conflit dominant» par le «compromis dominant» : **le compromis social-démocrate**, lequel peut se résumer dans le troc suivant : dans le cadre d'un accroissement régulier du «gâteau» (le PNB), nous garantissons la paix sociale contre une augmentation proportionnelle de la part qui nous revient. Dans l'Europe du Nord, ce compromis connaîtra son apogée pendant les *Golden Sixties*.

Compromis doublement aveugle. Aveugle face aux effets d'un développement productif non maîtrisé : ni les problèmes de la dette écologique qui s'accumulait, ni l'utilité sociale des biens produits n'étaient pris en compte dans les arbitrages de la concertation sociale. Aveugle face à la division internationale du travail, qui faisait reporter sur le tiers monde l'essentiel des dégâts de la croissance. Ainsi, la social-démocratie fut de tout temps la complice sans états d'âme des entreprises coloniales et des constructions supra-nationales libérales (à commencer par l'Europe). Preuve parmi d'autres qu'elle avait changé de nature par rapport à son propos initial : elle n'était plus l'organisation des dominés, mais celle des privilégiés relatifs.

11. L'affaiblissement de ce «conflit central» a un autre effet : l'alternative politique est plus que jamais une véritable élaboration complexe qui ne peut pas procéder naturellement de la transposition sur la scène politique du seul conflit social. C'est pourquoi l'autonomisation du PS par rapport à sa base ouvrière traditionnelle (qui se manifeste par les multiples grincements de ses rapports avec l'appareil syndical) n'est pas en soi critiquable, puisqu'aucun groupe social ne peut plus, *a priori*, faire coïncider la défense de ses intérêts catégoriels avec les aspirations de toute l'humanité. Ce qui pose problème, c'est le maintien de «pilliers» opaques et conservateurs qui stérilisent toute spontanéité démocratique. Dans la société post-industrielle, les partis politiques et les mouvements sociaux doivent se penser en totale autonomie, nouant entre eux des rapports d'acteurs libres. C'est en tout cas ainsi qu'Écolo se pense, notamment vis-à-vis des syndicats et des mouvements environnementaux.

Et au rang de ces privilégiés, il faut compter les structures mêmes de la social-démocratie, lesquelles se sont constituées en puissants appareils bureaucratiques (partis et syndicats) en prélevant pour elles-mêmes une part du gâteau en tant qu'agents du compromis social. Ce phénomène s'est particulièrement développé dans les terres d'élection de la social-démocratie, au premier rang desquels se trouve la Belgique francophone ¹².

Depuis le milieu des années 70, le compromis social-démocrate est en crise : **ça ne fonctionne plus**. Le gâteau a cessé de croître, l'emploi se contracte définitivement au gré des mutations technologiques et il n'est plus possible de satisfaire simultanément les différents groupes sociaux. Terminée l'ère des conventions collectives interprofessionnelles, chacun reprend ses billes. Pour se retrouver face à face, classe contre classe, comme avant la guerre ?

Non. Car les acteurs sociaux et politiques ont changé de nature. La société duale s'est installée, transportant au cœur de nos sociétés la coupure entre le Nord et le Sud. La base sociale du mouvement ouvrier et de l'électorat «naturellement» socialiste se réduit et se déchire de l'intérieur. Le développement de la précarité mine les solidarités anciennes, crispant chaque secteur autour de ses acquis catégoriels. Et surtout, le parti socialiste, privé du troc sur lequel il fondait sa légitimité, apparaît crûment pour ce qu'il est devenu : un appareil de pouvoir, souvent cynique, occupant tous les rouages de l'État et des services publics au profit d'une caste parasitaire, dont la seule vertu serait éventuellement d'assurer en son sein une promotion inespérée à des personnes d'origine modeste.

Aujourd'hui, comme projet de société, la social-démocratie n'existe plus, faute d'une base économique suffisante et des impasses de toutes les politiques classiques de croissance.

12. On n'abordera pas ici le phénomène de la démocratie-chrétienne, qui se constitua à la fin du XIX^e siècle comme un contre-feu à un mouvement ouvrier socialiste de lutte de classes. Depuis que celui-ci s'est progressivement transformé en agent du compromis social, la distinction fonctionnelle entre les deux s'est estompée. Subsiste une gestion de boutiques concurrentes vendant des produits largement similaires dans des emballages différents.

L'austérité rendue nécessaire par la récession ne peut déboucher que sur un des deux termes de l'alternative suivante : soit une redistribution à l'envers par la libération des mécanismes du marché (c'est l'option néo-libérale, versions *hard* ou *soft*), soit une mutation anti-productiviste modifiant les termes mêmes de la comptabilité économique (c'est l'option écologiste). Entre les deux, la social-démocratie navigue à vue en fonction du vent pour surnager, agitant quelques oripeaux identitaires pathétiques (*Germinal*, Charte de Quaregnon) et menant parfois quelques (bienvenues) batailles défensives pour encore témoigner de sa vertu ¹³.

Et pourtant, elle ne disparaît pas. Surtout si elles disposent d'un enracinement historique profond, les superstructures politiques ont la vie dure. Comme appareil dominant, le PS a dû construire patiemment son hégémonie sur la société. Pour y arriver, il a toujours su capter à son profit (ne fut-ce qu'à travers l'appel au moindre mal ou au vote utile) toutes les batailles historiques de la gauche sociétale. En son sein cohabitent des sensibilités diverses, depuis des plébéiens proches de l'extrême droite jusqu'à des syndicalistes hostiles par réflexe à la conversion libérale de leur parti, en passant par des membres des «nouvelles couches moyennes démocratiques» qui constituent aussi la principale assise sociale de l'écologie politique.

Dans la crise de la gauche, Écolo intervient comme un acteur chaque fois qu'il interpelle des groupes sociaux qui s'y reconnaissent habituellement, telles les organisations syndicales, les associations de terrain ou les «nouveaux mouvements sociaux». Ces groupes balancent souvent entre la gauche traditionnelle (à laquelle les rattachent à la fois l'histoire et les subsides) et nous. Ce faisant, nous menons une bataille pour l'**hégémonie**. Une bataille qui doit prendre des formes dialectiques d'**unité / critique** pour pouvoir en même temps nous renforcer et faire évoluer l'ensemble de ces mouvances vers nos positions.

13. Dans les pays scandinaves, dans certains *Länder* allemands, voire en Flandre, elle a amorcé timidement une mutation culturelle en remettant en cause les modèles productivistes. Contrairement à l'Europe latine où elle s'est convertie résolument au libéralisme, lui faisant manifestement confiance pour assurer une nouvelle (et très hypothétique) accumulation primitive.

les alliances : marier l'eau et le feu ?

Par contre, la droite n'est pas en crise. De Verhofstadt à Berlusconi, elle est repartie à l'offensive et dispose d'un projet radical : la destruction du compromis social-démocrate dont l'épuisement est avéré au profit d'un capitalisme désétatisé où les acteurs sociaux laisseraient la place à d'abstraits « citoyens » atomisés par la destruction du lien social face à la seule puissance organiquement concentrée : le monde économique et financier ¹⁴.

Cette puissance constitue, aujourd'hui comme hier, l'assise du néo-libéralisme, en alliance traditionnelle avec les classes moyennes libérales. Sa force, désormais, c'est de pouvoir aussi compter sur l'aspiration dévoyée à l'autonomie d'une partie dynamique de la jeunesse qui s'oppose aux multiples bureaucraties parasitaires et aux carcans réglementaires. Au point que, au même titre que l'écologie politique, le néo-libéralisme peut se profiler comme un courant jeune ¹⁵.

14. Je sais bien : Berlusconi et Verhofstadt marquent un peu le pas en ce moment. Je ne crois pas qu'on soit pour autant quitte de ce qu'ils incarnent.

15. Précisément, cette aspiration à l'autonomie, opposée à l'embrigadement généralisé du « tout à l'État », semble une valeur commune à l'écologie politique et à la culture traditionnelle de la droite (qui la valorise sous la forme de l'exaltation de la liberté d'entreprendre). Le cas n'est pas unique : la défense du patrimoine, des petites unités de production, de la ruralité et des cultures régionales est partagée par la plupart des idéologies pré- et post-industrielles. Si une certaine droite traditionaliste en voie de disparition s'en réclame encore, ces « valeurs » (à l'exception de l'autonomie) ont été délaissées par le libéral-productivisme dominant, tandis qu'elles étaient reprises par des forces cataloguées à gauche, telles, au Brésil, le Parti des Travailleurs (avec Chico Mendes, héros de la défense de la forêt amazonienne) ou, en France, la Confédération paysanne, qui défend le droit des agriculteurs de *Vivre et travailler au pays* contre le syndicalisme des grands céréaliers de la FNSEA, soutien indéfectible de tous les gouvernements de droite et de l'Europe de Maastricht.

Pourtant, certains écologistes fondent leur plaidoyer en faveur du « ni gauche ni droite » en arguant que l'écologie politique réalise, à côté de son apport propre, une synthèse équilibrée des meilleures valeurs de gauche et de droite. On peut discuter l'aspect équilibré de cette comptabilité. Mais surtout, je conteste ce point de vue en fonction d'une autre approche : celle des rapports

L'écologie politique peut-elle envisager des alliances avec un néo-libéralisme dont elle constitue le parfait antidote ? Sur le plan tactique, au coup par coup, pourquoi pas ? Comme les écologistes, les libéraux ont été les victimes de l'État-PS. Cela peut donner lieu à des convergences ponctuelles, notamment au plan local. Mais toute convergence stratégique semble inconcevable, à moins que l'un des protagonistes ne change de nature.

Avec la gauche traditionnelle (social-démocrate et démocrate-chrétienne), cette incompatibilité stratégique n'existe pas, puisque celle-ci n'a plus de projet stratégique. Ce qui l'anime désormais, c'est une préoccupation **conservatrice**. Dans deux sens du terme : comment conserver un certain nombre d'acquis sociaux en guise de filet de sécurité minimal (et d'auto-justification face à son opinion) ? Et comment conserver ses propres positions de pouvoir ? C'est avec ces préoccupations qu'il faudra éventuellement composer. On s'accommodera aisément de la première alors que la seconde heurte directement notre fibre démocratique. Mais c'est jouable.

la participation au pouvoir

Depuis deux ou trois ans, on discute ferme de la participation éventuelle d'Écolo au pouvoir. Il faut bien reconnaître que ce n'est pas en fonction d'une analyse de la période ou des circonstances politiques, ni même de l'excellence toute relative de nos scores électoraux, mais bien plutôt de notre propre évolution interne : nous nous posons la question du pouvoir simplement parce que, après quinze ans d'existence, Écolo est mûr pour se la poser. De ce fait, la discussion n'a jamais vraiment dépassé les questions de principe : faut-il se prépa-

(suite de la note 15)

sociaux. La politique n'est pas une confrontation de valeurs désincarnées. Elle est d'abord la scène d'un conflit d'intérêts entre groupes sociaux. Les écologistes se positionnent en fonction de projets et d'analyses, mais aussi **du point de vue des dominés** (qu'il s'agisse d'individus, de groupes minoritaires ou majoritaires, voire de peuples entiers). Ce positionnement n'est jamais celui de la droite, quasiment par définition, même si, pour ce qui est de la gauche, on peut désormais discuter...

rer à passer des compromis, faut-il se limiter à une fonction d'aiguillon, peut-on gérer le «système» sans perdre son âme ? Sur ce plan, la querelle entre *fondamentalistes* et *réalistes* (binôme un peu raide équivalent au sein de l'écologie politique au vieux débat «réformisme ou révolution» du mouvement socialiste) est déjà manifestement tranché, et cet article n'a pas l'ambition d'en dénombrer les conséquences, qui sont de l'ordre d'une véritable mutation culturelle et organisationnelle. Alors, il faudra bien s'engager dans le débat stratégique et répondre à deux questions.

a) Dans quelles circonstances économiques et politiques ? Toute conjoncture est-elle bonne à prendre ? Sans même aborder le problème par le petit bout de la lorgnette (comme on le fait souvent dans nos rangs), celui de notre image dans l'opinion, peut-on participer à une majorité alors que le centre de gravité de l'opinion publique semble s'éloigner de notre philosophie politique, alors que les marges disponibles (y compris psychologiques) semblent plus restreintes que jamais ?

b) Avec qui ? Les rituelles et très politiciennes déclarations selon lesquelles toutes les alliances sont possibles, qu'aucune n'est exclue à priori (sauf, ouf, avec l'extrême droite), que tout dépend du programme, font justement l'impasse sur la stratégie, laquelle doit répondre à la question : l'écologie politique n'étant pas prête d'être majoritaire dans l'opinion, quel est le «bloc historique»¹⁶ le plus susceptible, compte tenu de la nature des uns et des autres et de leurs liens avec le corps social, d'amorcer une transformation de la société dans le sens que nous préconisons ? Ne pas se poser cette question, c'est se préparer à négocier uniquement en fonction de l'arithmétique majoritaire, des blocs de compétences, des zones d'influences, des budgets à gérer, voire des places à occuper, comme n'importe quel parti traditionnel.

Sauf circonstances exceptionnelles, la place d'Écolo est au sein (voire au cœur) d'un **pôle progressiste** à construire et

16. L'expression est du marxiste italien Gramsci. Le «bloc historique» cherche à traduire sur le plan politique l'alliance des groupes sociaux qui peuvent s'accorder sur un projet transformateur. Il prend donc en compte cette idée, fort peu familière à Écolo, que les conceptions politiques s'enracinent dans l'existence sociale.

nulle part ailleurs. Il faut l'occuper en ayant conscience de la radicalité irréductible de l'écologie politique, de sa vocation à remplacer l'ancienne gauche comme expression de l'aspiration libératrice des êtres humains pour aujourd'hui et pour demain, et sans la moindre envie d'aplatir son message au rang d'une variante de social-démocratie comme de vulgaires radicaux de gauche.

(le 6 mars 1995)

postface : la question terminologique

Cet article a voulu montrer pourquoi, s'agissant de l'écologie politique, toutes les formules équidistantes du type *ni gauche ni droite* sont à bannir, tant elles délivrent un message inexact et entretiennent la confusion sur ce que nous sommes. Mais ne faut-il pas aller plus loin ?

Contrairement au libéralisme et au socialisme, *gauche* et *droite* ne sont pas des notions théoriques, mais (très platement), des indications relatives de positionnement culturel, social, philosophique multiformes. Ces notions sont historiquement variables : tels bourgeois libéraux qui aujourd'hui se classeraient incontestablement à droite furent «de gauche» au XIX^e siècle face à l'obscurantisme agrarien clérical. Ainsi, la *gauche* et la *droite* se définissent en permanence l'une par rapport à l'autre, comme pôles de comportement politique dans une conjoncture donnée. Pense-t-on vraiment que ce clivage-là, même si son expression actuelle dominante «*n'exprime plus les réponses*», même si les lignes de partage sont mouvantes, puisse jamais être dépassé ? En la réduisant à sa forme conjoncturelle actuelle, Écolo ne témoigne-t-il pas surtout de son rapport trop immédiat à l'histoire et, partant, de son manque de mémoire historique ?

S'en rend-t-on compte ? Malgré ses protestations, Écolo contribue à sa façon à entretenir la pertinence interprétative du clivage politique gauche-droite en ne ménageant pas la *droite*, ainsi nommée, tant dans ses textes internes que dans ses positions publiques. En reconnaissant l'existence d'une droite, ne dessine-t-on pas, ne fut-ce qu'en creux, les contours d'une gauche qui soit son antidote ? Ne serait-ce pas là la manifes-

tation que l'écologie politique ambitionne en tant que telle d'incarner une gauche qui serait, elle, **adéquate** à la société post-industrielle tout en se posant en héritière légitime de batailles passées ?

A ce stade-ci, la discussion terminologique cesse d'être théorique pour relever du marketing politique. Avons-nous intérêt à nous positionner clairement là où tant d'observateurs, peut-être par commodité, nous situent ¹⁷ ? Faut-il choisir entre récupérer les nombreux déçus du PS par un discours ciblé et conserver notre premier noyau d'environnementalistes purs qui ne nous suivent pas toujours dans notre radicalisme social ? Peut-on à la fois éviter un marquage idéologique trop encombrant et un trop grand flou stratégique ?

Il me semble nécessaire de définir positivement notre positionnement. Dans ce but, je propose de nous approprier désormais, dans notre discours public, le terme de **progressistes** (ce qui se fait déjà ici ou là). Même s'il n'est pas dépourvu de toute ambiguïté, ce terme, déjà testé dans des milieux chrétiens qui n'appartiennent pas non plus historiquement à la gauche, nous permettra de nommer les espaces de convergences que nous souhaitons. Et de sortir des dénégations alambiquées où il est de plus en plus difficile de nous suivre.

H.G.

17. Ainsi «*Seules deux forces résistent à l'air du temps libéral : le mouvement syndical et Ecolo. Celui-ci devient un peu la mauvaise conscience de la gauche du PS. Il colle de plus près aux revendications et aux discours syndicaux. Et des rapprochements s'ébauchent.*» Claude Demelenne, *Le Soir*, 29 avril 1994, rejoint en février 1995 par son vieil adversaire Jean-Maurice Dehousse lançant l'idée d'une «majorité progressiste» PS-Ecolo à la région wallonne.

Les constatations que l'on peut faire sur chacun de ces deux plans expliquent à mon avis très largement le «malentendu réciproque» qui attriste tant mon ami Henri Goldman. Elles devraient aussi faire réfléchir tous ceux qui portent en eux l'aspiration au changement de société. Cette réflexion n'aura de sens et de perspectives que si elle déborde le jeu stérile des étiquettes et des anathèmes plus ou moins amicaux. Une fois le débat élargi, chacun se trouvera également interrogé, interpellé, mis en question.

trois mises en garde

- Plusieurs études de politologues incitent à faire la différence entre le positionnement qu'un parti s'attribue à lui-même, et celui que lui prêtent ses électeurs. Ainsi, une partie importante de l'électorat vert croit à la pertinence du clivage gauche/droite (87 %, d'après l'analyse que PIOP a faite des élections de 1991¹). L'électorat vert ne manifeste pas plus de réticence à se situer dans ce clivage. Autre exemple de décalage entre l'étiquette affichée par les partis et celles que se donnent leurs électeurs : 7,5 % des électeurs se classant à droite et 6,3 % de ceux qui se disent de droite extrême votaient... PS en 1991 !

- L'étiquette ne correspond pas toujours au contenu du flacon. Ce n'est évidemment pas d'hier que datent les dénonciations des écarts entre discours et pratique, mais l'emprise que le courant gestionnaire a prise sur la gauche, un peu partout en Europe, a nettement accru l'ampleur du problème.

- Plus fondamentalement, on peut se poser la question de la pertinence du repérage des forces politiques sur un axe unidimensionnel et continu, censé permettre un balayage complet de l'éventail politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par le centre. A l'appui d'une telle mise en question, on peut mettre en évidence, sur le terrain des valeurs politiques, des oppositions qui traversent la gauche comme la droite : ainsi en est-il de l'opposition autoritaire/libertaire, ou de l'opposition croyant/non croyant. Il en va de même sur le terrain des thèmes de société - il suffit de penser

1. André-Paul Frogner et Anne-Marie Aish-Van Vaerenbergh, Eds, *Elections, la fêlure ?*, De Boeck Université, 1994.

à l'immigration ou au nationalisme. Sur ces différentes questions, les attitudes des partis comme de leurs électeurs sont très loin de se répartir logiquement sur l'axe gauche/droite.

la gauche classique et ses valeurs fondatrices

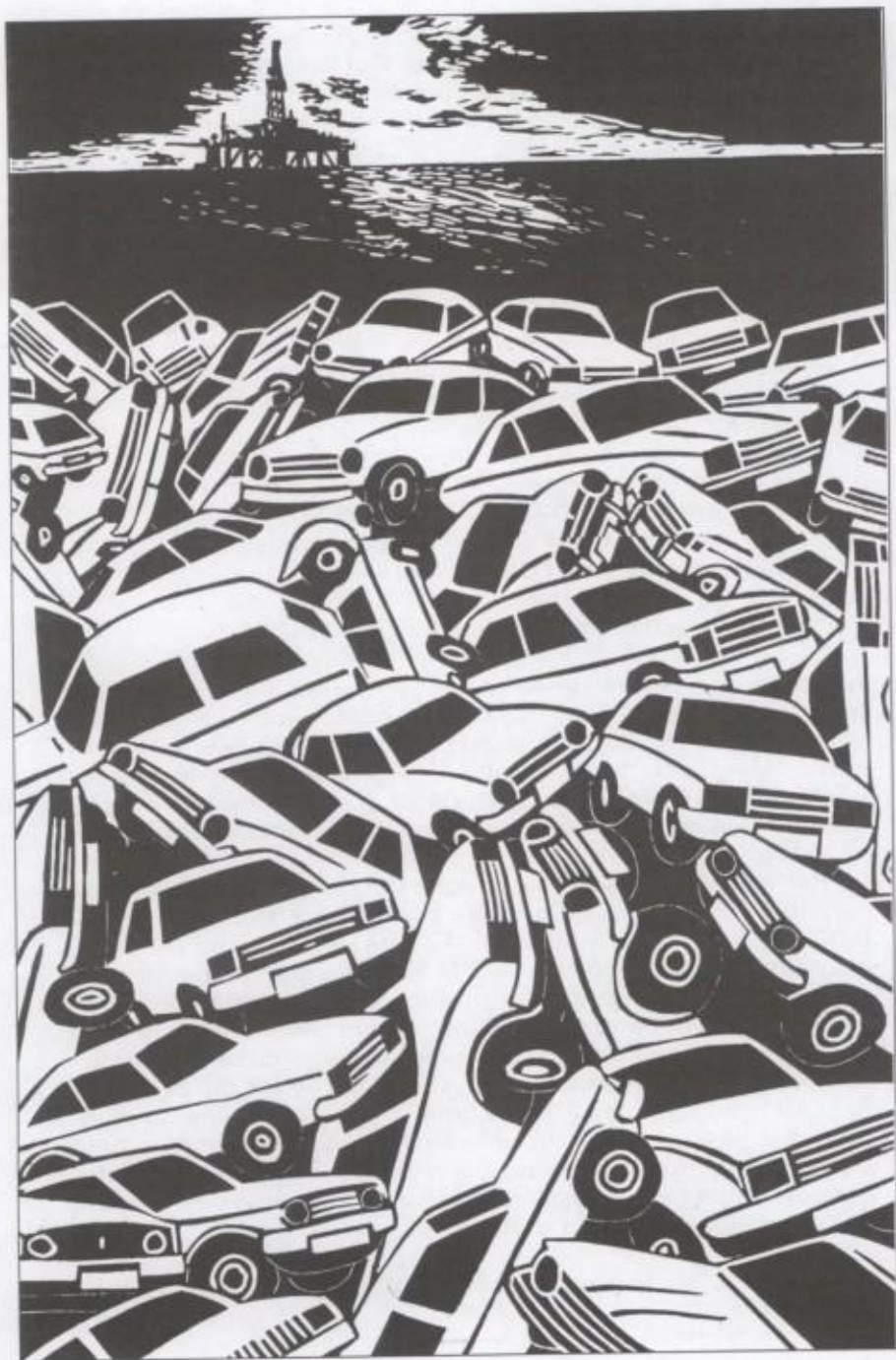
Historiquement, la gauche et la droite se sont affrontées en adoptant des points de vue opposés dont le tableau ci-dessous (où la gauche et la droite sont respectivement placées... à gauche et à droite) propose une liste sommaire et non-exhaustive.

intérêt général	intérêts particuliers
égalitarisme	élitisme
changement	conservatisme
interventionnisme d'Etat	laisser-faire
internationalisme	nationalisme
pacifisme	militarisme

A s'en tenir à cette liste, les attitudes politiques d'Ecolo rejoignent sans ambiguïté les positions adoptées jadis par la gauche classique-historique. Les points communs sont en effet évidents. Mais s'en tenir à cette liste reviendrait à tenir pour négligeable l'histoire du XX^e siècle, ce que nous ne nous permettrons certainement pas. D'où une double interrogation.

La première s'adresse à la gauche contemporaine. Comment se situe-t-elle par rapport à ces clivages fondateurs ? Faut-il parler d'évolution, d'adaptation - ou de dérive ? Les constats, en cette matière, sont cruels : la défense de l'industrie d'armement wallonne et des parts du marché international des armes qu'elle détient, défense fermement assumée par le Parti socialiste, est-elle compatible avec un engagement anti-militariste et internationaliste ? Et comment éviter de parler de nationalisme lorsque le Parti communiste français mène campagne sous le slogan «Produisons français» ? L'attachement de la gauche aux valeurs reprises dans la colonne de gauche est donc sujet à caution, il n'est pas indispensable de multiplier les exemples pour s'en convaincre.

On pourrait, suite à ce constat, tenter de dessiner d'autres



lignes de rupture, plus modernes, qui cerneraient mieux le profil de la gauche actuelle; ces nouvelles lignes de rupture sont peu aisément identifiables, c'est un euphémisme, au moins si on essaie de les trouver dans les pratiques politiques des partis qui se revendiquent de la gauche. N'est-il pas frappant de constater l'incapacité de la gauche actuelle à s'emparer des enjeux les plus déterminants du moment ? Autant la préservation des «droits acquis» est légitime et nécessaire, autant celle-ci ne peut justifier le silence sur des évolutions aussi fondamentales que le développement incontrôlé des autoroutes de l'information, des manipulations génétiques.

La deuxième interrogation est alors à adresser aux Verts. Faut-il donc, toujours sur base du tableau ci-dessus, déclarer que la filiation historique d'Ecolo serait de gauche ? Voire qu'il constitue une «nouvelle gauche», comme n'hésite à l'écrire le PIOP² (d'autant plus «nouvelle» qu'elle renouerait avec les valeurs historiques de la gauche) ?

les spécificités de l'écologie politique

La réalité est loin d'être aussi simple. A côté de convergences manifestes, l'écologie politique présente des divergences notables tant avec la gauche classique qu'avec la gauche actuelle, dans ses composantes gouvernementales comme dans ses composantes contestataires. Mais on fera immédiatement remarquer que ces divergences ne la rapprochent pas pour autant de la droite, traditionnelle ou extrémiste.

Sur quoi portent ces divergences ? Nous en relèverons quatre.

- le rapport à la science et au progrès

L'écologie politique rompt, dès son émergence, avec l'illusion d'un progrès continu, linéaire, ininterrompu, foncièrement émancipateur, dont le moteur serait le développement de la science et des techniques, elles-mêmes «bonnes» par essence - seul le mauvais usage qu'en font des humains mal-intentionnés étant de nature à les dévoyer. En ce sens, l'émergen-

2. *Ibidem.*

ce de l'écologie politique représente une rupture avec le positivisme et le scientisme, qui plongent leurs racines dans la philosophie des Lumières, mais dont l'épanouissement date de la fin du XIX^e siècle. Concrètement, cette rupture se traduit par des appréciations radicalement opposées sur des questions comme celles de l'énergie nucléaire ou des manipulations génétiques.

Le concept d'irréversibilité occupe aussi une place importante dans cette problématique. Il est essentiel dans la vision du monde de l'écologie politique - certains choix erronés ne pourront pas être «rattrapés» - alors que ce concept est étranger au positivisme, accroché à une vision mécaniste du monde et de la société.

L'opposition des Verts à l'illusion scientiste ne relève pas d'une attitude anti-scientifique, que du contraire. Refuser d'accepter toute avancée scientifique comme bonne en soi ne nous amène pas pour autant à la rejeter *a priori*, mais à réclamer que la question se discute et s'évalue. Nous y reviendrons plus loin avec la question démocratique.

- le rapport à la croissance

La gauche classique (comme la droite d'ailleurs) assimile croissance et progrès : plus le gâteau est grand, plus grandes seront les parts de chacun. Au contraire, l'abandon de la religion de la croissance fait partie du cœur dur de l'écologie politique; c'est d'ailleurs par cette prise de position qu'elle est apparue sur la scène publique, en se référant aux écrits du Club de Rome, il y a une vingtaine d'années. La poursuite de la croissance épuiserait la planète; on notera cependant que les écologistes nuancent aujourd'hui cette idée dans la mesure où le développement des activités concerne de plus en plus le secteur des services et des informations, dont l'impact sur la nature n'est pas du même ordre que celui de l'industrie. Cette dernière constatation pousse aussi à définir de nouveaux paramètres, aptes à mesurer le développement.

Si le dogme de la croissance est désormais ébranlé, principalement dans sa capacité à assurer l'emploi, il n'en reste pas moins l'objectif ultime de la gauche et de la droite. Son réexamen nous semble d'autant plus indispensable que ce dogme a fait des petits tout aussi ravageurs. C'est en effet de la

volonté désespérée de revenir à la croissance qu'est née la toute-puissante Sainte-Trinité «libéralisation-compétitivité-privatisation», dénoncée par Ricardo Petrella et le groupe de Lisbonne. Le ralliement de la gauche gouvernementale à cette offensive dérégulatrice ne provient pas que d'un manque de courage ou d'une obsession du maintien au pouvoir. Ce ralliement est surtout la conséquence d'une foi partagée. Si le GATT s'est conclu, ce n'est pas parce que la gauche n'a pu l'empêcher, c'est parce qu'elle y croit !

- le rapport à la nature

Les écologistes imaginent un rapport équilibré avec la nature. Il s'agit d'abord de cesser de considérer celle-ci comme un réservoir inépuisable pour nos besoins. Mais la coupure avec les anciennes conceptions va au-delà de cette considération. En projetant un rapport équilibré avec la nature, les écologistes rompent avec une tradition presque aussi vieille que l'humanité : n'est-ce pas la tradition biblique qui a fait du retour à la nature la plus dure des punitions ? Et le progrès n'est-il pas souvent défini comme ce qui permet de dominer la nature ?

Dès lors, contrairement à une idée préconçue, ce sont en réalité les Verts qui recherchent une dépassionalisation du rapport à la nature. Il s'agit de dépasser les rapports de soumission ou de propriété pour établir entre l'homme et son environnement, entre l'économique et le vivant, de nouveaux liens. Cela passera par l'intégration dans la pensée et dans l'action collectives de concepts comme la finitude, la réversibilité, l'interaction, la différenciation entre flux et stocks. L'impasse de la société industrielle est surtout due à la séparation artificielle entre les rapports «homme-homme» d'une part, et les rapports «homme-nature» de l'autre. La question écologique et la question sociale n'ont été détachées l'une de l'autre que du fait des limites de la pensée cartésienne et analytique. On ne peut construire un paradis écologique sur un désert social, c'est là une évidence. A-t-on demandé aux populations d'Ukraine si elles croient désormais possible de construire un paradis social sur des territoires contaminés à long terme par l'accident de Tchernobyl ?

- le rapport à la démocratie

La représentation est le principal mode de fonctionnement de

la démocratie, dans l'acception dominante de celle-ci. Pour les écologistes, qui ne nient pas les vertus de la démocratie représentative, la démocratie aurait tout à gagner de l'adjonction d'un volet « participation » au volet « représentation ».

Quel que soit le niveau de pouvoir, l'écologie se refuse à réduire le débat de société à l'affrontement des représentants élus. La décision leur appartient, sauf en cas de référendum, mais les modalités du débat doivent être élargies et dynamisées. La structuration du monde associatif ou le récent mouvement étudiant montrent d'ailleurs à suffisance qu'existe un appel à multiplier les formes de citoyenneté, à les rendre plus actives, moins circonscrites à l'acte électoral. Certaines propositions sont bien connues et sont même peu à peu acceptées : accès aux documents administratifs, droits d'interpellation du citoyen, reconnaissance de l'associatif. Constatons néanmoins combien cette acceptation est prudente, combien la méfiance est grande. C'est pourtant bien plus loin qu'il faut aller. L'un des points de notre programme est à cet égard essentiel : donner à la société les moyens de la contre-expertise. Le but est bien clairement de donner aux citoyens les moyens techniques et financiers de prendre part activement au débat et à l'évaluation de tout projet, public ou privé, susceptible d'avoir des conséquences démocratiques, sociales ou écologiques.

Il s'agit donc de créer un nouvel espace dans les processus décisionnels; sans s'y substituer, cet espace de participation viendrait s'ajouter au jeu classique (et insuffisant) de représentation et de concertation. Imaginons qu'on ait donné à divers acteurs les moyens d'organiser un vaste débat public sur le GATT...

Pour l'essentiel, les quatre thèmes que nous mentionnons ne sont pas discriminants du point de vue de la contradiction gauche/droite. Ils désignent de nouveaux clivages, de nouveaux enjeux dont l'apparition est la conséquence des mutations de société que nous avons connues. Cette apparition n'autorise cependant pas à disqualifier les clivages plus anciens : nous vivons une période de transition, caractérisée par la coexistence de clivages et d'enjeux typiques d'époques historiques différentes, les plus récents étant liés au processus qui nous conduit vers la société post-industrielle.

Il est donc clair que la complexité des contradictions qui traversent notre société appelle des représentations plus fines que celles dont nous nous sommes satisfaits jusqu'à présent. L'axe gauche/droite n'explique plus **tout** le politique, même en s'en tenant au seul point de vue théorique.

l'écologie est-elle dépourvue de base théorique ?

Henri Goldman, dans la contribution qu'il publie dans ce même numéro des *Cahiers Marxistes*, écrit que «le socle théorique sur lequel, à Ecolo, on cherche parfois à s'appuyer reste un bricolage où l'on trouve de tout». Cette affirmation me semble un peu trop brutale.

Elle est vraie au sens où l'écologie n'est pas soutenue par une théorie globale fondatrice et totalisante, dont le statut serait comparable à celui de l'œuvre de Marx pour le mouvement ouvrier socialiste. Mais les apports théoriques à l'écologie politique ne sont pas introuvables, ils sont divers et variés; placés côte à côte, ils forment un ensemble de textes qui meublerait une bibliothèque de belle dimension.

De quoi sont-ils faits ? D'abord, d'une prise de conscience, diffuse au départ, de plus en plus précise par la suite, des périls écologiques qui nous menacent. Cette prise de conscience a appelé la mise en place d'instruments conceptuels empruntés à l'écologie scientifique, qu'une migration vers le traitement des problèmes économiques a agglomérés en **méthodologie systémique**. Ces méthodes de pensée et de travail, qui ne sont ni une réponse directe aux problèmes posés, ni une utopie, sont la nourriture intellectuelle des militants verts depuis des années. La littérature contient certes de grandes constructions utopiques, mais pas au rayon des essais politiques : c'est dans les collections de science-fiction qu'on peut les trouver. Cette réticence à la théorisation visionnaire est plus que probablement due à la crainte, et à une certaine expérience, que derrière le totalisant se cachent implacablement les germes du totalitaire. Au moins le pragmatisme a-t-il cette précieuse vertu de n'imposer aucune vérité et de laisser en permanence le débat ouvert.

On serait effectivement bien en peine de tenter de dégager une pensée unique, à la base d'une vision du monde comme d'un

projet. La formation du corpus théorique d'Ecolo procède par convergences thématiques et théoriques - thématiques, dans la mesure où des militants engagés sur des terrains *a priori* différents (des pacifistes, des féministes, des fédéralistes, ...) ont constaté que les obstacles qu'ils rencontraient étaient corrélés, et que les méthodes auxquelles ils faisaient appel pour les résoudre puisaient leur inspiration aux mêmes sources.

On comprend dès lors que l'apparition de l'écologie politique se laisse mieux décrire en termes de convergence qu'en termes d'émergence, ce qui explique les difficultés à dater de manière précise la fondation du mouvement. Le phénomène observé chez nous se répète, à quelques années d'intervalle, dans la plupart des parties du monde. Des groupes écologistes se structurent en Afrique, en Europe de l'Est, en Asie, en Amérique latine, alors qu'aucune internationale verte ne suscite leur formation; pourtant, les thèmes avancés, le vocabulaire utilisé, les concepts mis en œuvre sont à peu près les mêmes partout. Ces similitudes quasi-systématiques ne peuvent évidemment être le fruit du hasard.

La question sociale est très présente dans ce corpus théorique, ce qui crée d'évidents points de jonction entre la gauche et Ecolo. Mais l'approche théorique de la question sociale par les Verts est originale, au sens où ils tentent de l'inclure dans une synthèse qui englobe, dans l'interrogation du modèle de développement, les questions de la conservation des ressources, du rééquilibrage Nord-Sud, du rééquilibrage qualitatif-quantitatif, et de la préservation des droits des générations futures. Dans cette perspective, la question sociale au sens strict ne peut plus tout expliquer ni tout déterminer; le parallélisme entre cette dernière affirmation, et celle (voir plus haut) selon laquelle l'axe gauche/droite n'explique plus tout le politique n'a, bien sûr, rien d'une coïncidence. Cette proximité avec la gauche sur la question sociale n'existe pas, cela va sans dire, avec la droite.

la pratique politique quotidienne

Il est donc clair que la fameuse position, qui aura fait couler beaucoup d'encre, «ni à gauche, ni à droite», n'a rien à voir avec un positionnement centriste, qui traduirait la volonté de tout concilier; elle renvoie à notre perception de la vie politique comme multi-dimensionnelle. Mais elle ne règle malheureusement-

ment pas les problèmes de stratégie qu'une organisation politique ne peut éviter d'affronter, dès qu'elle prend conscience, une fois sortie de l'enfance, que tout projet de transformation de la société nécessite une politique d'alliances : Ecolo a aujourd'hui admis l'idée que sa propre représentation politique, même en cas de succès électoral, ne suffira pas pour mener à bien l'entreprise de transformation à laquelle il s'est attelé.

Ce souci se traduit, sur le terrain, par la recherche d'alliances ponctuelles, dont une caractéristique importante est d'être transversales aux piliers dont parle la sociologie politique belge. C'est ainsi qu'Ecolo a participé à la création (quand il ne l'a pas impulsée) du Forum Mode d'emplois, regroupant des syndicalistes, des «associatifs», des universitaires unis par un souci commun de lutte contre le chômage, d'un front pour la défense des usagers des transports en commun, en particulier pour la défense du rail, de la coordination contre le GATT, où se sont retrouvés des animateurs d'ONG, des syndicalistes, des agriculteurs... Comme le fait d'ailleurs remarquer Henri Goldman, la sensibilité de gauche des participants à ces alliances ponctuelles est une réalité indéniable; mais sur ce terrain aussi, la volonté de ne pas se laisser enfermer dans les limites imposées par les clivages politiques traditionnels nous sépare parfois d'une partie des militants de la gauche.

Les considérations qui précèdent désignent donc, au plan théorique comme sur le terrain de la pratique, des convergences avec la gauche, en même temps que l'écologie politique s'avère irréductible à la gauche. Face à cette ambivalence, l'acceptation ou le refus d'une étiquette relève d'un choix politique. En fin de compte, le refus de l'étiquette traduit, volontairement, notre souci prioritaire de maintenir entière notre liberté politique, et d'éviter de devenir les otages du Parti socialiste, ce que nous deviendrions inmanquablement en nous affirmant de gauche. C'est la situation actuelle de ce qu'on appelle «la petite gauche», à laquelle Ecolo ne peut et ne veut être assimilé. Mais qu'on ne s'y trompe pas : ce n'est pas une étiquette qui révèle ou oblitère la volonté de transformation de la société, et celle d'Ecolo est démontrée par sa pratique politique.

en guise de conclusion provisoire

Le temps et l'espace manquent à développer cette dernière partie, pourtant la plus essentielle puisqu'elle pose les questions qui touchent à l'ici et au maintenant.

N'ayant par ailleurs aucune volonté de clore péremptoirement ces questions, je me bornerai à ces quelques réflexions finales. Elles ne ferment rien, mais veulent ouvrir d'autres voies.

Les relations entre les Verts et la gauche vont de chacun exiger d'accomplir des pas.

Tout en conservant précieusement leur liberté intellectuelle et politique, les Verts me semblent avoir tout à gagner d'un effort serein de clarification, même par rapport aux questions qui ne leur paraissent pas les plus pertinentes. La vocation écologiste à la transformation sociale et l'attachement à certaines valeurs centrées sur l'humain, placent les Verts dans une proximité incontestable avec l'histoire de la gauche. Le reconnaître doit pouvoir se faire sans crainte, ni passion. Cette reconnaissance est d'ailleurs à mes yeux la meilleure voie d'un affranchissement. Relever cette proximité n'affaiblit pas, mais au contraire renforce, l'exigence de donner d'autres bases théoriques et stratégiques à cette transformation à laquelle nous œuvrons.

S'agissant de la gauche, ou plutôt des gauches, je crois que les termes utilisés par Henri Goldman sont parfaitement adéquats pour décrire l'interrogation qui leur est adressée : conversion plutôt que renoncement. Si on peut trouver chez les Verts une difficulté de reconnaissance, il y a dans les gauches un déficit d'affranchissement à leur propre histoire. L'incapacité à réexaminer leurs bases fondatrices met la gauche gouvernementale en grande difficulté de conceptualiser sa gestion et de la mettre au service d'un projet, et elle condamne la gauche contestataire à une marginalisation qui la rend pour l'essentiel sans prise sur la réalité politique.

Le cas de la gauche gouvernementale me semblant figé pour longtemps par la lourdeur des appareils, la mise à jour se pose surtout pour la gauche contestataire. Son dilemme est assez clair : ou bien elle s'obstine à vouloir exister en tant que telle, ce qui est possible, mais la maintiendra dans l'inefficacité

(choix qui relève plus de l'acharnement thérapeutique et sentimental que de la stratégie politique), ou bien elle remet en question son rapport à la société tant en termes de constats qu'en termes de projet.

Je ne suis pas persuadé que la gauche contestataire ait choisi la voie la plus porteuse, ni même qu'elle y soit prête. L'aggravation, depuis quelques années, des exclusions et des inégalités me semble même avoir plongé certains dans l'illusion d'un retour pur et simple du passé... et donc de ses glorieuses pages de lutte.

Nier le passé nous condamnerait à le revivre. Mais regarder l'avenir dans le rétroviseur de l'histoire annule toute chance d'une alternative réelle à nos sociétés modernes en crise. Que certains problèmes, historiquement plus anciens, se réveillent après avoir été mis en sommeil durant les quelques années d'or laisse tout leur poids aux enjeux et questions apparues ou dévoilées plus récemment.

«Ni gauche, ni droite ne sauraient être des attributs définitifs, intemporels, substantiels, invulnérables, donc métaphysiques. Ils doivent être périodiquement réexaminés, reformulés, refondés, sinon ces mots deviennent des étiquettes trompeuses, qui demeurent sur les bouteilles après que le vin est devenu vinaigre.»

Edgard Morin, *Pour sortir du XX^e siècle.*



la gauche face au mythe de la compétitivité, destructeur de la sécurité sociale et du secteur public

contribution au débat électoral

groupe de réflexion
sur l'avenir de la gauche *

Ce texte est issu des travaux du groupe de réflexion sur l'avenir de la gauche, lancé par Philippe Moureaux en octobre 1993. Il ne constitue pas l'aboutissement de ces travaux, qui se poursuivront dans une perspective de réconciliation des familles de pensée et d'action entre lesquelles la gauche s'est partagée. Le groupe de réflexion entend bien donner la diffusion la plus large possible à ce texte dans le contexte de la campagne pour les élections du 21 mai. Il ne s'agit cependant pas d'un programme, ni, d'ailleurs, d'un cri désespéré; intervention dans le débat politique, il correspond à l'état actuel de la réflexion du groupe. Il avait évidemment sa place dans ce numéro des CM.

* Marc Askenasi, Jacques Bourgaux, Jean Busby, Camille Deguelle, Laurent Delvaux, Eric Driesen, Françoise Dupuis, Jacques Huysman, Serge Katzenelenbogen, Mohammed Kharaz, Marco Leruite, Jean-Marie Marissal, Yvan Mayeur, Marc Mayne, Philippe Moureaux, Pierre Puttemans, Guido Vanderhulst, Marthe Vandemeulebroeke, Dimitri Yernault.

compétitivité et concurrence

Aujourd'hui, tout projet politique, toute réforme économique et sociale, aussi justes et légitimes soient-ils, semblent devoir se soumettre aux impératifs de «la compétitivité». Il ne s'agit pas ici d'un simple instrument de mesure économique, mais bien d'une conception purement idéologique de la concurrence.

Malgré les discours qui depuis près de deux siècles en célèbrent les vertus, le libre échange intégral n'existe pas et n'a jamais existé. Le commerce national et international a toujours eu besoin de règles du jeu pour fonctionner. On ne traite pas avec des voleurs, avec des escrocs, avec tous ceux qui recourent à des techniques malhonnêtes ou déloyales. Par ailleurs, on s'arrange le plus souvent pour faire ouvrir les frontières des plus faibles et pour fermer les siennes aux plus puissants.

la règle du plus fort, le droit du plus riche

La compétitivité, telle qu'elle est invoquée, aujourd'hui, découle d'une conception particulière de ces règles du jeu : une conception qui s'appuie presque uniquement sur le prix de revient sans se préoccuper du sort fait aux travailleurs pour l'obtenir, une conception qui refuse de prendre en compte les droits de l'homme et de l'enfant, l'égalité des sexes ainsi que les principes les plus élémentaires de la justice sociale dans les échanges. C'est en son nom que l'on accepte, par exemple, la concurrence avec des pays non démocratiques, où les salaires sont dérisoires, la misère endémique, les libertés inexistantes, où les enfants, au lieu d'être à l'école, travaillent aux champs ou dans les usines. C'est en son nom que l'on interdit aux pays pauvres de chercher leur salut par un développement progressif et durable, qu'on les empêche de limiter les importations et d'orienter leur production vers la satisfaction des besoins nationaux élémentaires. Cette conception dite libérale, c'est le droit du plus fort et du plus riche, le droit de ceux qui possèdent et dirigent les entreprises, avec pour seul objectif le profit, quelles qu'en soient les conséquences sur les hommes et les femmes qui n'ont que le travail pour vivre.

une logique de mort

Puisqu'il n'y a pas de règles sociales sous cette forme de concurrence, le mauvais système chasse toujours le bon. Les nations qui, comme la nôtre, après des années de lutte, sont parvenues à imposer une certaine redistribution des richesses, qui ont voulu garantir, par la solidarité et pour chacun, le droit à la dignité et la sécurité de l'existence, qui, en un mot, ont contraint l'économie à se mettre un peu plus au service des hommes, ces nations doivent aujourd'hui y renoncer progressivement sous peine de n'être plus « compétitives ». Pour le capitalisme, la vie humaine a un prix qui se calcule précisément. Dès lors, parce que dans d'autres parties du monde, ce prix est moindre, on nous dit qu'il faut nous aligner et renoncer à ce que l'on nomme dédaigneusement nos « acquis » et nos « avantages sociaux » : réduire nos salaires, détériorer nos conditions de travail, démanteler notre sécurité sociale. La limite de cette logique, c'est la paupérisation générale. Sa conséquence, une descente aux enfers de la misère, descente qui ne s'arrêtera que lorsque tous auront atteint le rang des plus pauvres.

freiner l'inéluctable

Face à cette logique de mort qui semble s'être imposée à l'ensemble des responsables politiques, le monde socialiste paraît désarmé. Lorsqu'il participe au pouvoir, il semble être le machiniste malgré lui de ce train fou dont il cherche à freiner l'allure sans parvenir à en arrêter la marche. Ce rôle n'est évidemment pas négligeable, surtout pour ceux qui sont inévitablement les victimes désignées d'une dérégulation plus rapide et plus accentuée. Mais ce rôle n'est pas suffisant, et, en outre, il ne peut être durable. Ceux que le frein n'a pu épargner totalement et ceux qui sont déjà tombés dans la marginalité et l'exclusion, se détournent très souvent de nous pour se jeter dans les bras de la démagogie, du racisme, de la haine. Quant aux autres, qui ont encore un travail et des revenus décentes, beaucoup ont courbé l'échine et ne sont désormais plus capables d'enthousiasme pour une mission politique de retardement, pour un parti qui semble lui-même s'être résigné à « l'inéluctable ».

Par cette action, essentiellement retardatrice, le mouvement socialiste apparaît désormais comme un mouvement défensif, voire conservateur. Sauver ce qui peut l'être est une mission nécessaire, salvatrice pour beaucoup de ceux que nous avons à cœur de défendre. Mais elle ne suffit pas à réveiller les forces vives, à mobiliser la population, en particulier la jeunesse. Pour cela, il nous faut refuser la prétendue fatalité de la compétitivité et nous donner un autre projet. Le mouvement socialiste doit redevenir pleinement le creuset où toutes les solidarités se transforment en instrument de combat.

changer de cap

Tracer une voie nouvelle. Cette tâche première, essentielle, est celle de la réflexion idéologique qui nous préservera d'un aventurisme et d'une dérive populistes. Il ne suffit pas de se prétendre aux côtés des plus faibles pour en défendre réellement la cause et les intérêts. Le socialisme s'est depuis toujours distingué de la démagogie en agissant dans le cadre d'une conception fondamentale de la justice et de ses conséquences. Il ne défend pas les pauvres parce qu'ils sont pauvres, mais parce qu'ils sont victimes d'une injustice. Il nous faut réaffirmer cette conception de la justice qui est le sens même de notre action, réaffirmer nos principes de liberté, d'égalité, de fraternité, d'une liberté réelle et égale pour tous, d'une fraternité qui réfute les corporatismes, les replis particuliers et proclame les fondements d'une solidarité générale. Retrouvons notre identité à travers ces valeurs qui sont, à la fois, nos principes et nos objectifs. Donnons-nous ensuite le courage d'analyser et de remettre en question, sur cette base, la société telle qu'elle existe, avec ses structures politiques, économiques et sociales. Attelons-nous à esquisser le tracé d'un autre avenir que celui que nous prédit aujourd'hui la logique implacable et mortelle de la compétitivité capitaliste.

préserver et renforcer les piliers d'une reconstruction future

Cette démarche ne peut rester sans effet sur notre pratique politique actuelle et sur les choix que, dans l'opposition ou au pouvoir, nous serons amenés à poser concrètement. Dès

maintenant, elle nous commande de préserver et de renforcer les mécanismes qui, dans la structure économique et sociale, sont les outils et les instruments essentiels de la solidarité : la sécurité sociale et les services publics.

la sécurité sociale

La sécurité sociale reste encore aujourd'hui la mise en œuvre la plus importante du principe de solidarité. Elle opère une certaine redistribution des richesses, elle maintient pour beaucoup des conditions d'existence décente. Elle préserve la plupart des individus de la précarisation. Toute réduction de ses prestations entraîne nécessairement un accroissement de la pauvreté et de l'exclusion. Dès lors, il est urgent d'inverser le sens des réformes actuelles, de les réorienter vers un renforcement et une simplification de l'aide sociale, en général, afin qu'elle bénéficie réellement à tous ceux qui y ont droit.

Mais la sécurité sociale n'est pas seulement un filet de protection. Pour les hommes et les femmes dont le travail est la seule richesse, elle est aussi un rempart. Elle détermine leur capacité de résistance aux pressions qui cherchent à leur imposer une détérioration progressive de leur situation. Affaiblir ou creuser de brèches ce rempart, c'est rendre un peu plus difficile le refus individuel et collectif des tendances dégradantes du capitalisme actuel. Cette revitalisation, ainsi que les évolutions économiques et démographiques, exigent sans aucun doute, un refinancement. Celui-ci ne peut s'opérer que sur le principe même de la solidarité générale. Cela implique la contribution de tous les acteurs économiques, de tous ceux qui tirent profit de la production des richesses, l'Etat y compris. Dès lors, il nous paraît inconcevable que les entreprises échappent à leurs obligations envers les travailleurs, qu'elles jouissent de la part la plus productive de leur existence sans en supporter la juste contrepartie. Nous refusons cette logique qui assimile la main-d'œuvre au citron que l'on presse avant de le rejeter aux bons soins de la charité ou du secours mutuel. Mais ce principe de la solidarité du refinancement ne peut se limiter aux formes traditionnelles, industrielles ou commerciales, de la production des richesses. Il doit désormais s'étendre, et dans de justes proportions, à l'ensemble des revenus et profits du capital, rentes, plus-values, spéculations. Ces procédés n'ont cessé depuis longtemps d'accroître leur importance et leur rendement sans pour autant contribuer équitablement à la sécurité sociale.

services et secteur publics

L'autre grande réalisation de ce principe de solidarité est celle des services publics qui ont pour mission de garantir à chacun l'exercice de droits élémentaire (à se déplacer, à communiquer, à s'instruire, à s'informer, à se cultiver). En cela, ils sont un rouage essentiel de la démocratie. Vouloir les gérer selon les critères marchands de rentabilité et de profit, c'est les priver de leur légitimité, de leur raison d'être, c'est tuer la culture et la recherche fondamentale qui ne répondent pas à cette logique. Dès lors, plus rien ne s'oppose à leur privatisation, puisqu'il ne s'agirait plus que d'abandonner au marché ce qui en a déjà anticipé les règles.

La privatisation, comme la dérégulation, détruit le mécanisme solidaire qui est à la base des services publics. Ce mécanisme implique que le citoyen ne paie pas réellement ce qu'il coûte. Le prix est établi sur une moyenne, de manière à ce que le service reste accessible au plus grand nombre. La privatisation rompt brutalement avec cette contrainte de solidarité des coûts. Elle conduit, dans la plupart des cas, à un renchérissement général (la distribution d'eau en France) ou à des refus de service pour des consommateurs jugés sans intérêt (le téléphone en Angleterre). La dérégulation entraîne les mêmes effets, mais de manière plus insidieuse, par un dépeçage du secteur. Les groupes privés s'emparent des bons morceaux, les plus profitables, et laissent éventuellement aux pouvoirs publics, les charges et les activités déficitaires. Le profit pour quelques uns, les pertes pour la population, telle en est la logique.

Il nous paraît donc essentiel d'inverser la tendance actuelle, de renforcer le rôle des services publics, de conforter leur monopole et d'accroître le bénéfice que peut en retirer la population. Ce renforcement doit s'accompagner de réformes structurelles et d'un processus de démocratisation interne afin d'éviter les pesanteurs administratives et les travers bureaucratiques.

Le démantèlement du secteur public affaiblit la démocratie. Il la vide de son contenu, il la rend vaine et théorique. Il restreint encore le pouvoir politique, celui des citoyens, sur un monde économique gouverné par des intérêts égoïstes et oligarchiques. Il élimine de notre cadre social tout autre logique que

celle du profit. Accepter aujourd'hui ce démantèlement nous engage pour l'avenir, nous prive des leviers et des instruments indispensables à notre volonté de changements économiques. A plus long terme, il s'agit de penser le développement du secteur public dans la perspective d'un contrôle démocratique accru sur la sphère économique, d'une restriction des prérogatives du marché aux secteurs où elles ne menacent pas les libertés fondamentales et les droits élémentaires des citoyens.

une stratégie européenne

Réaliser pleinement la solidarité et le contrôle démocratique de l'économie à l'échelle nationale est, aujourd'hui, l'expression d'une analyse politique dépassée. Les forces réactionnaires ont trop longtemps tiré avantage de cet archaïsme pour influencer la construction européenne, selon leurs conceptions et réduire ainsi la marge de manœuvre des Etats nationaux. Arguant de l'impossibilité de maintenir les monopoles publics nationaux, elles ont prôné la dérégulation et ont obtenu leur démantèlement progressif au bénéfice des groupes privés. La libre concurrence leur sert trop souvent d'argument pour pousser les Etats à s'aligner sur le système social le moins développé et le plus injuste.

Œuvrer à l'élaboration d'une sécurité sociale et de services publics européens, doit devenir, pour nous, un objectif prioritaire. Sous peine de disparaître, la solidarité et la démocratie économique seront organisées au même niveau que le marché et par des outils capables de le contraindre à respecter la justice sociale. L'heure n'est plus aux vagues promesses et aux déclarations de bonnes intentions. Nous devons refuser tout approfondissement du marché unique européen avant la mise en place des instruments politiques, économiques et sociaux indispensables à la construction d'une Europe démocratique. Nous devons orienter cette construction vers le développement des institutions démocratiques et l'obligation de nouvelles règles concurrentielles fondées sur le respect de la justice sociale. Cela implique inévitablement la renégociation du traité de Maastricht qui est, pour l'essentiel, la consécration d'une conception idéologique capitaliste et mercantile de l'Europe. La stratégie du mouvement socialiste, son discours, son programme, sa participation au pouvoir, doivent donc se redéfinir par rapport à cet objectif prioritaire. C'est la

seule manière pour nous de rompre avec la logique mortelle de la concurrence, de sortir du train fou de la compétitivité, de reprendre notre action progressiste et libératrice, et non plus seulement freiner l'inéluctable.

les enjeux nationaux d'aujourd'hui

Notre volonté d'infléchir les tendances et les contraintes actuelles pour rebâtir une économie qui soit enfin au service de l'homme, exige, nous en sommes convaincus, une action et un combat de dimension européenne. Mais cette conviction ne doit pas pour autant nous écarter du terrain national. Les questions et les enjeux qui s'y profilent paraissent peut-être plus restreints au regard de notre ambition. Néanmoins, ils sont lourds de conséquences sur la vie quotidienne de nos concitoyens.

Nos préoccupations ne se limitent évidemment pas aux quelques points que nous allons présenter ici. Nous aurions souhaité également nous prononcer sur des questions aussi essentielles que le droit au logement, l'accès à la citoyenneté, l'internationalisme ou encore les relations avec les pays en voie de développement. Mais notre intention n'est pas de rédiger un programme électoral. Nous voulons simplement attirer l'attention de la gauche sur les prochains enjeux politiques en rapport direct avec la logique, aujourd'hui toute puissante, de la compétitivité.

l'alibi européen

Dès maintenant, la droite dévoile un peu plus le cynisme de sa stratégie en utilisant les critères de convergence vers la monnaie unique européenne au gré des intérêts qu'elle représente. Puisque le taux de 3 % du déficit budgétaire doit être atteint, selon l'avis du Conseil des finances, par la simple poursuite de la politique actuelle, la voilà qui brandit l'obligation de réduire l'endettement. Il ne s'agit ni plus ni moins que de préparer l'opinion à une nouvelle fournée d'austérité (déjà évaluée à 100 milliards !) alors que, de l'avis général des observateurs sociaux, les précédentes n'ont pas cessé leurs effets dévastateurs sur la population, en général, et sur les plus pauvres, en particulier. Vouloir à tout prix être le meilleur élève de la classe européenne, bien que déjà dans le peloton

de tête, est une politique socialement et économiquement suicidaire. Cela ressemble à cette médecine d'un autre âge, faites de purges et de saignées, au terme desquelles le malade s'entendait dire «Vous allez mourir guéri !».

Il n'est pas question de laisser l'adversaire inventer à sa guise des contraintes nouvelles lorsque les précédentes ne lui paraissent plus suffisantes. Nous devons dénoncer cette manœuvre d'intoxication de l'opinion en dévoilant son but : créer le prétexte qui fait aujourd'hui défaut pour justifier de nouvelles coupes dans les budgets culturels et sociaux et un nouveau train de privatisations.

les privatisations

On n'apure pas ses dettes en vendant ses outils. Et pourtant, c'est bien ce que fait l'Etat belge en liquidant depuis quelques années les institutions publiques les plus rentables ou les plus prometteuses. Pour un gros lot qu'on ne touchera qu'une fois, on se prive à tout jamais de ressources annuelles garanties et d'instruments indispensables à une politique économique de relance. Tout cela sans compter les déficits que l'on a creusés ailleurs, pertes d'emplois, de rentrées pour la sécurité sociale, de pouvoir d'achat des ménages, etc.

Comme nous l'avons décrit plus haut, cette politique ampute la démocratie de ses moyens d'action. La privatisation des services publics fait payer, d'une manière ou d'une autre, à la population dans son ensemble, les bénéfices de quelques actionnaires. Elle démantèle les mécanismes de solidarité et de redistribution. Elle accroît encore les inégalités, elle renie les droits économiques et sociaux proclamés dans la Constitution. Elle permet aux nantis de faire quelques économies sur le superflu et la nouveauté en refusant aux plus pauvres la satisfaction des besoins élémentaires. La privatisation du secteur public retire à la démocratie son influence, déjà trop affaiblie, sur la jungle du marché. Le monde politique ne peut, à la fois, plaider devant l'électeur son impuissance à maîtriser la sphère économique nationale et internationale, alors que, dans le même temps, il lui cède les derniers instruments de contrôle en sa possession.

les charges sociales des entreprises

En cette fin de législature, un discours politique se met en

place, au travers d'une série de décisions controversées (opération Sabena) et de déclarations plus ou moins fantaisistes, pour convaincre l'opinion de la nécessité d'alléger ou de supprimer les charges sociales des entreprises. Ce discours prétend servir la lutte contre le chômage et répondre aux contraintes de la concurrence. Il cherche volontairement à confondre le principe même de la contribution patronale avec son mode actuel de calcul, basé sur le nombre de travailleurs et proportionnel au salaire. Si ce dernier engendre probablement certains effets pervers sur l'emploi, le transfert des charges des entreprises, en tout ou en partie, sur la population aurait inévitablement des conséquences économiques et sociales plus dramatiques encore (suppression du salaire différé, diminution du pouvoir d'achat, réduction de la consommation, etc.). Vouloir opérer un tel transfert par la taxation indirecte, c'est-à-dire la forme d'impôt la plus injuste qui soit, revient à défaire la sécurité sociale en s'attaquant à son fondement même, la solidarité.

Cette revendication repose davantage sur la promotion d'intérêts privés que sur un réel souci de réduire le chômage et de défendre les travailleurs. Les vertus qu'on lui prête et les avantages qu'on lui suppose sont loin d'être certains. L'impact sur l'emploi des politiques d'allégements partiels n'a, curieusement, pas fait l'objet d'analyses sérieuses dans notre pays. Ailleurs en Europe, des études de cette nature ont laissé des conclusions mitigées, sinon négatives.

Le maintien des charges sociales des entreprises est une question sur laquelle on ne peut transiger. Leur remise en cause constitue une menace pour la sécurité sociale aussi dangereuse que les agitations communautaires qui sont aujourd'hui au centre du débat politique. Si le mode de calcul actuel pénalise effectivement l'emploi, il n'est pas impossible de le réformer. Nous devons dans ce but proposer de nouveaux systèmes de contribution basés sur les bénéfices des sociétés et les profits réalisés à l'occasion des opérations financières.

des valeurs socialistes pour une pratique ouverte

interview de rudy demotte

Rudy Demotte est président de la fédération socialiste du Hainaut occidental (Tournai), et membre du bureau du PS. Il anime un club de réflexion «Socialisme et libertés».

Rudy Demotte – Un vent de renouveau souffle sur le Parti socialiste : les circonstances l'imposent. On ne gère jamais impunément; c'est un peu comme quand on navigue en mer depuis longtemps. Au bout d'un certain temps, on ne peut plus se contenter des indications de la boussole et du compas, on doit retrouver des balises. Le PS a surmonté certains obstacles gestionnaires, mais il se (re)pose des questions existentielles : pourquoi participons-nous au pouvoir, comment améliorer l'exercice de ce pouvoir ? Les questions proviennent à la fois de la base et du sommet, même si ces questions ne se posent pas dans les mêmes termes.

Les interventions de Philippe Busquin prouvent en effet que le sommet n'est pas à l'abri des interrogations.

R D – Philippe Busquin imprime un style nouveau au PS, il fonctionne sur un autre registre, celui du ressourcement et des valeurs. Le «dormeur, réveille-toi» est un appel à la conscience. Ces valeurs ne sont pas simples à définir; faut-il parler

d'égalité, ou d'équité ? Faut-il tendre vers cette égalité, ou faut-il exiger qu'elle se réalise parfaitement ? Ces questions sous-tendent nos pratiques de gouvernement.

Comment y répond-on ?

RD — Les réponses ne sont pas les mêmes selon qu'elles émanent de la base ou du sommet. Le sommet met en avant l'étroitesse de la marge de manœuvre dont nous disposons, et pose les problèmes à l'intérieur de cette marge de manœuvre. Exemple : les finances de l'Etat et la dette publique. Tout le monde reconnaît que l'importance de la dette publique débouche sur des impasses, qui se traduisent par l'affectation de l'essentiel des recettes publiques au paiement de la charge des intérêts, ce qui empêche toute politique socialiste - seuls s'enrichissent ceux qui détiennent déjà les moyens financiers les plus importants. Comment faire, se demande le « sommet », pour dégager une marge de manœuvre sur la dette de manière à diminuer l'écart entre les classes sociales ?

Le capital est nettement mieux rémunéré que le travail, surtout si ce capital est spéculatif. Et pour les détenteurs de capitaux, il est plus profitable de faire des placements financiers que des placements productifs. Il faut donc imaginer des formules susceptibles de « récompenser » le capital qui offre du travail, sous la forme d'incitants. Ce serait là rendre un service à la fois aux finances publiques, à la sécurité sociale et à l'emploi.

On parle, à ce sujet, de l'abaissement des coûts du travail. Il existe une vision de gauche et une vision de droite de l'abaissement des coûts salariaux. De droite, on affirme simplement la nécessité de comprimer les coûts salariaux directs et indirects, point final. A gauche, on accepte une discussion sur la diminution des charges sociales qui frappent le travail, aux deux conditions expresses que l'opération soit globalement créatrice d'emplois - et le problème du contrôle de cette création est évidemment de taille -, et que de nouvelles recettes pour la sécurité sociale apparaissent simultanément, qu'il serait inacceptable d'aller extorquer aux travailleurs. C'est dans cet esprit que Guy Spitaels a proposé l'instauration d'une taxe sur l'émission de CO₂, la révision de certains taux de TVA, une augmentation du précompte mobilier... Des pistes pour un financement alternatif de la sécurité sociale existent sans aucun doute. Sur des questions comme celles-là, les points de vue de droite et de gauche sont très contrastés - il suffit de se

référer au récent congrès des libéraux flamands, à Bruges. De même, quand M. Jacobs, de la FEB, exige une réduction de deux cents milliards du coût social du travail et qu'on lui demande à quelle création d'emplois il s'engage, il répond que l'emploi ne se décrète pas, contrairement à l'abaissement des coûts salariaux, qui eux peuvent se décréter. Ce n'est pas sérieux : on peut comparer ce qu'une éventuelle diminution des coûts salariaux représenterait par rapport à la masse salariale de chaque entreprise, et on peut, sur cette base, se fixer des objectifs quantifiés. Il faut, bien sûr, mettre en place des outils d'évaluation de la création nette d'emplois - nette, parce qu'il ne faut pas se laisser duper par ce qui ne serait qu'une rotation de main d'œuvre. En effet, dans le cadre du plan d'embauche des jeunes, des entreprises ont licencié des travailleurs plus âgés pour bénéficier des conditions favorables liées à l'engagement de jeunes.

Il faut se saisir des outils de relance économique, comme les fonds structurels européens, loin d'être inintéressants; l'Objectif 1 a déjà donné de bons résultats, en particulier dans le Hainaut occidental. Quelque 3,5 milliards ont été investis en 1994, 550 emplois ont été créés sur cette base - des emplois nets - puisqu'il s'agit de rattraper notre déficit sur la moyenne des autres régions européennes. Le produit intérieur brut par habitant se situe, en Hainaut, à 77 % de la moyenne européenne. L'objectif fixé est d'atteindre 80 %. En guise de comparaison, la région française du Nord/Pas de Calais est à 91 % de la moyenne européenne. Pourquoi n'imaginerait-on pas la création, par l'Etat belge, d'outils du même type que les fonds structurels européens ? L'axe directeur reste, en tout état de cause, la création de richesses destinées à être réparties sous forme de travail, pour éviter le processus d'exclusion induit par le développement technologique.

Lorsqu'une entreprise bénéficie d'une augmentation de la productivité, le nombre de travailleurs nécessaire pour assurer sa production diminue; ce gain peut recevoir différentes affectations. Il peut servir à améliorer la condition de vie des travailleurs qu'elle occupe, à rémunérer son capital, ou être réinvesti dans une autre production, services ou produits. Le choix massif (et idéologique) du patronat, opéré à l'échelle internationale, c'est la rémunération du capital, de manière à permettre au capital productif de garder un certain pouvoir d'attraction face au capital spéculatif. En Belgique, environ 1200 milliards de francs circulent chaque jour en Bourse, ce



**POURQUOI
DES
PATRONS?**

qui représente l'équivalent de la masse financière pour la sécurité sociale en un an, à l'exception des pensions - cela donne une idée des enjeux économiques !

Ce cercle vicieux doit être cassé au profit d'un cercle vertueux, tel que les montants dégagés par les progrès technologiques soient réaffectés à de la création d'emploi, et à une redistribution de richesse qui permet à la machine économique de tourner, dans l'esprit du modèle keynésien, ajusté de manière à prendre en compte cette compétition entre capital productif et capital financier, par l'introduction de mécanismes fiscaux et parafiscaux favorables au premier. Il faudra prendre de telles mesures à l'échelle européenne, pour épargner à nos détenteurs de capitaux la tentation de l'évasion.

Les éléments de programme que vous évoquez sont ceux qui sont débattus au «sommet». La base est-elle sur la même longueur d'onde ?

RD – La base ne s'inscrit pas dans ces raisonnements qui jouent à l'intérieur d'une marge de manœuvre étroite. «Vous parlez comme des technocrates des contraintes qui s'imposent à vous, en matière de libéralisation de l'économie», nous dit-elle, «vous vous référez à l'Acte Unique de 1987 quand vous discutez services publics, mise en concurrence... Finissons-en, et définissons un régime de type nouveau, qui brise les cadres coercitifs que vous nous présentez comme intouchables». L'imaginaire de la base est plus exigeant, et s'appuie sur l'Histoire du mouvement ouvrier pour argumenter - si, à la fin du XIX^e siècle, on avait dû tenir compte de toutes les contraintes «objectives», qui apparaissaient en tout cas comme telles aux yeux des patrons, on en serait toujours à attendre la journée des huit heures et les congés payés.

C'est une manière de mettre Maastricht dans le collimateur ?

RD – Oui, en particulier les plans de convergence. Il est vrai que bien des responsables se réfugient derrière les plans de convergence pour décliner toute responsabilité dans les politiques menées : c'est l'Europe qui nous l'impose. Mais au-delà, une autre réalité existe, plus fondamentale, qui dépasse les considérations tactiques : on ne peut avancer vers une monnaie unique sans accepter des éléments d'évaluation de

la situation économique communs aux pays européens qui entreprennent la démarche.

Mais pourquoi jouer les meilleurs élèves de la classe européenne ? Plusieurs pays signataires de Maastricht ont décroché par rapport aux plans de convergence, et ne tentent plus de s'accrocher au *Deutsche Mark*.

R D — Mais c'est une réflexion qui suit son cours à la direction du Parti. Le conseil des ministres des finances européens a lui-même reconnu que la date de 1997 ne représente plus rien, et qu'elle doit être abandonnée car irréaliste. S'il n'y a plus de date butoir, il n'y a plus non plus de raison impérieuse de continuer à serrer le corset financier. Ces considérations débouchent, c'est clair, sur le refus d'un plan global bis. Ceci dit, c'est au soir du 21 mai qu'on y verra plus clair à ce sujet : si les socialistes sortent affaiblis du scrutin, il ne faudra pas attendre d'eux des positions radicales dans la négociation d'une coalition gouvernementale - a fortiori, s'ils sont exclus d'une négociation qui se déroulerait entre libéraux et sociaux-chrétiens, le VLD et l'aile droite du CVP partageant, à peu de choses près, une philosophie monétariste pure et dure. Au contraire, un renforcement des socialistes leur permettra de poser l'assouplissement des procédures de convergence comme une condition préalable à la participation gouvernementale.

Les résultats du SP ont évidemment aussi beaucoup d'importance à ce propos.

R D — Il y a un non-dit dans les positions que j'ai développées jusqu'ici, qui a trait à un préjugé sur ce qui sortira des urnes. Je suis convaincu que si le rapport des forces autorise une participation socialiste, nous exigerons, tous ensemble, une modification du rythme d'application et de la nature des critères de convergence, en prenant un peu de distance par rapport aux projets initiaux - même si notre position s'avère plus faible que celle que nous occupons aujourd'hui. Mais si nous nous retrouvons dehors, la droite mènera une politique monétariste, avec tous les effets déflatoires prévisibles, désindexation des salaires, démantèlement de la sécurité sociale, ...

Gol semble pourtant avoir abandonné la revendication de désindexation salariale.

RD – Je n'y crois pas. Verhofstadt s'y cramponne, et on pourrait paraphraser Robert Hue : c'est comme si J.R. se drapait dans les habits de Mère Thérèse - on n'y croirait pas. Je ne crois d'ailleurs pas la population dupe de ce genre de gesticulation : son bon sens lui permettra de ne pas tomber dans le panneau. Le problème vient bien plus de la montée des extrêmes, en particulier de l'extrême droite, qui rend plus difficile la constitution d'une coalition en réduisant la marge de manœuvre des partis traditionnels. C'est sous cette pression qu'on peut imaginer la formation d'une tripartite - c'est un des cas de figure envisageable : n'attendez pas une politique de gauche d'un tel gouvernement. Le rapport des forces au sein d'une telle coalition ne nous serait certainement pas favorable, mais il serait quand même moins mauvais que si nous étions hors du gouvernement.

Est-ce si sûr ? Ne peut-on obtenir des résultats à partir d'une opposition plus ferme ?

RD – C'est tout à fait possible. Il faut parfois être capable de prendre le recul nécessaire pour frapper du poing sur la table de manière à infléchir la politique du gouvernement. Mais la prégnance de l'idéologie néo-libérale est telle que j'ai des doutes quant à la capacité du mouvement social à imposer ses solutions à un gouvernement qui n'en voudrait pas. La France a connu des mouvements sociaux importants, dans la période qui a immédiatement précédé les élections présidentielles. Cela n'a pas empêché la droite de faire 60 % des voix, dont 20 pour l'extrême droite - et la première place de Jospin, qui me réjouit, n'efface pas ce constat.

Je voudrais qu'on parle aussi des privatisations. Comment cette question est-elle abordée aujourd'hui ?

RD – Le problème des privatisations est devenu idéologique. Un temps, la pratique du gouvernement avait éludé cet aspect des choses. Tous nos congrès de réactualisation ont affirmé le refus de la base d'aller plus loin en la matière. Mais il faut bien voir que ce retour à une perception plus idéologique du problème résulte d'un constat très matériel : Petercam, société d'expertise financière, met en exergue le fait que la privatisation de tous les biens de l'Etat qui pourraient l'être amènerait environ 350 milliards de francs dans les caisses de l'Etat. Ce n'est même pas la moitié de l'intérêt annuel de la

dette : autant dire qu'il est illusoire de chercher une solution à nos difficultés de ce côté. Et à partir de là, le questionnement va un peu plus loin.

Une première réflexion nous a ainsi amenés à proposer la notion de service universel, qui devrait permettre d'imposer un cahier des charges à certaines entreprises, quel que soit leur statut juridique, public ou privé. On peut comprendre ce que recouvre cette notion en pensant à la téléphonie, secteur qui a déjà connu certaines formes de privatisation, en Grande-Bretagne notamment. Là où on a privatisé, on a constaté que les zones à forte densité de population et à forte implantation industrielle étaient desservies prioritairement; c'est ainsi que le sud de l'Angleterre est très bien desservi, alors que le nord l'est nettement moins bien. Bonne chance pour être raccordé si l'on habite un lieu isolé dans le nord de l'Angleterre... En 1998, les accords européens détruiront les monopoles; si on ne légifère pas de manière à protéger le service rendu à tout un chacun, l'entrée de services privés pourrait priver une partie de la population d'accès au téléphone, par exemple, parce que les frais d'installation, dans des zones mal situées, seraient trop élevés.

Le cahier des charges dont je parlais devrait nous prémunir de ce genre de risque : il définirait légalement la nature des services à rendre au public.

D'autre part, second axe de réflexion, les socialistes pensent que l'Etat doit garder la maîtrise de certains secteurs - précisément, tous ceux qui peuvent jouer un rôle de levier économique, la poste par exemple. La poste est un employeur très important, peut-être le plus important du pays. Les masses financières qu'elle brasse sont colossales; abandonner au privé un levier économique d'une telle importance serait une démission de la puissance publique que les socialistes refusent d'envisager.

La poste est pourtant un des secteurs où le processus de privatisation est amorcé.

RD - Des sous-secteurs de la poste collaborent avec le privé, banques-assurances avec les guichets de poste. Une concurrence sérieuse oppose les candidats à la domination de l'envoi de colis, et le contentieux est porté devant la justice, à propos du courrier à domicile. Il importe de faire preuve de vigilance dans la protection d'un secteur comme celui-là.

Nous avons déjà abordé, par la bande, le sujet des élections. Celles du 21 mai inaugureront nos nouvelles structures fédérales. Qu'en est-il de l'éventuelle asymétrie des différents gouvernements, régionaux et fédéral ?

R D – Rien n'est joué d'avance. Je pense que si le résultat des élections permet, ne fût-ce que d'une voix, la mise en place d'une majorité fédérale libérale/sociale-chrétienne, cette mise en place se fera. La même remarque vaut pour les régions : si une majorité est possible sans les socialistes, elle se fera.

Peut-être, mais cette éventualité relève de la politique fiction en Wallonie.

R D – Une majorité de ce type devrait, en Wallonie, réunir le PRL, le PSC et Ecolo, ce qui me paraît effectivement peu vraisemblable, à cause des orientations actuelles d'Ecolo, peu compatibles avec celles de Jean Gol. Mais cette constatation donne au contraire du poids à l'hypothèse asymétrique... qui est donc clairement envisageable.

Une telle éventualité ne relancerait-elle pas le débat communautaire ?

R D – C'est moins l'asymétrie que l'accès au pouvoir des libéraux flamands qui provoquerait une dérive communautaire. Le VLD revendique la communautarisation partielle de la sécurité sociale, une modification du régime linguistique des communes à facilité, la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Ces exigences sont tellement radicales qu'elles ne pourraient manquer de relancer la dispute entre les deux communautés.

Le PS n'est-il pas lui-même le siège de contradictions sur ces questions - je pense évidemment à José Happart et à la menace, qu'il a brandie un temps, de déposer des listes concurrentes à celles du PS ?

R D – Je pense que cela relève d'un certain jeu tactique. C'est en se manifestant qu'on affirme son existence. De manière plus générale, il ne faudrait pas sous-estimer l'importance de la revision constitutionnelle réalisée à travers les accords de la Saint-Quentin et de la Saint-Michel, porteurs

d'avancées réelles. Des réponses concrètes à des problèmes concrets ont été apportées - sans qu'on ne puisse dire si on a atteint la fin du processus. La décripation communautaire est un fait. Parallèlement, le profil de José Happart s'est modifié : il affiche aujourd'hui une plus grande sensibilité aux problèmes sociaux - je partage ces préoccupations, même si je pense que la manière qu'il a choisie (un pied dedans, un pied dehors) n'est pas toujours la meilleure pour faire progresser la cause que nous défendons.

Je pense à l'épisode au cours duquel a été formulée la défunte proposition de pacte social, par Fons Verplaetse, juste avant l'adoption du Plan Global. Cette première version était très déséquilibrée, plus que le Plan Global qui lui a succédé : elle imposait aux travailleurs de lourds sacrifices, complètement hors de proportion face à ce qui était demandé aux patrons. Nous nous sommes efforcés, à l'époque, d'argumenter à l'intérieur du Parti. Je crois aux vertus d'une telle attitude, critique. En l'occurrence, elle s'est avérée efficace dans une situation tendue, alors qu'il fallait peser sur le compromis passé au sein du gouvernement avec l'aile droite de celui-ci - le CVP n'a pas vocation à modifier l'ordre social, il faut parfois le rappeler.

Ceux qui n'exercent pas le pouvoir de manière directe, personnelle, sont évidemment mieux placés pour porter un regard critique sur l'action menée. On rejoint ainsi les réflexions dont nous sommes partis concernant la nécessité de placer des balises dans le champ politique, et de renouer avec des valeurs dont la gestion quotidienne a tendance à nous éloigner.

Je ne crois pas que cette volonté - resituer notre action dans le long terme - soit un feu de paille. J'en veux pour preuve l'intensité de la discussion à laquelle a été soumise le projet de programme électoral.

Le débat a été plus intense que d'habitude ?

RD — Oui. La participation des militants aux congrès fédéraux a été importante; la mise sur pied de douze ateliers de discussion, et leur décentralisation a été un succès en matière d'expression de la base. Bien sûr, la version finale du programme résulte d'un recentrage, mais les militants ont établi, en les rédigeant eux-mêmes, les principes qui devaient guider le programme électoral. Le PS n'est pas un parti qui pratique le centralisme démocratique !

Ne subsiste-t-il pas un décalage, dont je mesure mal l'ampleur, entre l'affirmation de valeurs, souvent projetées dans un avenir lointain, et les points précis mis en avant dans un programme ? Les deux sphères ne sont-elles pas disjointes ?

RD – C'est la plus terrible des questions. Première remarque : sans décalage entre les valeurs et les mots d'ordre d'action pratiques, il n'y a plus de moteur pour l'action. On agit parce qu'on croit les choses perfectibles, dans un sens qu'il faut bien définir par ailleurs.

On peut évidemment se dire que la manière la plus sûre d'éliminer tout décalage entre valeurs et pratique, c'est d'aplatir les valeurs sur la pratique.

RD – Exactement. En aplatissant les valeurs sous le poids de la conduite des affaires, on casse les valeurs. Il faut qu'il y ait une tension, nécessaire au mouvement social, les marxistes le savent bien. Autre remarque, elle va de soi : la (re)définition de valeurs n'autorise personne à oublier le poids des réalités - on n'a jamais vu une société plus juste apparaître par décret.

En sens inverse, je ferai aussi remarquer qu'une société qui impose un alignement strict de ses pratiques sur ses valeurs conceptuelles, est totalitaire. Un certain décalage me paraît donc souhaitable, en se gardant d'un autre écueil, celui qui consiste à agiter des programmes que l'on sait irréalisables, tout en développant une pratique en totale contradiction avec ces programmes. On met de la sorte le doigt sur une double difficulté : comment traduire la pensée en programme, et comment traduire le programme en action. Il faut avancer des idées suffisamment utopiques pour être mobilisatrices, et il faut qu'elles contiennent suffisamment de germes de réalisation pour être crédibles.

Quelle place accordez-vous à la laïcité parmi les valeurs socialistes ? Dans *La Revue Nouvelle*, Bastenier écrit qu'il voit dans l'association du socialisme avec la laïcité un obstacle à sa nécessaire reconstruction.

RD – Je pense que cette analyse est erronée. La laïcité est une des valeurs héritées de la Révolution française. La laïcité

n'est pas une affirmation d'athéisme, c'est la proclamation de la distinction nette entre philosophie religieuse et pratique de l'Etat. Des croyants, des chrétiens engagés ont leur place dans les rangs socialistes; ils ne doivent pas venir buter sur une espèce d'athéisme primaire.

Pas de malentendu : c'est à peu près la position que défendait Bastenier. Ce qu'il visait est plutôt un certain recentrage du monde socialiste autour de son pilier laïque.

R D — Vous pensez par exemple à la laïcité-alibi de certaines coalitions avec les libéraux... Je ne me sens prêt à admettre ce type d'alliance, effectivement qualifiée de laïque, qu'à l'échelon local, à cause de l'importance que des critères locaux et personnels ont dans les choix municipaux.

On peut mettre en parallèle la question de la laïcité avec une particularité du mouvement socialiste belge, du POB, du PSB, et du PS : c'est la place que les valeurs morales ont toujours occupée dans son histoire. Marcel Liebman l'a bien montré dans le livre qu'il a consacré aux socialistes belges. Ces valeurs morales sont, à l'évidence, violemment bousculées par les «affaires» dans lesquelles nous baignons, et d'autant plus fortement que le rapport de la gauche à l'argent, en Belgique, n'est pas seulement considéré comme un rapport matériel, ce qui est pourtant le cas dans beaucoup d'autres pays, où le rapport à l'argent est simplement celui qui traduit le plus concrètement la relation des classes sociales entre elles. On détient les moyens de production, ou pas; on dirige, ou on subit : l'argent est, dans la plupart des mouvements ouvriers, considéré comme le véhicule des inégalités sociales.

Chez nous, on attribue, au-delà du déterminant social qu'il représente, un caractère amoral à l'argent. De ce point de vue, le discours socialiste belge a toujours eu des accents puristes, voire puritains, reprochant aux milieux financiers leur absence de code éthique. Il suffit aujourd'hui de lire *Le Monde Diplomatique* pour constater à quel point ce critère moral est devenu le dénominateur commun de tous les intellectuels, au moins en France, qui se réclament de la gauche : on reproche d'abord aux marchés financiers et aux doctrines libérales leur amoralité foncière. Sur ce plan, il faut reconnaître au mouvement socialiste belge un rôle de précurseur; le désarroi créé par les «affaires» est d'autant plus profond.

Sur le terrain de la moralité publique, le PS est aujourd'hui nettement concurrencé par Ecolo.

RD – C'est vrai. Ecolo bénéficie en outre de sa virginité politique. Mais c'est aussi le défaut de sa cuirasse : les analyses d'Ecolo dégagent une séduction certaine, pour des socialistes, mais elles pèchent souvent par leur caractère excessivement théorique, et elles ne sont pas articulées sur des pratiques de pouvoir. Ecolo ne peut pas faire la démonstration par la pratique qu'il est capable, au pouvoir, de réalisations dignes de ses thèses; son électorat a d'ailleurs assez mal supporté la participation d'Ecolo à des compromis, comme lors de la négociation des accords de la Saint-Michel et des écotaxes. Même avec des pincettes, on ne gouverne pas impunément, et peu importent les nuances qui caractérisent les modalités de la participation. Je pense d'ailleurs aussi que le refus de se situer sur l'axe gauche-droite relève de la même volonté de préserver le caractère encore virginal d'Ecolo, dont les positions sont de gauche à mes yeux.

J'ai le sentiment que l'opinion publique se lasse petit à petit d'une attitude qui exclut la participation au pouvoir.

Encore faudrait-il qu'on propose à Ecolo une participation au pouvoir...

RD – Mais leur discours paraît tellement imperméable à l'exercice du pouvoir qu'ils donnent l'impression de ne pas en vouloir. Le discours éthique du Parti socialiste s'est accompagné, et de longue date (depuis 1919), d'une pratique de participation au pouvoir, qui a évidemment nécessité des compromis, qui a provoqué des frustrations, surtout chez les gens qui sont à sa gauche... Mais cette pratique participationniste a permis des avancées. Ecolo n'a pas cette historicité, il ne connaît pas cette pratique, ce que je ne lui reproche pas, mais donne surtout l'impression de ne pas la vouloir, ce que je lui reproche.

Terminons ce tour d'horizon par Gauches Unies.

RD – Je ne crois pas à ses capacités de mobilisation. Les listes de Gauches Unies ont d'abord été constituées par des militants frustrés de la gauche classique, dont ils attendaient une politique plus radicale que celle que nous connaissons.

Je crois que le message dont ils sont porteurs ne peut pas être entendu par la majorité de la population. Gauches Unies concentre des déçus de l'écologie, qui reprochent à Ecolo de n'être pas clairement à gauche, et des déçus du socialisme, qui ne se reconnaissent pas dans les pratiques de pouvoir du PS. La gauche belge a aussi son histoire, sa tradition, dans laquelle des mouvements de ce type sont toujours restés marginaux.

Mes propos n'impliquent aucun mépris pour les militants de Gauches Unies, mais ils traduisent ma conviction que «ça» ne prend pas. Je crois bien plus à une certaine forme de recomposition de la gauche, autour du PS, comme nous essayons de le faire en Hainaut occidental, en présentant par exemple Pierre Bal, conseiller communal communiste à Tournai et membre du groupe socialiste, derrière Guy Spitaels au Conseil régional wallon. Cette candidature crée une dynamique, au sens où elle représente l'ouverture d'une porte vers l'extérieur. N'est-il pas possible de jouer sur ce registre, aux côtés du Parti socialiste, en impulsant une dynamique nouvelle à plus grande échelle ?

Propos recueillis par Pierre Gillis
le 25 avril 1995

une gauche moderne

interview de José Happart

La revendication régionale wallonne des années 60 s'inscrivait nettement à la gauche du mouvement socialiste, tirait sa force d'un engagement syndical très revendicatif, celui des «renardistes» de la FGTB notamment. Bien de l'eau a passé sous les ponts,... mais quand José Happart, au cours de l'hiver 93-94, a pris position contre le Plan global, il a contribué à renouer des fils que bien des «intellectuels» d'appareil croyaient avoir définitivement détricotés. La critique du «populisme» a fusé - jusqu'à l'insulte dans la récente littérature de Demelenne - et aurait mérité une ambition moins circonstancielle et polémique. Les CM ont fait le choix de l'information, malgré la brutalité des «échanges», à laquelle José Happart sacrifie de son côté en adoptant un ton très dur à l'égard de ses camarades de parti, et en personnalisant très fort la critique, ce que notre revue, qui n'est ni de parti ni de tendance, se refuse à faire pour les textes dont elle porte la responsabilité.

J H — J'ai été contre le Plan global, non pas parce qu'il y avait un plan, mais bien en raison de son organisation. Il est vrai que la situation des finances de l'Etat requiert un remède de



cheval, mais j'estime quant à moi que c'est ceux qui ont profité de la dette, qui en ont eu le *return* économique, directement ou indirectement, qui doivent payer, et non pas le monde du travail.

On est en train de construire une société handicapée, en diminuant progressivement le pouvoir d'achat des consommateurs de chez nous, en Europe. On joue un jeu qui est, à terme, criminel pour nos régions d'Europe : en diminuant le pouvoir d'achat des seuls qui dépendent, à savoir le monde du travail, on va amener notre économie à la faillite générale. Avoir un Etat aux finances saines tandis que l'ensemble de la population s'écroule ou meurt de faim, c'est un non-sens économique.

Pour moi, le Plan global pouvait exister à condition qu'il fasse supporter la charge proportionnellement aux capacités de chacun. Et j'ai proposé, comme alternative, que toutes les formes de revenu soient fiscalisées aux mêmes taux, ce qui devrait permettre de diminuer l'impôt sur le travail, et d'augmenter l'impôt sur les autres types de revenus. Il s'agit évidemment de mesures qu'il faut prendre à l'échelle européenne. Il n'y a pas d'autre issue : ou bien on fait tout à l'échelle européenne, ou bien on supprime l'Europe et on retourne au moyen âge. Mais dans le contexte actuel, tant que l'économie est organisée à l'échelle européenne, voire mondiale, il faut apporter les remèdes économiques et financiers aux niveaux de l'Europe et de la planète toute entière.

On n'a jamais constitué de fortunes aussi colossales que maintenant. Tandis que la population croît, la pauvreté grandit à un rythme deux fois supérieur : donc on gère mal l'économie de la planète, on ne gère pas pour les gens.

Mon principe idéologique, ce qui est important pour moi, c'est l'homme, l'être humain. L'économie n'est qu'un moyen d'aider l'humain à passer les quelques dizaines d'années qu'il passe sur la planète dans les meilleures conditions possibles, dans des conditions d'émancipation physique et intellectuelle qui soient en harmonie.

A ce propos, je crois qu'on a peut-être des choses à apprendre de sociétés telles que celles des Indiens d'Amérique et du Canada, parce qu'ils avaient un profond respect pour la vie sous toutes ses formes : eux, ils ont pu habiter cette planète pendant des milliers d'années sans l'abîmer ; et nous, avec notre société moderne, si on fait au siècle qui vient la même

chose qu'au siècle passé, les dégâts et les ravages sont tels qu'en l'an 2101 il n'y aura plus personne sur la planète, on sera mort de pollution.

On a organisé une économie à court terme. On refuse de frapper chez ceux qui ont le moyen de supporter le coup, on continue à diminuer le pouvoir d'achat, donc on tue notre économie. Je suis évidemment très proche de l'analyse des écolos : c'est l'asphyxie, et on use d'artifices. Voilà pourquoi le Plan global est mauvais.

Vous étiez à l'époque assez proche de ceux qui, à la FGTB en particulier, ont critiqué le Plan global,...

J H – Je suis allé plus loin que la FGTB.

Comment en jugez-vous l'application sur l'année écoulée ?

J H – Mes craintes sont confirmées : l'économie des riches va mieux, pour le G7 ou la Banque Mondiale, pour tous ceux qui considèrent que leurs critères de convergence, comme ils disent, sont meilleurs qu'il y a un an. Moi je constate que chez le citoyen, Monsieur et Madame Tout-le-monde, ça ne va pas mieux, au contraire; qu'en ce qui concerne l'emploi, pour la Belgique, on en est à un million de sans-emplois, et qu'on utilise différents artifices pour sortir les ayant-droit à la solidarité de leur droit à cette solidarité. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai plaidé contre le Plan global, et malheureusement l'évolution me donne aujourd'hui raison.

Indépendamment de la perspective électorale, voyez-vous une alternative de gauche se dessiner, ou possible ?

J H – Pour être à gauche, il faut être courageux. Et malheureusement le courage manque grandement, non seulement chez les politiques ou les leaders syndicaux, mais aussi au niveau de la population. Car on a les élus, les gouvernements, le Parlement, les responsables qu'on mérite : il n'est pas pensable qu'une société dont 80 ou 85 % des membres ont envie de travailler pour leur enrichissement personnel élise 85 % d'idéalistes qui auront le souci d'assurer le mieux-être de la société toute entière. Les élus sont le reflet des électeurs, de la population,... il n'y a pas de miracle.

Si la population devient «raciste», ou xénophobe, et donne des voix à l'extrême droite dans les élections, il ne faut pas invoquer «la déception», etc. Le message de l'extrême droite est très clair, et correspond à ce que j'entends, aussi dans le milieu ouvrier, comme réactions extrêmement dangereuses, racistes : j'entends des ouvriers qui estiment que, si les étrangers retournaient chez eux, ils auraient du travail. C'est un non-sens économique, pour l'organisation de la société, mais on ne dit pas ça seulement dans une certaine droite bourgeoise. Je l'ai entendu moi-même de la bouche d'ouvriers,... faites l'expérience dans la file de chômage. La grande victoire de la droite, c'est qu'elle est parvenue à obliger les pauvres à se battre entre eux.

Quelles idées jugez-vous nécessaire de mettre en avant pour la campagne électorale ?

JH – Compte tenu de ce que je représente auprès de la population, je peux, je dois émettre des idées résolument de gauche. Je ne réclame pas plus de justice, je réclame «la» Justice. Il est évident que je vais soutenir mon frère Jean-Marie ainsi que toutes celles et tous ceux qui partagent le même idéal que moi. Ma position à l'égard des stratégies de l'appareil du Parti est de plus en plus critique. Ils m'ont exclu comme membre direct du Bureau du Parti alors que j'ai fait 40% des voix aux élections européennes. Trop sans doute !

Je ne l'ai évidemment pas digéré, ni pour moi ni pour mes électeurs. Il y a eu volonté, stratégie. C'est une marque d'intolérance de l'appareil. Mais mon langage ne va pas changer d'une campagne à l'autre.

Je continue à croire que, compte tenu de l'évolution de la société dans son ensemble, il faut considérer des espaces de plus en plus larges : si l'économie s'organise à l'échelle européenne et mondiale, c'est tout simplement parce que les moyens de transport et de communication se sont développés à cette échelle. Le citoyen d'aujourd'hui, même le marginal, a plus de facilité pour aller à Paris ou à Londres qu'un bourgeois d'il y a deux siècles. La société est prise dans une spirale des moyens de communication : vitesse, rapidité,... l'économie est directement liée au temps; grâce aux moyens de communication, physiques ou intellectuels, plus on va vite, plus on va loin. C'est une règle physique dont il faut tenir compte : même lorsqu'on est de gauche et idéaliste, il y a des

règles de la nature et de la physique qui s'imposent; il faut bien vivre avec, ça ne sert à rien d'être simplement un rêveur.

Il faut être réaliste, mais il ne faut pas renoncer à son idéal. Notre société a vraiment des moyens extraordinaires, d'émancipation et de développement de la qualité de la vie, pour la toute grosse majorité de l'espèce humaine sur cette planète. On peut, avec ces moyens, la réorganiser pour que les hommes y soient bien. Il faut s'en expliquer, avoir le courage, d'abord au niveau des électeurs et puis des responsables choisis, de remettre l'intérêt collectif avant l'intérêt individuel.

La dimension européenne des programmes nationaux et régionaux mérite certes d'être développée. Quels objectifs mettez-vous en avant à propos de la suite de Maastricht, de la perspective 97 ?

JH - J'ai soutenu la ratification du Traité de Maastricht parce qu'il ouvrait une porte, parce qu'il permettait une avancée institutionnelle, l'organisation politique de l'Union européenne. Même s'il ne va pas assez loin : pour moi, quand on ouvre une porte, c'est toujours intéressant.

Il faut toutefois préciser que le contexte du *GATT* était, lui, extrêmement négatif. J'ai fait campagne contre cet accord : pour des gens de gauche, le *GATT* est inacceptable, totalement. Car à l'organisation des moyens de communication et de déplacement en général, dont nous parlions à l'instant, il faut lier les protections de ce qui nous est cher, et qui a été gagné durement par nos parents et grands-parents : il faut protéger la sécurité sociale de plus en plus largement, pas seulement donc à l'échelle de l'Etat, mais aussi à celle de l'Europe et de la planète. Il faut éviter le *dumping* social et le *dumping* environnemental.

On ne résout pas les vrais problèmes. Ceux qui disent vouloir s'occuper surtout des choses importantes ne voient que le fric : Jean-Luc Dehaene ne voit que le fric, et il ne parle que par le fric ; l'être humain n'entre pas en considération, il ne sait pas ce que c'est ; il ne voit que les avis et recommandations de son ami Fons Verplaetse de la Banque nationale.

Vous voyez les politiques piégés à leur propre jeu monétaire ?

JH – Tout à fait. Quand on veut une monnaie dite forte, on la paie. C'est le monde du travail de chez nous qui la paie. Aujourd'hui l'augmentation de la productivité n'est plus partagée, elle est uniquement accaparée par le monde du capital.

Et nous ne dégageons pas, à l'échelle de l'Europe, une majorité suffisante pour obliger à un changement de politique.

Il y a deux raisons fondamentales à cet insuccès.

Le premier, c'est que la gauche ne s'est pas adaptée aux moyens de communication modernes. Elle fait peur. La gauche communisante, en particulier, qui défend d'une façon dictatoriale, fait peur. Et quand on fait peur aux gens, ils ne font pas confiance. Donc la gauche manque vraiment de grands communicateurs, il faut en trouver.

L'autre raison tient aux affaires, à ce qui se passe maintenant en Belgique, après l'Italie, la France, l'Espagne.

Que la droite y soit prise est, à la limite, normal : faire du fric est sa religion; n'importe comment, avec n'importe quoi, pour autant qu'il s'en fasse, c'est dans son programme. Et il n'est pas caché. Pour qui sait et veut lire et comprendre, ce programme est de faire du fric à quelques uns pour quelques uns, pas pour tout le monde.

Tandis qu'à gauche on use de grands mots - camarades, solidarité, tous ensemble, ... - alors que l'exclusion à l'intérieur de la gauche est peut-être encore plus forte. La gauche, en ne calquant pas son action sur son message, a été vraiment discréditée, tout à fait, et c'est malheureux.

D'un côté le communisme fait peur parce qu'il n'a pas évolué, parce qu'il est resté au début du siècle; de l'autre côté le socialisme n'inspire pas confiance puisqu'un certain nombre de ses hauts responsables trempent dans des affaires de finance, et ont une manière de vivre qui n'est plus compatible avec la gauche.

Ceux qui parlent abondamment de gauche-caviar, comme Marcel Cools etc., sont vraiment dans la gauche-caviar: je vois la répartition des mandats, ceux que son cher père distribuait à ses amis,... c'est juteux. Pour l'anecdote, quand j'ai réclamé la comptabilité de la fédération en 1989, «puisque je faisais le malin» et dérangeais le grand-prêtre, André Cools a réclamé la mienne. Je n'avais pas de problème, rien à cacher sur les fonds ni leur origine. J'ai fait viser ma comptabilité par le président de la section, et proposé d'ouvrir les deux en

même temps : on m'a traité de tous les noms, et on n'a plus jamais parlé de rien. J'attends toujours qu'on m'explique où on allait trouver l'argent pour faire les campagnes fastueuses qu'on faisait. C'était malsain. Et l'organisation dictatoriale d'André Cools allait de pair : la gauche était pour lui une façade, c'était le pouvoir qui importait.

Il faut par ailleurs prévenir sérieusement les places financières qui jouent le secret bancaire, le Luxembourg, la Suisse et autres paradis fiscaux, qu'on va démolir leur système à coups de missiles, que c'est une menace physique et pas une vision intellectuelle. S'ils n'acceptent pas d'ouvrir les comptes, et si nous ne décidons pas de leur faire la guerre, on n'aura jamais de solution pour la société. Comment voulez-vous lutter contre la drogue si on continue à pouvoir blanchir l'argent ? De même pour les ventes d'armes, l'immobilier : il faut qu'on puisse lever le secret bancaire partout, que les tricheurs soient punis.

Voyez comment sont traités de petits délinquants. Ou encore comment, s'il se fait attraper, un chômeur qui travaille un petit peu en noir pour arrondir ces fins de mois, ou essayer d'apporter un peu de crème dans la sauce, est exclu du chômage : il est pénalisé et sa famille avec lui.

Par contre, voyez ce que les banques parviennent à dégager comme bénéfices sans qu'on n'aille jamais regarder à l'intérieur, et avec des privilèges fiscaux : le particulier qui prend un bon de caisse ou un titre de la dette payera 13,5% de précompte, tandis que la banque, sur ses fonds propres ne paie rien.

Ça ne va pas. Pourquoi les banques ne paieraient-elles pas l'impôt, comme les particuliers ? C'est un non-sens. Il y a des milliards à trouver... quand on sait qu'on paie 800 milliards par an rien qu'en intérêts sur la dette de l'Etat.

La dette, ce sont les impôts qu'on n'a pas payés, mais prêtés, de plusieurs années. Cela permet de garder un franc fort, qui donne des moyens à l'économie, à l'industrie, mais pénalise les petits consommateurs, les petits ouvriers, les chômeurs. Eux n'iront pas passer leurs vacances en Espagne ou dans les pays à monnaie faible : celui qui reste chez lui ne se soucie pas que la monnaie soit forte.

Comment appréciez-vous les efforts «d'actualisation» entrepris au PS sous la houlette de Philippe Busquin ? En matière de programme, de fonctionnement, ... ?

JH – Je crois que si le président Busquin avait tenu au moment du Plan global les propos qu'il a tenus au congrès statutaire de février 95, on n'aurait jamais eu de Plan global. Je suis content, et conforté dans mon opposition d'alors.

Je crois qu'il y en a quand même un certain nombre chez nous, au PS, qui se rendent compte maintenant qu'il faut vraiment que ça change. Mais il faut changer de l'intérieur : c'est pour ça que je reste au PS, même si la vie n'y est pas toujours facile.

Mais il faut encore tirer des conclusions pour ceux qui mentent au sujet «des affaires» - je ne dirais pas encore qu'ils ont triché - en utilisant des formules du genre «je savais mais je n'ai pas voulu le dire». Je suis peut-être moins instruit que tel président de parti qui a fait la morale à tout le monde, mais au moins je ne mens pas et j'ai les mains propres. Cohabiter, rester dans un groupe où ces gens-là continuent à participer à la direction pose évidemment un problème.

Il faut faire une place à ce que j'appelle la gauche intelligente : une gauche moderne, souple, capable de se remettre en cause le nombre de fois qu'il faut, en phase avec une société moderne; la gauche de nos seize ans, de nos dix-huit ans, idéaliste, utopiste, du temps où on est amoureux et on croit à la vie, heureux, attentif à tout ce qui peut se passer, aux gens qui souffrent. C'est cette gauche-là dont il faut redonner le goût, car il y a beaucoup de gens honnêtes au PS, comme ailleurs. Tandis que 5 % de malhonnêtes dans un parti important, au PS ou ailleurs, c'est mortel, pour la démocratie toute entière.

A ce propos, c'est bien d'organiser des manifestations contre l'exclusion, contre le fascisme, l'extrême droite,... mais quelle pub leur fait-on avec un truc comme Agusta ! Leur campagne est toute faite : ils n'ont qu'à ouvrir les mains et ramasser, comme aux champignons. Les associations et manifestations contre l'extrême droite ne servent à rien si les dirigeants de la gauche laissent la porte ouverte aux excès.

Et s'il y a 600.000 chômeurs, un million de sans emploi ?

JH – Pour moi le terme de «sans emploi» est important. A la limite, le chômeur complet indemnisé, c'est la Mercedes des sans-emplois, au regard de tous les exclus, des pauvres gens qui n'ont pas la chance d'avoir un statut.

Un Philippe Moureaux, à Bruxelles, plaide également pour un renouvellement à gauche. Vous êtes régulièrement et publiquement en conflit avec lui : pourriez-vous néanmoins indiquer sur quoi vous êtes ou seriez d'accord ?

JH – Je suis d'accord avec le discours, pas sur la manière d'agir. Moi, je fais ce que je dis. Philippe Moureaux... a quand même été, comme vice-premier, celui qui a mis en chantier, et fait voter, la loi qui a ouvert la porte aux privatisations.

Il a exprimé certains regrets...

JH – C'est sûr qu'il le regrette.

Par ailleurs, les statuts du parti indiquent qu'on ne peut pas être bourgmestre d'une commune de plus de 50.000 habitants et parlementaire. Or, Philippe Moureaux cumule : pourquoi, dans un parti comme le PS, accepte-t-on de tels passe-droits ?

Ceci n'a rien à voir avec l'existence de façons de penser différentes, qui est normale dans une grande famille comme la famille socialiste. L'anormal serait que tous y pensent de la même façon.

Et je ne veux pas non plus moraliser.

Je ne crache pas sur une bonne bouteille de vin, j'aime bien de bien manger comme à la campagne (lire sainement) et de bien boire sans que cela ne soit du caviar ou du champagne. Mais ça se limite à ça : je n'ai pas besoin d'accumuler de la richesse, de mourir millionnaire; ça ne m'intéresse pas.

Comme parlementaire, je revendique par contre une augmentation des moyens. Il faut donner aux élus le moyen d'avoir une équipe, solide, un encadrement. Sinon, comme maintenant, on a des presse-boutons : c'est indécent.

Et si on réduit les moyens, on renforce encore la droite financière, et la démocratie aura moins de vérité pratique.

Si on double mes indemnités, je double mon staff. Pour moi, quand arrive la fin de l'année, après avoir payé tout ce que je dois payer, s'il me reste un franc sur le compte je suis un homme riche. Je n'ai pas besoin d'une villa à la Côte d'Azur.

Au cours d'une récente émission de TV, vous avez repris à votre compte la formule «je suis plus proche d'un patron wallon que d'un ouvrier flamand». A gauche, ce type de

formule n'est pas jugé appartenir au fonds commun. Voulez-vous préciser votre position ?

JH – On a vraiment la crise de conscience facile. Imaginez un quart de seconde que des responsables politiques wallons disent qu'ils préfèrent un ouvrier flamand à un patron wallon,...; et que des patrons wallons jugent plus rentable, serait-ce seulement fiscalement, d'aller s'installer en Flandre, et y déménagent leurs entreprises. Pour la gauche, ce serait donc extra : du travail pour l'ouvrier flamand ?

On me pose une question de fond à travers une formule, et on analyse la réponse au premier degré ! Il faudrait se donner le temps d'une explication.

Ici, je suis solidaire et avec le monde du travail, et avec le monde patronal, avec des êtres humains. Comme indépendant, j'ai toujours milité pour les petits fermiers contre les gros : je suis à mon aise pour dire qui je défends. Lorsque je dis que je suis plus proche d'un patron wallon que d'un ouvrier flamand, c'est parce que j'habite une région, la Wallonie, qui est dans un Etat, la Belgique, aujourd'hui.

J'y constate que, par exemple, au sein du *SP*, sans proposer la régionalisation de la Sécu, on commence à estimer que, tous comptes faits, la Sécu n'est pas bien gérée en Wallonie,... C'est tout dire.

Pour moi, la Sécurité sociale doit être organisée, comme la fiscalité, à l'échelle européenne. Le débat régionaliser ou pas est un non-sens. D'ailleurs, dans les faits, la régionalisation joue déjà, et en défaveur de la Wallonie : nous participons pour 26 % du produit intérieur brut, et pour 29 % de l'impôt des personnes physiques. Nous payons 3 % de plus en proportion de ce que nous gagnons. On peut estimer qu'actuellement, à revenu égal, un Wallon paye 4,5 % d'impôt en plus qu'un Flamand¹.

Au regard de telles informations, qui ne passent pas dans les médias, le drame des Wallons, c'est qu'ils ont peur d'être exigeants, de voir leur réalité.

1. Cet écart est le résultat d'une autre inégalité, dénoncée plus haut par JH : la sous-taxation des revenus du capital par rapport à ceux du travail. Et comme le capital par habitant est plus important en Flandre qu'en Wallonie... (NDLR)

Pensez au fait d'avoir eu 67.000 prisonniers de guerre wallons sur les 70.000 de la Belgique. Là on n'a pas revendiqué la parité... Aujourd'hui ces hommes souffrent, sont plus malades. Et de plus, pendant que nos prisonniers étaient en Allemagne, les Flamands qui étaient chez eux continuaient à œuvrer dans l'économie, à faire des enfants : leur matière première ouvrière a été plus importante dans l'immédiat après-guerre et au début des années 60.

Quand on me dit de façon béate que c'est de toute façon mieux entre ouvriers, je propose de regarder, par exemple, ce qui se passe quand on fait une grève dans la fonction publique : 80 % des grévistes sont en Wallonie, et 20 % en Flandre. Mais il faut être solidaires !

C'est toujours nous qui devons aller au charbon pour tout le monde. Je n'ai pas encore entendu les entreprises flamandes, ni les ouvriers flamands estimer que, puisque la Wallonie est financièrement défavorisée par rapport à la Flandre, que la croissance y est plus faible, il faut que l'Etat investisse plus massivement en Wallonie pour rendre du travail.

Le jour où les Flamands, les ouvriers ou syndicats flamands se manifesteront pour dire que l'Etat doit investir proportionnellement beaucoup plus en Wallonie qu'en Flandre, pour rééquilibrer, alors je dirai oui à la solidarité.

En attendant, on a fait Sidmar à Gand grâce aux profits et savoirs industriels wallons, et on a trouvé ça normal; mais quand un contrat a été décroché pour les avions F-16, il y a quinze ou vingt ans, les Flamands ont exigé d'avoir les mêmes retombées économiques que la Wallonie, et créé le *FIAG* pour l'occasion; et puis quand on rénove l'aéroport de Zaventem, il y a vingt milliards de contrats qui partent en Flandre et un milliard en Wallonie.

Les ouvriers flamands ne suggèrent pas qu'il faut laisser travailler les entreprises wallonnes, qu'il faut un *return* normal.

Je veux bien tenir un autre langage pourvu qu'il soit réciproque. Cocu, ça peut arriver à tout le monde, mais cocu et content, je ne suis pas d'accord.

Vous avez évoqué votre non-élection au Bureau du PS comme effet d'une manœuvre d'appareil. Voulez-vous préciser votre sentiment ?

JH – L'appareil ne me pardonne pas mon indépendance de parole et d'action. Il ne peut pas accepter qu'un type fasse à lui tout seul 40 % des voix du parti. Je suis l'anti-appareil notoire,... mais c'est peut-être aussi pour cela que les gens votent pour moi, parce qu'ils me ressentent comme un homme indépendant. Un appareil ne peut vivre que si des gens s'y soumettent : d'un indépendant, il n'y a rien à obtenir, rien du tout. D'un point de vue d'appareil, mon éviction est probablement logique, mais s'y employer au moment où on parlait déjà d'élections, c'était vraiment idiot : ils ont plus besoin de moi que moi d'eux. Je ne vais ni leur obéir, ni changer, mais bien continuer à dire exactement ce que j'ai envie, comme je le pense.

Ils ont voulu me punir, parce qu'ils n'ont pas digéré le fait que j'ai réclamé la tête de liste des européennes, et que je l'ai eue. Le PS a été bien servi d'ailleurs. Mais les quinze ou vingt personnes qui tiennent vraiment le parti en mains ne peuvent pas garder leur pouvoir si ce n'est pas eux qui distribuent les sucettes. Le passage de Cools à la présidence du Bureau a produit un système, renforcé par Spitaels et continué par Busquin, qui donne au président un pouvoir et une puissance de plus en plus importants. C'est un système très structuré, organisé par le président avec son appareil de façon à ce qu'ils restent au pouvoir.

Vous participez, au Parlement européen, à un groupe progressiste. Voyez-vous de pareilles convergences se construire en Belgique, notamment avec des écologistes ?

JH – Il s'agit d'un groupe de réflexion comprenant des écologistes, des socialistes et des communistes, mais qui en reste au stade de la réflexion sur un changement fondamental de société.

Il y a des écologistes sympathiques, qui ont des idées. Un Jacky Morael, par exemple, même s'il est un peu trop susceptible quand ma campagne européenne réussit et lui fait perdre son deuxième siège.

Les écologistes ont une pratique politique « d'assemblée » qui n'est pas encore entrée dans les mœurs : est-ce l'avenir, je n'en sais rien. Mais quand je parle de gauche moderne, je vise à la fois le fond et une capacité, la souplesse de réagir vite : les choses vont vite, et on ne peut pas avoir toujours le temps de réunir le ban et l'arrière-ban du parti avant de prendre une

décision. Ecolo a évidemment un rôle important à jouer. Celui qu'il a eu ces deux dernières années est comparable à celui du Rassemblement wallon jadis : de même que tous les partis ont été obligés à devenir plus communautaires ou régionalistes, l'action d'Ecolo a obligé tous les partis à devenir respectueux de l'environnement. Rien que pour cela, leur existence valait la peine.

Maintenant, je crois que ce serait plus utile d'avoir des écologistes dans toutes les familles politiques, de façon à vraiment maintenir la pression pour la défense de l'environnement.

Aujourd'hui Ecolo revendique en même temps les fonctions de mouvement et de parti, or ce sont deux choses différentes : un parti est appelé à gérer les affaires de l'Etat, tandis qu'un mouvement est un moyen de pression et de revendication, plutôt comme un syndicat. Passer de l'un à l'autre, c'est dangereux.

Vous préférez un modèle bi-partiste ?

J H – Je préférerais en tout cas être dans l'opposition que de voter un «Plan global-bis», qui est inacceptable.

Mais le but d'un parti étant de participer au pouvoir, j'espère que le PS sera dans les conditions. Il faudra être clair pendant la campagne, et dire où nous mettons les balises. Pour une coalition, qui est toujours un compromis, j'estime que la gauche a cédé largement assez au cours des dernières années : nous devons reprendre l'initiative, et assumer les conséquences si on refuse nos demandes, y compris celles d'une crise institutionnelle profonde.

Même si j'avais fait une liste séparée, le mouvement «Wallonie, Région d'Europe» serait resté un mouvement. Nous avons plus besoin d'un bon mouvement en Wallonie que d'un parti de plus. Ma semaine de réflexion était, comme toute mon action politique d'ailleurs, sincère. Cela a été une semaine de réflexion et de déchirement personnel très difficile à vivre. Je crains toujours que le PS accepte des compromis insuffisamment à «gauche». Il est évident qu'il est plus confortable de suivre et d'obéir mais à mon sens, ce n'est pas le meilleur moyen pour faire changer la société qui en a grand besoin. Les «chemises brunes» reviennent. Attention. Danger.

propos recueillis par Michel Godard

bruxelles, thermomètre de la santé fédérale

jacques moins

La lente gestation du fédéralisme s'est accélérée avec les accords de la Saint Michel et de la Saint Quentin. De nouveaux équilibres se mettent en place et, aux termes de négociations laborieuses, des montages complexes voient le jour, non à l'abri de certaines tensions. Des approches divergentes, des conceptions éloignées font naître des compromis, objets à leur tour d'interprétations divergentes. Il est malaisé de s'aventurer dans ce terrain broussailleux. Ainsi en est-il de la mise en place et du développement de la région bruxelloise. Les équivoques se retrouvent jusque dans les termes, comme le faisait observer récemment Xavier Mabilie. Ainsi le conseil régional est pour les Flamands l'*«hoofdstedelijkraad»* (conseil de la capitale). Il y a plus qu'une nuance dans cette transposition linguistique.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes de l'évolution institutionnelle que la région de Bruxelles ait été la première à se voir dotée d'une assemblée élue directement par ses habitants, alors que son existence autonome avait été longtemps contestée. Il est vrai que des règles de parité sont venues tempérer cette affirmation et que la région de Bruxelles capitale s'est trouvée limitée étroitement aux dix-neuf communes.

Après la naissance, il y a presque un quart de siècle (1971), d'un embryon de pouvoir régional, l'agglomération, son conseil et son exécutif s'étaient vus confier des tâches surtout techniques (enlèvement et traitement des immondices, organisation des services d'incendie, etc.).

Sa longue vie, dix-sept ans sans nouvelles élections, fut surtout une guerilla juridique et administrative. Elle fut coincée et contestée à la fois par le pouvoir central et les communes. En regard, la mise sur pied de l'assemblée régionale et de son gouvernement responsable devant elle a dès le départ pris un tout autre caractère. Dotés de compétences importantes et de moyens sérieux dès l'origine, les institutions nouvelles bruxelloises se sont vues confier des tâches qui dépassent parfois l'approche strictement régionale. Une nouvelle étape vient d'être franchie avec la mise en œuvre des récents accords qui entraînent la disparition de la province de Brabant et la naissance de deux nouvelles provinces (Brabant flamand et wallon). Voilà qui change sérieusement le paysage institutionnel.

Après plus d'un siècle et demi, la province unitaire du Brabant a cessé d'exister. La scission en deux nouvelles provinces et une région a bien entendu posé de sérieux problèmes de partage du patrimoine commun. Elle a donné naissance à de nouveaux transferts de compétences. Pour ce qui concerne Bruxelles, les compétences de la province se sont vues transférées à la région de Bruxelles et à des institutions qui en émanent : la COCOF (francophone), la COCON (néerlandophone) et la COCOM (commission commune). Beaucoup plus rapidement que pour les deux grandes communautés, des accords de coopération ont été signés dès le mois de mai de l'année écoulée. Il est vrai que les partenaires y étaient en quelque sorte obligés du fait des transferts eux-mêmes. Ces nouvelles répartitions ne sont peut-être pas transparentes. Ces transferts traduisent la complexité et, comme on a l'habitude de l'écrire, le caractère *sui generis* de notre réforme institutionnelle. Deux mille fonctionnaires sont ainsi transférés avec leur statut (il s'agit essentiellement des matières de l'enseignement et des services socio-médicaux). La région reprend la totalité des recettes fiscales avant de les redistribuer, selon des clés de répartition négociées, aux diverses institutions. Il s'agit d'une masse de plus de deux milliards auquel s'ajoute la dotation fédérale de plus d'un demi milliard. Peut-on espérer, un jour, une simplification fiscale entre la région,

les communes, la fiscalité provinciale transférée et celle de l'agglomération qui subsiste comme organe technique ?

Il est trop tôt pour mesurer les effets de ce transfert, mais le ministre président Picqué a eu une image saisissante lorsqu'il a parlé *«d'un grand placard provincial obscur dans lequel on trouve à tâtons des objets bizarres...»*. On attend les résultats de l'inventaire.

Ainsi donc Bruxelles est devenue une région sans province, ce qui la distingue des autres régions du pays. Toutefois elle reste «dotée» d'un gouverneur et d'un vice gouverneur dont la tâche est de représenter le gouvernement fédéral et de faire respecter les lois linguistiques dans la capitale. Subsiste ainsi un gouverneur sans province... La région bruxelloise arrive au terme de sa première véritable législature. Durant celle-ci, la cohabitation entre francophones et flamands s'est déroulée sans trop de heurts. FDF et VU ont collaboré au gouvernement de la région malgré un climat communautaire nuageux et parfois même orageux dans l'ensemble du pays. Il semble bien que les Flamands de Bruxelles, confrontés avec les problèmes de gestion, réagissent souvent comme les Bruxellois francophones, tout en maintenant leur identité. Pour preuve le vote récent des élus flamands au conseil régional qui ont pris leurs distances par rapport à la limitation de droit de vote des ressortissants étrangers. Il y a bien eu une réelle pacification communautaire à Bruxelles; mais après la prochaine consultation électorale, les trois assemblées régionales seront enfin directement élues, et sur ce plan, on retrouvera le parallélisme entre les trois régions du pays, conséquence de la dernière réforme de l'Etat achevée en février 94 au Sénat.

Les élections fédérales pour l'assemblée et le nouveau Sénat seront couplées au scrutin régional. Des majorités asymétriques pourront se dégager plus aisément qu'à l'époque où les conseillers régionaux flamands et wallons gardaient la casquette de parlementaires nationaux. Ainsi à Bruxelles, suite à l'alliance libérale-FDF, cette formation pourrait bien être un partenaire incontournable pour une nouvelle majorité. Le Ministre président Picqué ne s'en cache pas. Désigné pour la troisième fois à Bruxelles comme l'homme politique de l'année, champion toutes catégories, il est candidat à sa propre succession avec, semble-t-il, un changement de partenaire et un renversement des alliances.

Le nouveau gouvernement régional aura du pain sur la planche, Bruxelles perd toujours des habitants, donc de sa substance. Comme dans le pays, le chômage reste la préoccupation centrale. On relève une certaine diminution relative des revenus, par rapport aux autres régions du pays. L'émigration et les problèmes qu'elle suscite, particulièrement pour les jeunes, y est très importante. Les problèmes de transport, la rénovation urbaine, l'aménagement du territoire, la mise en œuvre du plan régional de développement (PRD) sont autant de priorités. S'y ajoute, par exemple, la situation financière des hôpitaux menacés de faillite. Et subsistent en toile de fond certaines tendances annexionnistes de la Flandre qui sont toujours vivantes alors que les droits des minorités dans la périphérie constituent toujours des sujets de discordes.

On ne peut évidemment abstraire la situation de Bruxelles de l'ensemble de l'évolution du pays où les pouvoirs de l'Etat central, devenu fédéral, diminuent toujours. Y a-t-il une borne à cette évolution ? Alors que la plupart des Etats fédéraux se sont formés par regroupement, il n'en est pas de même en Belgique. Aussi le glissement vers la confédération ou la séparation constitue-t-il un risque non négligeable. Il aurait pour la région bruxelloise des conséquences particulièrement négatives. La fuite vers un statut européen risque par ailleurs d'être fort illusoire. Malgré les assurances des négociateurs de la Saint Michel, il y a gros à parier que l'effritement de l'Etat central, qui, d'unitaire, est devenu décentralisé pour revêtir maintenant une forme fédérale, ne s'arrête pas. Même des compétences fédérées traditionnelles comme la politique étrangère, la sécurité sociale sont grignotées et nous nous installons dans une négociation permanente.

D'évidence, les conceptions fédérales mises en avant par les deux communautés divergent selon que l'on mette l'accent sur les personnes, la protection des minorités ou sur le territoire et ses effets intangibles. Il est vrai que le fédéralisme personnel intégral est l'exception et que ses résultats ne sont guère convaincants. Il suffit de citer les Etats qui répondent à ce critère pour s'en convaincre : le Liban, Chypre, l'ancienne Yougoslavie...

Mais il n'y a pas de construction fédérale durable sans solidarité. Si l'esprit de compétition l'emporte, l'édifice se lézarde rapidement. Il faut bien constater que les déclarations de

pacification communautaires, les accords les plus solennels présentés comme un rempart contre les tendances séparatistes sont rapidement remis en cause. Quelques mois après Saint Michel, le gouvernement a été menacé d'éclatement sur la sempiternelle question des Fourons et de la nomination d'Happart en qualité de bourgmestre, et l'offensive flamande est repartie avec le recours devant la Cour d'arbitrage contre le budget 95 de la communauté française qui prévoit une aide modeste aux francophones de Flandre. La dérogation demandée par la Belgique à la directive européenne relative au droit de vote des ressortissants étrangers constitue une nouvelle pomme de discorde. De telles secousses peuvent compromettre les subtils équilibres. Le confédéralisme n'est pas mort et les divergences restent profondes entre les deux grandes communautés. Aucun des problèmes essentiels n'est définitivement réglé et l'exécutif flamand avec son président Vanden Brande maintient la pression en usant des thèmes de la fédéralisation, de la sécurité sociale, de la politique familiale, du caractère flamand de la périphérie bruxelloise, sans parler de l'amnistie, de la solidarité entre les régions, de ce que l'on nomme pudiquement la loyauté fédérale et de la coopération entre les communautés.

Le succès des listes francophones dans la périphérie, la faible représentation des Flamands à Bruxelles, malgré leurs efforts, alimentent toujours la crainte de la tache d'huile. Il est des réalités sociologiques que les mesures administratives, si pointues soient-elles, n'arrivent pas à endiguer. Comportements et réactions s'expliquent par des réflexes du passé. L'état d'esprit de nombre de Flamands reste dominé par le souvenir, entretenu, de la domination subie au XIX^e siècle. En Wallonie, le réflexe défensif anti-flamand alimente les méfiances.

Ne noircissons pas le tableau. La construction actuelle, l'échafaudage plutôt, patiemment mis en place, aide à la reconnaissance des différences, des diversités. Celles-ci peuvent devenir une source de richesse démocratique si la conscience des intérêts communs subsiste. La réponse à la dégénérescence sécessionniste ne peut être trouvée que dans la tolérance et le respect des droits à la différence. Mais bien souvent la pratique politique s'en éloigne malgré les discours rassurants. La coopération institutionnelle ne suffit pas. S'il est important de confier institutionnellement à l'Etat fédéral l'union économique et la politique monétaire, il est non moins néces-

saire de développer la coopération volontaire dans les matières dévolues aux entités fédérées. Cependant, les conventions de coopération ont bien du mal à voir le jour. La volonté politique sur ce terrain paraît faire défaut. Le maintien de l'édifice fédéral est cependant à ce prix. En cette matière, l'expérience bruxelloise n'est pas négligeable. Il faut cependant être conscient que les discussions entre dirigeants politiques, les longues négociations, les compromis toujours remis sur le métier comportent incontestablement un danger. S'ils réussissent à désamorcer souvent les tensions, évitent les affrontements, ils ne rapprochent pas les citoyens de la politique. Celle-ci apparaît comme un domaine opaque et une affaire de spécialistes.

Il est vrai que les réformes institutionnelles ont apporté peu d'avancées vers la nouvelle citoyenneté qui reste un thème de discours académique. C'est cependant à cette condition que l'on pourra secouer l'apathie de l'électeur et triompher de l'antipathie à l'égard de la politique. Tout reste à faire sur ce terrain, mais ceci est une autre histoire...

la parité politique et sociale, pourquoi ?

fanny filosof *

La parité «est une idée neuve, révolutionnaire, qui ne fait pas dans le détail, qui relève du principe d'égalité, qui montre le scandale de la faible représentation des femmes au pouvoir, qui attaque le système lui-même, puisque c'est une loi qui change les conditions mêmes de l'élaboration des lois, puisque celles-ci, pour être légitimes, devront être votées par autant d'hommes que de femmes. C'est une loi qui réalisera ce que notre Constitution proclame : l'égalité entre les hommes et les femmes.»

Eliane Viennot¹

s'il n'y avait pas de discriminations

La revendication des femmes pour la parité politique et sociale relève du constat que les femmes, comme groupe social, sont discriminées dans leur vie familiale, professionnelle, politique et sociale et ce malgré l'égalité formelle entre les hommes et des femmes inscrite dans notre Constitution et les luttes des

* Membre de l'Université des femmes et de Gauches Unies.

1. Eliane Viennot, «Parité : les féministes entre défis politique et révolution culturelle», dans *Nouvelles Questions féministes* n°4, novembre 1994, «La parité : pour».

femmes pour dénoncer et combattre ces injustices. Ce constat est en soi suffisant pour que les femmes élaborent une stratégie *«de lutte contre les discriminations qui concernent le groupe social, pourtant majoritaire, absent de la gestion du pays»*.

Sans doute est-il possible d'affirmer que la société, telle qu'elle est organisée, ne saurait fonctionner sans ces discriminations; qu'il faut bien, en l'absence d'infrastructures sociales suffisantes pour la garde des enfants et les soins aux personnes âgées dépendantes que l'Etat se refuse de mettre en place, qu'elles se débrouillent pour assumer ces charges; qu'en l'absence de partage des tâches et responsabilités familiales, elles assurent le bien-être de la famille, qu'en l'absence d'emplois, elles acceptent le travail à temps partiel, donc un salaire partiel calculé sur des revenus du travail déjà les plus bas; que pour sauver la sécurité sociale, elles consentent à être exclues du droit aux allocations de chômage alors que, comme tous les travailleurs, elles ont versé leur égal écot à la sécurité sociale.

C'est donc au cœur de l'organisation même de la société - duale (certainement, même si pas seulement) en ce qui concerne les sexes - qu'il faut porter le fer.

Certes, on ne pourrait nier que depuis le milieu du siècle, les femmes ont acquis plus d'autonomie : elles sont de plus en plus nombreuses à occuper un emploi salarié et elles ne l'abandonnent pas avec l'arrivée des enfants; plus nombreuses aussi à faire des études longues et universitaires, et leur taux de réussite s'avère supérieur à celui des garçons; elles ont gagné le droit de choisir leurs maternités et si dans la famille, la pratique n'a guère changé, les mentalités ont évolué. Les femmes et les hommes savent que cette situation n'est ni juste ni normale et les femmes l'acceptent de moins en moins, ce qui expliquerait, en partie, l'augmentation des divorces. Les femmes osent davantage dénoncer le viol, les violences conjugales, l'inceste, le harcèlement sexuel au travail, et l'on peut même affirmer que, grâce aux actions, rencontres, colloques, recherches et analyses féministes, le regard social en particulier et sur la condition des femmes en général, a radicalement changé.

Cependant, malgré nos luttes pour changer nos conditions de

vie, les injustices de fond demeurent et s'aggravent même avec la crise, et certains acquis, dont le droit d'avorter, peuvent toujours être remis en question et ce par un gouvernement composé à 90 % d'hommes.

La question qui se pose donc dans le contexte actuel est : comment faire pour consolider nos acquis, combattre les anciennes et nouvelles discriminations, intervenir dans une société qui, comme telle, ne nous convient pas ? Mais aussi comment mobiliser et remobiliser les femmes pour atteindre cet objectif ?

un peu d'histoire pour un cinquantenaire

Il n'est sans doute pas inutile de rappeler les faits suivants :

- en 1830, lors de la Constitution de la Belgique, seuls les hommes riches payant un impôt élevé ont le droit de voter. Les femmes riches, soumises au même impôt, ne le peuvent pas;
- en 1919, le suffrage, dit universel, est masculin (tous les hommes peuvent voter). Les femmes sont toujours exclues, sauf celles qui ont été prisonnières politiques, les veuves de guerre non remariées, les mères de décédés, soit 9.300 femmes en tout !
- en 1920, les femmes obtiennent le droit de voter aux élections communales. Septante-cinq femmes seront élues conseillères communales, mais pour être admissibles aux fonctions de bourgmestre ou d'échevin, les femmes mariées doivent fournir l'autorisation de leur mari. Si elles ne l'obtiennent pas, elles sont démissionnées d'office. La même année, les femmes sont reconnues éligibles au Parlement aux mêmes conditions que les hommes;
- et c'est seulement en 1948 que le suffrage est enfin vraiment universel. En 1949, les femmes voteront pour la première fois pour la Chambre et le Sénat.»²

La Belgique sera un des derniers pays européens à ouvrir le droit de vote aux femmes (les Zélandaises l'ont obtenu en 1893; les Irlandaises, les Autrichiennes, les Polonaises, les

2. Hedwige Peemans-Poullet, *Femmes en Belgique - XIX - XX^e siècles*, Collection Vies de Femmes de l'Université des femmes.



Russes, les Allemandes en 1918; les Américaines et les Tchèques en 1920; les Espagnoles et les Portugaises en 1931; les Turques en 1933; les Françaises en 1944, ce qui est curieux pour un pays qui se proclame le berceau de la démocratie ! Les Grecques ne l'obtiendront qu'en 1952 et les Suissesses en 1971.

Bien qu'en Belgique les femmes soient citoyennes à part entière depuis quarante-cinq ans, aux dernières élections législatives (1991), seules vingt femmes sur deux cent douze seront élues à la Chambre des Représentants et vingt femmes sur cent quatre-vingt-quatre élues ou cooptées (dont aucune du P.S !) au Sénat, **soit une proportion de 10,1% de femmes. Ce sont donc les hommes qui, à 89,9%, décident de la gestion de la nation, élaborent des lois, établissent les priorités, bref, nous gouvernent.**

Mais, puisque l'égalité entre les hommes et les femmes est inscrite dans notre Constitution, le sexe des représentants et des décideurs de la nation devrait s'avérer indifférent. En effet, selon ce principe, les lois se doivent de corriger les inégalités existantes et ne peuvent, évidemment, en introduire de nouvelles. Cependant, quels que soient les domaines considérés, politique, économique, social ou familial, des inégalités entre les hommes et les femmes persistent et parfois même de nouvelles se créent. Il y a donc, entre l'égalité formelle et l'égalité réelle, un dysfonctionnement qu'il importe d'interroger. Et d'abord le mot égalité lui-même.

quelle égalité ?

L'égalité entre les hommes et les femmes est un concept de rattrapage, l'homme étant la référence par rapport à l'égalité à atteindre. Tel est bien le but visé des actions positives pour promouvoir l'égalité **entre** les hommes et les femmes, actions mises en place par la Ministre de l'Emploi et de Travail et de l'Egalité des chances.

Mais, et la question mérite réponse, le droit de vote des femmes ne relève-t-il pas de ce même rattrapage ? N'est-ce pas seulement après avoir résolument écarté les femmes de la construction de la démocratie et par conséquent de son contenu, que les hommes démocrates leur ont concédé, bien

tardivement, l'accès au suffrage pourtant déjà dénommé universel, donc quand toute la machinerie politique était confortablement installée, avec sa distribution des rôles, les hommes s'octroyant la gestion du domaine public et le contrôle du privé, laissé pour son bon fonctionnement à la charge des femmes ?

L'égalité entre les hommes et les femmes, aujourd'hui dans la Loi, consiste donc, pour les femmes, à se glisser dans un habit taillé sur mesure par et pour les hommes, avec obligation de l'entretenir avec soin, d'en respecter le fond et la forme, de le considérer comme unisexe même si, et pour elles seules, il est lesté lourdement de la double journée de travail, déchiré par le libre choix, alourdi par le poids, dissimulé sous la doublure, de la vie privée. *« Cette manière de concevoir l'égalité hommes/femmes comme un éternel rattrapage des femmes en vue d'être égales aux hommes et jamais comme la possibilité pour les hommes d'être plus égaux aux femmes, est très largement répandue, parfois même parmi les féministes. Comme si toutes les valeurs défendues par les femmes étaient à jeter à la poubelle et l'enfant avec l'eau du bain, comme si toutes les charges et responsabilités familiales étaient nées de l'imagination des femmes pour justifier leur emploi du temps ! »*³

En oubliant de prendre en compte la dimension de pouvoir qui caractérise les rapports sociaux de sexe, l'égalité formelle ne peut être qu'un leurre. Il faudrait (au moins) un double rattrapage, dans le public et dans le privé, c'est-à-dire : égalité des droits politiques et sociaux, eux-mêmes élaborés égalitairement par les deux sexes **et** partage des charges et responsabilités familiales, pour que la démocratie cesse d'être une imposture pour les femmes.

L'égalité formelle entre les citoyens et les citoyennes qui, je le répète, est une construction masculine et non, comme on tend à le faire croire, une construction universelle, neutralise, en l'ignorant, la différence sociale des sexes. Elle peut même, dans certains (et nombreux) cas, être utilisée contre les fem-

3. Fanny Filosof, « L'égalité discriminante et les inégalités persistantes », dans *Chronique féministe* n°52 « Le travail de nuit des femmes ».

mes. L'exclusion du droit aux allocations pour chômage de longue durée des conjoints cohabitants en est une illustration frappante. En effet, la loi, dans sa formulation, est indifférente au sexe des cohabitants et pourtant ce sont, à 92% (1993) les chômeuses qui en ont été exclues. Ces discriminations, dites indirectes, sont difficiles à combattre, d'abord parce que le public ciblé n'est pas annoncé, ensuite et surtout parce qu'il est absent à la fois des lieux de pouvoir où ces propositions s'élaborent (les partis politiques), où les décisions se prennent (le gouvernement). Quant aux syndicats, chargés pourtant de défendre les travailleurs, ils ne se montrent guère combatifs quand il s'agit des mesures discriminantes qui touchent si essentiellement les travailleuses.

le féminisme et la/le politique

On peut s'étonner, avec le recul, que le mouvement des femmes des années 70 n'ait pas fixé son attention et encore moins mené une lutte pour la parité politique et sociale, bien qu'il ait démontré, et avec combien de pertinence, que les hommes se sont concocté une démocratie qui tourne pour eux et qui, sous des justifications diverses selon les époques, discrimine les femmes.

Il faut sans doute rappeler que le néo-féminisme, né dans la mouvance de la contestation des pouvoirs, se voulait d'abord un mouvement de prise de conscience des femmes de leur condition, particulièrement dans la vie dite privée. Il s'agissait de mettre en lumière que ni le droit de vote, qui brillait encore comme un sou neuf, ni le droit au travail et à la gestion de ses revenus, ni le partage de l'autorité parentale n'avaient fondamentalement modifié leur vie ni leur rôle dans la société : non seulement les femmes continuaient (et continuent) à occuper les emplois les moins bien rémunérés, mais les tâches ménagères et d'éducation des enfants sont toujours à leur charge et elles ont dû mener une lutte dure pendant près de vingt ans pour obtenir le droit surveillé par l'ordre médical, ce dernier aussi masculin que tous les ordres, de programmer leur reproduction et d'avorter dans de bonnes conditions.

C'est aussi ensemble, lors des rencontres entre elles, que les femmes ont découvert que les violences familiales, le viol, la pornographie, vécus comme des atteintes individuelles à leur

intégrité physique et psychique, étaient en réalité un processus de domination du collectif des hommes sur le collectif des femmes. Et c'est sous la bannière «le privé est politique», que les femmes en mouvement se sont mobilisées pour dénoncer cette domination et combattre les discriminations qui en découlent.

Années riches d'expérience, de prises de parole, de prises de conscience, d'exigence de nos droits, mais sans véritable volonté d'inscrire nos acquis dans le législatif. Ne disions-nous pas «Avortement hors du code pénal» ? Années d'apprentissage de nous-même, de notre passé, de nos forces. Années où nous avons, à partir de nos nouveaux savoirs et analyses, élaboré de nouveaux concepts, tels les rapports sociaux de sexe, pour structurer une pensée féministe. Années d'écriture, de recherches, de plaisir d'être bien ensemble, de tension parfois. Années où volontairement nous avons fonctionné hors la loi, c'est-à-dire hors les hommes, entre nous.

Aujourd'hui, le contexte est différent. Et d'abord, c'est la crise et, comme toujours en période de crise économique, les travailleuses sont les premières visées. Et les vieux stéréotypes, que l'on croyait usés jusqu'à la corde, refont surface : les travailleuses sont-elles de vrais travailleurs ? Ne sont-elles pas naturellement plus flexibles que ces derniers ? Ne désirent-elles pas aménager leurs activités professionnelles en fonction de leurs responsabilités familiales ? Ne sont-elles pas les volontaires du travail morcelé, les «gagnantes» du temps partiel-salaire partiel, du tiers-temps comme emploi convenable, du chômage et même du chômage de longue durée ? N'ont-elles pas, le plus souvent, un conjoint travailleur et dans ce cas, est-il tellement injuste de les exclure du droit à revenu de remplacement, même si elles ont contribué, comme tout travailleur, à nourrir, en toute «égalité» le pot commun ? Car «égales», elles le sont quand il s'agit d'alimenter les caisses de l'Etat (l'impôt sur les revenus) et de la sécurité sociale.

Mais en même temps, et sous couvert de l'égalité entre les hommes et les femmes, mais en réalité pour répondre aux nouvelles exigences du marché, on veut imposer le travail de nuit aux femmes⁴ alors que les infrastructures sociales, no-

4. *Ibidem* 1.

tamment pour la garde des enfants la nuit, sont pratiquement inexistantes. La Cour de Justice des Communautés européennes n'a-t-elle pas affirmé que «les responsabilités familiales sont des préoccupations étrangères à la directive» ? A mettre ainsi la charrue avant les bœufs, les instances politiques, qu'elles soient européennes ou nationales, organisent la paupérisation des femmes, puisqu'elles les excluent (sans le dire) des emplois qu'elles ne peuvent assumer dans les conditions actuelles, emplois cependant considérés comme «convenables» quels que soient le sexe et la situation familiale. En clair et en monnaies plus trébuchantes que sonnantes, cela signifie que l'impossibilité pourtant évidente pour la majorité des travailleuses de répondre à cette nouvelle politique du travail ne leur ouvre pas le droit à un revenu de remplacement (allocations de chômage), ni à l'obligation pour l'entreprise de les maintenir ou de les engager à un travail de jour.

Il apparaît donc, avec certitude, que des infrastructures sociales sont indispensables pour permettre aux femmes de travailler avec la même sérénité que les hommes (et le travail de nuit n'est qu'un exemple exemplaire), et pourtant les pouvoirs ne se sentent pas obligés d'inscrire cette demande des femmes en priorité dans l'agenda public. La connaissance des discriminations qui concernent les femmes ne suffit pas à les faire disparaître et l'on peut même craindre que l'accumulation de constats et statistiques ne produise un effet pervers : celui de «consentir», comme à une chose inévitable, à ce qu'une moitié de la population soit discriminée d'autant que, par rapport aux siècles précédents, il y a quand même eu quelques progrès !

le quota, un tremplin sans ressort

Vu le mécontentement de plus en plus prononcé des femmes quant à leur faible participation au pouvoir et déjà sur les listes des candidatures, nos «décideurs» ont estimé qu'en effet il serait plus décent d'accepter un peu plus qu'une pincée de femmes dans le cénacle des grands. Le pourcentage variait selon les bons sentiments des hommes des partis (et peut-être de leur chance d'accès aux bonnes places, car enfin on ne pourrait nier que chaque femme en plus est un homme en moins à un poste qui n'est pas n'importe quel poste payé à n'importe quel prix), le maximum atteignant, pour autant que

je ne me trompe, le tiers. Mais, et cela mérite d'être relevé, le principe du quota fut formulé, comme c'est l'usage aujourd'hui (l'inégalité (affirmée) est montrée du doigt !), de sorte que vraiment rien n'indique lequel des sexes ne peut dépasser les deux-tiers des candidats !

Si certaines femmes ont été séduites par cette idée de quota comme avancée possible des femmes en politique, d'autres l'ont estimée infâmante (pourquoi un tiers ? les hommes seraient-ils deux fois plus capables que les femmes de diriger la Cité ?) et surtout dangereuse en ce qu'elle fixait une fois pour toute (et en tout cas pour longtemps) le nombre de femmes sur les listes. De plus, le système du quota permet encore à la majorité des hommes de se choisir «leurs» femmes et l'on peut imaginer que ce n'est pas la plus féministe qui aura leur faveur.

Je m'en tiendrai là sur le principe du quota qui, depuis l'avancée du principe de la parité, a un peu perdu de son intérêt.

la parité comme stratégie contre l'actuelle égalité

La parité politique et sociale est une stratégie à la fois pour combattre les discriminations et pour participer à la construction d'une société qui nous convient. Il s'agit donc pour nous, femmes, de quitter la démonstration, d'échapper à la plainte, de prendre notre sort en main, de se poser les bonnes questions et d'imposer des solutions.

Pour les féministes (ou plutôt certaines féministes), la parité serait le prolongement logique des luttes menées en tant que groupe de pression hors des institutions. Comme l'exprime Eliane Viennot⁴, *«la parité est une idée neuve, née d'un contexte tout à fait différent de celui des années 70, mais aussi (née) des avancées sociales et idéologiques réalisées depuis cette époque [...] Nous avons (aujourd'hui) assez de recul, assez d'expérience politique, assez de savoir historique, ce qui n'était pas le cas il y a vingt ans, pour réaliser que l'action sur le terrain idéologique doit être relayée au niveau institutionnel et que la transformation des mentalités doit être pensée dans un rapport étroit avec celles des structures [...] car*

ce sont les institutions qui décident de l'organisation concrète de nos vies». Pour organiser une société qui tienne aussi compte de nos besoins et nos désirs, la lutte des femmes se doit de concilier «l'action directe, le travail sur les mentalités et l'inscription des luttes dans les structures de l'Etat. Or, la parité, comme objectif, réalise cette articulation.»

Reste la question : les femmes vont-elles se donner les moyens d'imposer la parité ? Le combat pour la parité dans tous les organes de décisions politiques et sociales sera un lourd combat. Mais il mérite d'être mené, ne fut-ce que pour mesurer la résistance des hommes à partager équitablement le pouvoir. Cette résistance sera la preuve que les discriminations qui concernent les femmes ne sont ni innocentes, ni une fatalité liée au sexe féminin, mais un moyen pour les hommes de maintenir un pouvoir patriarcal fort.

Il faut aussi que les femmes (et les hommes) considèrent que la parité non seulement est une mesure démocratiquement juste, mais aussi que sa mise en place est indispensable pour changer la société, les conditions de vie des femmes, des enfants et, dans le tourbillon du changement, aussi celles des hommes, pour transformer les relations entre les hommes et les femmes dans la vie publique et privée, pour inverser les priorités (par exemple : la création d'emplois socialement utiles plutôt que la réduction du temps de travail), pour introduire plus d'humanité dans les relations Nord/Sud, pour imposer la conciliation pacifique à la place des guerres, pour préférer l'ouverture de nouvelles crèches aux nouveaux kilomètres d'autoroute, les TPV (trains à petite vitesse) qui desservent les petites gares rurales aux TGV qui ne servent, aux frais de la communauté, que les pressés du nouveau système économique, pour...

Et aussi pour défendre nos acquis de vingt années de lutte, dont le droit d'avorter dans de bonnes conditions (déjà remis en cause dans de nombreux pays), pour supprimer les discriminations récentes qui visent notre droit égal au travail et aux revenus de remplacement, toutes mesures qui ont été entérinées avec l'accord des partis et des syndicats, pour promouvoir la mise en place d'infrastructures sociales de qualité, pour empêcher que l'égalité ne soit source de nouvelles injustices.

Et même s'il est vrai que nous ne pouvons prévoir ce que la

parité politique et sociale apportera de meilleur à la société, ce qui est certain, c'est que pour les femmes ce ne pourra être pire que ce qui existe et se trame en ce moment.

à gauches unies, la parité est une réalité

Le mouvement des Gauches Unies, né en mars 1994, a inscrit dans sa plateforme que la parité hommes/femmes sera son mode de fonctionnement *«à tous les niveaux de décision, pour mettre un terme à l'exclusion des femmes de la politique»*. Ainsi, la liste des candidatures pour les élections européennes a été paritaire, avec même une certaine prédominance des femmes aux premières places.

Cependant, on ne pourrait nier que la parité pose parfois problème, comme ce fut le cas lors des dernières élections communales. Il est apparu que, dans certaines communes où des membres de Gauches Unies auraient voulu se présenter, il manquait des candidates et donc, faute de pouvoir respecter la parité, la liste n'a pu être établie.

Sans vouloir m'étendre sur le sujet qui fait et fera encore l'objet de discussions au sein de Gauches Unies, il est évident que la parité «irréalisable» par manque de candidatures féminines pose question et même des questions auxquelles il sera, on peut l'espérer, impossible d'échapper.

Quelques explications vont de soi : les femmes, jusque là exclues du pouvoir pour de multiples et ancestrales raisons, dont l'«incompétence» n'est pas la moindre, hésitent à entrer dans une course où les places se disputent âprement; d'autre part, elles se sont investies dans des groupes de pression, notamment dans le mouvement des femmes, les sections féminines des partis et des syndicats, mais aussi dans des associations de défense des plus faibles, dans les mouvements contre l'extrême droite, pour le statut des réfugié-e-s, le vote des immigré-e-s, les associations de défense des consommateurs et des consommatrices, les groupes de quartier, les associations de parents... C'est là qu'elles estiment leur engagement utile et elles n'entendent sans doute pas y renoncer.

Elles sont aussi peu préparées, voire hostiles, aux réunions

interminables placées à des heures impossibles par rapport à leur vie professionnelle et à leurs charges et joies familiales, et il me semble même, mais ce n'est encore qu'une impression, qu'elles «s'ennuient» quand la parole s'éternise et devient discours, ce qui (je crois) est une pratique plus masculine (non de nature, mais d'habitude du pouvoir) que féminine.

Toutefois, si le fonctionnement «numérique» de la parité ne pose pas trop de problème - une certaine discipline de groupe y suffit -, il en est autrement de la parité des «idées» et des «propositions». La possibilité de voir se «prioriser» les idées et propositions auxquelles les hommes (et parmi eux, surtout ceux qui ont déjà été actifs en politique, et ils sont, dans Gauches Unies aussi, « involontairement » plus nombreux que les femmes) donnent la préférence, est un risque, si j'ose dire, intéressant. Il oblige les femmes à fournir un travail de réflexion individuel et collectif afin de défendre les priorités qu'elles estiment, elles, prioritaires, c'est-à-dire sans attendre, comme il est d'usage, des temps meilleurs... Je pense d'ailleurs que les jeunes risquent le même avatar - mais je constate qu'ils sont, eux aussi, très attentifs/attentives à un vrai fonctionnement démocratique.

**JEUX
CONCOURS
TELE 83**



parti, mouvement, élections

pierre beauvois *

Une crise identitaire vient de toucher bien des partis communistes. Avec l'implosion de l'ex-camp socialiste, le débat existentiel s'est développé, il y a quatre ans, lors du congrès de novembre 1990. En fait, il a surtout accéléré des évolutions bien antérieures aux années 90.

En effet, l'après 1968 a coïncidé avec une double fracture. Sur le plan politique et de façon interne au courant communiste, c'est d'abord la montée de divergences exprimées par bon nombre de PC occidentaux par rapport à l'intervention à Prague. Celle-ci agit comme révélateur d'une crise plus profonde qui oppose au modèle brejnévien le concept d'un passage possible au socialisme par une voie pacifique, démocratique, transformatrice postulant respect des droits et des libertés dans une société socialiste politiquement pluraliste. Ce courant, dans les années 70, va d'ailleurs être consacré, par la presse, sous le label «eurocommunisme». Ce label vaut ce qu'il vaut, mais il souligne en tout cas le rejet des modèles.

* Président du Parti communiste.

Cependant, les critiques concernant la société soviétique concerne davantage les relations entre le citoyen et l'Etat, la confusion parti-Etat, la théorie de la «souveraineté limitée» qu'un autre aspect du déficit démocratique qui, lui, a des incidences sur la perte d'efficacité de l'économie dans l'Est européen. Or, le constat de cette détérioration est présent dans divers documents officiels, en particulier dans le rapport Kossyguine d'avril 1971. Cette stagnation de la productivité sociale, résultant, à l'Est, d'un centralisme bureaucratique, d'un manque d'espace à l'intervention des travailleurs dans les gestions, n'est pas sans trouver des correspondances dans le cadre capitaliste. Comme si la mise en oeuvre, dans les deux systèmes différents, des acquis des révolutions industrielles précédentes commençaient à l'époque à rencontrer des limites similaires.

Entamée dans les années 70, cette évolution critique n'est pas suffisamment développée en 1990, lors de la chute du mur pour ne pas provoquer une première fracture identitaire chez les communistes. La seconde fracture est davantage économique et externe aux PC. La longue phase de croissance forte des années 50-60 correspond à la généralisation, en Occident, du modèle keynésien qui permet, pendant vingt-cinq ans, de rendre compatible la rentabilité des fonds, le plein emploi et la progression du niveau de vie de l'ensemble de la population.

L'extension du rôle de l'Etat, non sans devoir beaucoup à l'existence de l'autre bloc, fait la part belle, politiquement à la social-démocratie et permet aux PC de se forger un rôle d'aiguillon des partis socialistes en poussant aussi loin que le permettent les luttes sociales. Cette seconde face de l'identité communiste se retrouve dans les revendications des grèves de 60, notamment dans le projet de réformes de structures anticapitalistes. Elle imprègne fortement la stratégie de l'union de la gauche en France.

Or la fin des années 60 correspond également au début de la phase d'épuisement des gains de productivité sociale résultant d'une mécanisation de l'ensemble des activités humaines. La baisse du taux de profit amène le capitalisme, au Nord, à rompre progressivement avec le modèle keynésien, à réduire la régulation de l'Etat; cette réduction concerne les investissements publics, les incitants aux investissements du privé,

les mécanismes de redistribution par la fiscalité et la parafiscalité. L'avènement du monétarisme, caractérisé par la volonté politique de faire la paer belle au marché, en réduisant l'intervention publique dont les moyens sont diminués, remet aussi en cause le rôle de la social-démocratie et partant des PC. Au début des années 80, les espoirs mis dans une fédéralisation du pays devant permettre, au plan wallon, le développement de l'initiative industrielle publique sont déçus. Etat, région renoncent à prendre des initiatives nouvelles pour moderniser, adapter, diversifier et se recyclent dans l'accompagnement financier des rationalisations, des fermetures et des plans sociaux.

En France, les nationalisations voient leurs perspectives limitées par l'évasion des capitaux. Le chantage a rapidement raison des ambitions socialistes de peser davantage dans le secteur économique, de pousser plus avant la mise en place de droits nouveaux. Le degré d'ouverture croissant du marché français contribue à ce que les hausses salariales n'aient pas les effets escomptés, via la consommation, sur l'emploi.

La crise identitaire additionne donc deux facteurs : d'une part, la disparition du contrepoids de l'Est, point d'appui même s'il avait cessé d'être un modèle, et d'autre part, l'étiollement de l'Etat keynésien devant la montée en puissance du capital financier, avec en corollaire la réduction de l'intervention publique et donc de la possibilité d'agir, directement ou par influence sur la social-démocratie, sur les politiques de redistribution.

A ces deux facteurs s'ajoute évidemment la dimension de la crise politique. L'émergence monétariste, l'offensive néolibérale, poussent la société à droite. Les partis socialistes adoptent un profil bas et cherchent à dissimuler leur rôle de gestionnaire des difficultés pour un moindre mal par une fuite en avant dans les étapes de la construction européenne. Mais ce que l'on ne sait plus faire au «niveau national», on ne le sait pas davantage à Bruxelles et à Strasbourg.

DO-IT YOURSELF!!!

ASSEMBLAGE
MINUTE

INVESTIR
DANS
L'AU DELA



VOTRE
CERCUEIL
PERSONNALISE!

EN
KIT...
RECLAME

DIX JOURS A L'ESSAI

REMBOURSEMENT
SI PAS SATISFAIT

20
CLOUS

VERITABLE
IMITATION
ACAJOU
CHENE
EBENE

*Cadeau
Gratis!*



DANS UN
COFFRET DE LUXE

nil Ror



décomposition et recomposition

Quelques mois après la chute du mur de Berlin, notre congrès de 1990 appelait à la création d'une force réformatrice de gauche manquant à l'échiquier politique. Pour une large majorité de participants, il ne s'agissait pas de faire croire, par un changement de dénomination, que les communistes devenaient autres, ni d'imaginer qu'il était possible de rassembler les mécontents, les sans partis, voire les militants de l'associatif en un tout original et cohérent, ni d'organiser l'entrisme dans d'autres formations politiques.

Les changements de dénomination n'ont guère empêché la presse d'utiliser systématiquement le vocable «ex-communiste». La perspective de «fédérer», d'agglomérer le mouvement associatif, d'en faire un pôle d'intervention plus cohérent, plus articulé n'a guère de sens, à court terme, en raison de la forte dépendance logistique de ces organisations vis-à-vis des structures classiques, directement ou indirectement.

La «construction d'une force de gauche» ne pouvait qu'être une opération de longue haleine. En témoignaient les tentatives faites, dans la seconde moitié des années 80, pour établir diverses coopérations entre les quotidiens progressistes de façon à répondre aux difficultés financières croissantes. Il fallait donner du temps au temps, comme l'a montré l'échec de l'expérience pluraliste du quotidien *Libertés*, ainsi que celui, dans diverses sous-régions, de tentatives de créer qui des structures de concertation, qui des clubs de réflexion...

D'où le choix du congrès, confirmé au cours de l'année qui suivit de conserver et d'améliorer progressivement l'outil parti, d'utiliser la structure et le potentiel humain qu'il représentait pour militer à cette construction alternative. Ceci revenait en quelque sorte à tenter de répondre sur le plan interne à la crise d'identité comme sur le plan externe à élaborer une perspective à la crise politique de la gauche.

Cette double démarche n'échappe pas à divers constats préalables. Les structures actuelles des partis de gauche en tout cas restent fortement marquées historiquement. La structuration de la classe ouvrière au siècle passé à partir de l'exploitation de la force de travail, de la concentration démographique dans les grandes entreprises, de la possibilité d'identifier

concrètement «l'ennemi de classe», correspond à la création appropriée que sont partis et syndicats, agissant sur la base d'une délégation de pouvoir vers les appareils et les élus et s'identifiant fortement dans les choix, les réponses apportées par ceux-ci.

Or, les évolutions économiques, sociologiques ont, tout à la fois, éclaté la grande entreprise et prolétarisé davantage la population active sans pour autant qu'apparaissent déjà suffisamment les éléments structurants, nouveaux, correspondant à ces évolutions. Les préoccupations régionales, culturelles, les intérêts spécifiques à diverses catégories de la population ont souligné la destruction de la classe ouvrière, notamment par l'apparition de formations politiques porteuses de messages liés étroitement à ces spécificités.

En dépit de bien des lacunes, d'inadaptations très actuelles de l'enseignement, on peut difficilement nier que près de trois quarts de siècle d'enseignement obligatoire ont profondément modifié le niveau culturel de la population, pas plus qu'on ne peut imaginer que la part croissante de travail intellectuel dans la production industrielle et dans les services, résultant du mode de production capitaliste, soit sans influence sur les relations tant entre le corps des élus et celui des électeurs qu'entre les structures syndicales, politiques et leurs affiliés ou sympathisants.

repenser le concept de parti

Le concept de parti est donc à repenser. Sur le plan du message idéologique, à gauche pour ce qui nous concerne, en raison de la diversification des formes de l'exploitation et des rapports aux choix patronaux. A la sous-rémunération classique s'ajoutent de nouvelles dégradations des conditions de travail, des divorces profonds entre les aspirations créatrices des salariés comme des cadres, entre les choix de production possible et les intérêts financiers, entre les préoccupations à gérer mieux l'environnement et faire de la croissance, entre la volonté des uns d'accéder aux savoirs, de les partager et celle des couches dominantes d'organiser la rétention. Ces multiples facteurs d'opposition entre producteurs et ceux qui contrôlent les moyens de production multiplient les préoccu-

pations, créent des niveaux divers de préoccupations sans qu'apparaissent encore et suffisamment le dénominateur commun aux frustrations multiformes.

Manquent donc les éléments structurants et les réponses transformatrices susceptibles de modifier les choix patronaux comme ceux des pouvoirs élus. A lutte des classes plus «diversifiée», réponse idéologique plus adaptée aux spécificités catégorielles, mais justifiant toujours une grille de lecture cohérente qui, pour un parti communiste, répond au fait que le capitalisme s'adapte ou s'efforce de le faire non sans développer de nouvelles contradictions tout en gardant inchangées ses finalités.

Cependant, l'élaboration des réponses spécifiques, des alternatives à tel ou tel choix politique exige des compétences dont le parti n'a pas automatiquement la disponibilité. La multiplication des structures associatives et le mouvement syndical fournissent un ensemble de capacités d'élaborations de données. La coopération entre le parti et le mouvement associatif dans le domaine de la conception alternative se retrouve dans le principe de la double militance. Elle recouvre également la participation active à l'activité du mouvement de convergence que veut être Gauches Unies.

Sur le plan de l'action, de l'intervention politique dans l'entreprise comme par rapport aux pouvoirs élus, l'évolution culturelle évoquée précédemment se manifeste par une capacité des citoyens à s'organiser par objectifs, géographiquement ou non, à concevoir des formes d'action indépendamment des partis. Il ne suffit pas de prendre en compte cette perte de monopole de «l'action à la base» des structures classiques mais bien de l'encourager et de l'élargir à l'ensemble des terrains conflictuels en s'efforçant, dans l'entreprise, de coopérer avec les structures syndicales. Une plus grande coordination de ces interventions directes dans les gestions, jointe à une circulation de l'information, est sans doute l'objectif premier d'un mouvement comme Gauches Unies. Il devrait s'élargir à davantage de militants progressistes, et approfondir la réflexion sur la façon de multiplier les formes de démocratie directe, d'utilisation du temps libéré, notamment par la réduction du temps de travail pour construire la citoyenneté, ses méthodes d'action, ses relations avec les médias. Cet objectif de proximité, ramène le mouvement naissant à s'appuyer en

priorité sur des structures souples articulées au niveau des sous-régions, à se préoccuper, dans la phase actuelle, d'élargir celles-ci plutôt que de construire une structure verticale forte.

A ce stade de la réflexion, notre approche quant à une recomposition s'appuie d'une part sur une consolidation du PC sur le plan de l'élaboration d'alternatives transformatrices par un effort interne et une coopération plus systématique avec les personnes et associations ressources.

D'autre part, la pierre angulaire d'une structure du type Gauches Unies serait la création d'un mouvement des citoyens permettant des avancées démocratiques de nature à compenser la crise de la délégation de pouvoir, l'étiollement du «contrat social» liant l' élu au citoyen, l'imprécision programmatique des partis de pouvoir, et le consensus pervers de la classe politique.

Enfin, reste un aspect essentiel dans cette préoccupation de recomposition de la gauche à savoir la relation aux autres partis. Par l'accentuation de l'élaboration alternative, nous avons commencé à développer le débat sous diverses formes avec des responsables, élus socialistes, écologistes. En particulier l'expérience en cours à Tournai, où un candidat communiste est présent sur la liste du PS et y mène campagne indépendamment à partir de nos propositions propres, cette expérience est porteuse d'échanges futurs. D'autres efforts sont en cours et seraient consentis pour élargir ces échanges à d'autres sous-régions après les élections du 21 mai.

l'étape électorale

Le congrès d'avril a souhaité majoritairement la présence de candidats communistes lors du scrutin. En Hainaut, dans le Brabant wallon c'est chose faite. Ce choix correspond au souci de mener une réelle campagne sur les propositions de réformes fiscales, de création d'emplois, de défense et d'adaptation de la sécurité sociale avec les dimensions spécifiques wallonnes quant à la satisfaction des besoins et la volonté de nouvelles conquêtes démocratiques. Mais ce choix visait à affirmer clairement notre identité, comme parti, en tous cas tant que le processus de concertation et le débat idéologique

n'a pas débouché sur une perspective claire de reconstitution fondée sur un projet transformateur de la société capitaliste.

Bien que peu convaincus de l'utilité de la présence de listes Gauches Unies à ces élections, la plupart des structures sous-régionales ayant d'ailleurs manifesté cette option, nous nous sommes rangés à l'avis de l'assemblée générale décidant de présenter une liste au Sénat. Pour notre part, le scrutin pour la Chambre et la Région est un terrain correspondant à nos propositions programmatiques. Le PC fait campagne partout, pour ses propositions, appelle au Sénat à voter Gauches Unies et pour les candidats communistes fédéraux, régionaux. L'après 21 mai devrait laisser quatre années pour approfondir le processus engagé et poursuivre tant la consolidation de notre parti que les expériences entamées. Les succès récents, intéressants, rencontrés par les communistes français, suisses, italiens, espagnols avec leur version propre de G.U., confirment l'espoir qui était le nôtre, il y a plus de quatre ans, lorsqu'il fut choisi de reconstruire le parti et de participer à la reconstitution de la gauche. C'est du travail des prochaines années que dépendra la forme que celle-ci prendra. Nous ne pensons pas être capables, aujourd'hui, d'en dessiner les contours.



une pratique politique réformatrice

jean-claude raillon

force, mouvement, parti

«Une force réformatrice de gauche», «Un parti conséquent, marxiste et résolument réformateur», c'est en ces termes que la conférence de Charleroi en mai 90 puis notre Congrès de novembre 90 évoquaient, d'une part, le large et pluraliste mouvement des forces sociales auquel s'identifie historiquement la gauche et, d'autre part, le parti qui aujourd'hui manque à cette gauche pour la porter vers de nouvelles avancées.

La formulation n'était pas exempte d'ambiguïté puisque ce «manque» était désigné tantôt en terme de **parti** («ce qui ne signifie pas qu'un *parti* de gauche conséquent, résolument réformateur, marxiste, soit l'affaire des seuls communistes. *Ce projet*, nous devons le discuter avec l'ensemble des progressistes susceptibles d'y participer»), tantôt en terme de **force** («la formation à terme d'une *force* qui aujourd'hui manque à la gauche»).

La **distinction** entre ces deux aspects de la réalité sociale et politique, le mouvement d'un côté, les partis de l'autre, est théoriquement juste : elle prend acte de la diversité des ma-

nifestations de la lutte des classes (comme moteur du «mouvement réel», selon la formulation du Manifeste), de ses formes d'expression et d'organisation, ainsi que des domaines où s'exercent ses effets.

Plus délicate est la question de l'**articulation** entre ces différents domaines et formes d'activités. Et pour la raison centrale que celles-ci n'ont, «en dernière instance», d'efficacité politique qu'à travers des structures d'organisation, autrement dit des *appareils*. Autant il est exact de penser que le «mouvement» social ne se résume pas à ses formes d'expression, organisées ou non, à tel moment de l'histoire, autant c'est une pure vue de l'esprit, disons une illusion idéaliste, de ne pas considérer que c'est nécessairement à travers ses appareils constitués (syndicats, partis et associations, en gros) qu'il agit. En tenir compte est d'autant plus important que dans le cadre de l'Etat contemporain, c'est du point de vue de l'instance politique formellement identifiée comme telle (autrement dit de la forme parti) que cette articulation doit être envisagée.

A relire le préalable de la conférence de mars, qui introduit la synthèse des propositions d'orientations du 4^e Congrès, on est forcé d'admettre que nous ne sommes pas sortis de cette difficulté et que la plupart de nos débats, en particulier ceux qui se sont déroulés au Comité Central, ont tourné sans conclure autour de cette question du rapport «mouvement»/appareils, cette indécision s'expliquant par la tension entre deux thèses en miroir pour qui, selon l'une, le maintien d'un appareil PC serait une entrave au renforcement du «mouvement» (celui-ci passant donc par l'investissement d'autres partis, PS ou Ecolo, considérés comme plus efficaces en tant que tels), pour qui, selon l'autre, l'engagement de notre action dans de plus larges structures d'organisation constituerait un danger pour son identité et son maintien dans la forme parti.

Ces questions sont certes réservées à la commission qui en discutera tout particulièrement, mais il est facile d'admettre qu'elle ne sont pas sans relation avec nos difficultés à cerner les traits de notre *spécificité politique* comme composante organisée de la gauche.

Cette spécificité, je considère qu'il faut éviter de la penser comme une *nature*, une sorte de qualité substantielle qui subsisterait en chacun de nous indépendamment de sa collabo-

ration au travail commun ou qui lui suffirait comme fondement quasi essentiel, mais qu'il convient de la construire comme *effet* d'une structure collective autour de la catégorie de pratique politique *réformatrice*.

une double crise

A ces difficultés d'ordre stratégique et organisationnel, s'ajoute, dans le contexte actuel après l'effacement des régimes soviétiques, une double crise : l'une de type identitaire, l'autre qui est liée à la pratique même d'une politique anti-capitaliste.

Une crise identitaire ? Pour lucide que l'on soit à l'égard des sentiments de cette nature et quel qu'ait été notre rapport critique avec le socialisme réalisé, cette crise touche assurément notre *imaginaire collectif* au-delà de ce que nous pouvons nous avouer ou simplement mesurer, et elle s'apparente à une sorte de « travail du deuil » d'autant plus intense que, sous l'angle personnel, la période historique qui s'est achevée en 91 coïncide pour beaucoup avec l'espace de quasi toute une vie militante.

La pire manière de vouloir résoudre cette crise intérieure serait en tout cas de réactiver le discours d'un autre âge au prétexte fondamentaliste de retrouver une identité originelle. Ainsi les appels à un ressourcement *marxiste-léniniste* qui se fondent davantage sur *la magie des mots* (l'expression associe les termes d'une mythologie fondatrice) que sur la connaissance du corpus idéologique précis que recouvre cette appellation, à savoir la construction, dans le contexte soviétique des années 30, en relation donc avec les pratiques politiques dominantes de cette époque, *d'une vulgate stalinienne* dont il est temps aujourd'hui de mesurer la distance qui la sépare aussi bien des thèses léninistes que des concepts organiques du marxisme.

L'absence en nos rangs d'un débat *au fond* sur ces questions explique que les notions de politique *réformatrice* et de parti *réformateur* se sont introduites dans nos documents de congrès sans qu'ensemble et explicitement nous en ayons bien mesuré la portée théorique et pratique. Le *concept* ne s'est bien sûr pas imposé de manière clandestine mais parce qu'il se substituait sans autre procès à un univers idéologique non

critiqué, lui-même n'a pas été convenablement interrogé. Il en résulte que *le mot* «réformateur» a continué à fonctionner comme un double de l'appellation «réformiste» laissant intact tout un imaginaire lié à l'opposition réformiste / révolutionnaire, social-démocrate / communiste *alors que le propre de la pratique social-démocrate depuis des lustres est précisément qu'elle a cessé d'être réformiste*, si par là on entend une politique dont l'objectif est de modifier certains aspects décisifs de l'ordre des choses. Idéologiquement revendiquée mais non pratiquée, d'un côté, idéologiquement refusée et donc considérée comme non praticable de l'autre, cette option réformatrice s'est ainsi longtemps trouvée dépourvue du soutien d'une réflexion politique cohérente. Dans notre chef même, la contradiction fonctionnait d'autant plus que d'une part, nos propositions politiques concrètes étaient typiquement de nature réformatrice et que d'autre part, nos références idéologiques continuaient à se rapporter à un univers politique et social, celui du socialisme réalisé, qui fonctionnait comme caution illusoire du fait que réformatrice, au fond, notre pratique politique ne l'était pas ou qu'elle n'était en somme que la forme atténuée d'une politique par *nature* différente, nous dispensant de penser vraiment ce que nous pratiquions dans notre réalité. Force de l'idéologie, au sens technique du terme : elle est responsable d'une double méconnaissance à la fois sur les réalités soviétiques (longtemps protégées par l'illusoire garantie d'une révolution censément achevée et comme portée par le mouvement de l'Histoire) et sur notre propre pratique politique, réformatrice dans son principe mais déniée comme telle dans la mesure où elle se donnait comme référence négative un réformisme largement surestimé.

Une crise politique, donc. Mais alors que la crise identitaire nous atteint tout particulièrement (comment *devenir* communistes aujourd'hui ?), cette crise politique touche la gauche dans l'ensemble de ses composantes tant il est évident que le rapport de force s'est singulièrement modifié au profit de la logique capitaliste et que l'accompagnement strictement défensif du processus par la social-démocratie révèle l'absence depuis longtemps d'aucune ambition réformatrice.

une ligne réformatrice

Pour notre part, même réduite, la sortie de crise suppose donc que nous sachions nous débarrasser d'une conscience politique identitaire périmée, pour intégrer notre pratique réformatrice dans un cadre de pensée politique cohérent, ce qui implique la double capacité d'une part à bien évaluer les rapports de force en termes de lieux de pouvoirs et d'acteurs politiques et d'autre part à identifier quelles «avancées» (vocabulaire réformateur s'il en est) susceptibles d'être portées par le mouvement sont organiquement assez puissantes et mesurées pour rompre avec les logiques du système («un pas en avant, mais un pas seulement» pour ceux qui se souviennent de la célèbre image de Lénine).

Or c'est précisément dans cette direction qu'avec toutes nos insuffisances certes, notre réflexion politique se trouve engagée avec le plus de constance, évitant la stricte et seule dénonciation des effets du système de domination en régime capitaliste, recherchant les angles d'attaque susceptibles de rompre avec sa logique.

Deux exemples : nos propositions dans le domaine fiscal, et l'ébauche du concept de citoyenneté d'entreprise.

La revendication d'une justice fiscale est bien sûr une constante du mouvement ouvrier. A bien les lire, l'élaboration de nos projets en la matière dépassent cette pure dimension d'équité et même la volonté de principe de «faire payer les riches» dans la mesure où ils s'efforcent d'agir sur l'une des contradictions majeures du système à savoir le rapport hégémonique du capital financier sur le capital industriel. Au-delà donc de leurs aspects techniques, ce qui caractérise les propositions élaborées par Pierre Beauvois, c'est le *ciblage stratégique* de la réforme, non pas qu'elle soit capable par elle-même de «révolutionner» tout l'édifice des rapports de domination, mais elle constitue à coup sûr l'une de ces «avancées» dont la logique est porteuse d'autres perspectives. Il ne s'agit en effet pas seulement de mesures fiscales stricto sensu, au sens budgétaire, mais de l'application de critères nouveaux imposant au champ économique des choix que sa logique marchande interdit. Or la technicité certaine de ces propositions n'explique pas que nous n'avons pu ensemble, et fût-ce après un vrai débat, nous emparer au moins de la *pertinence*

politique qui les soutient pour mieux en délibérer avec la gauche tout entière. De même notre frilosité dans le débat surgi de la question des éco-taxes, qui, en dépit des critiques que nous étions en mesure de formuler à l'adresser du projet d'Ecolo, participent à leur manière de la capacité du mouvement social à entraver le libre cours des forces économiques et à rompre avec le découplage des activités sociales sur le terrain même où se fondent et se perpétuent les vrais rapports de pouvoir.

L'autre exemple concerne la notion de citoyenneté d'entreprise à peine évoquée, admettons-le, alors qu'elle est tout à fait représentative d'une ambition réformatrice consistant non seulement à entamer le pouvoir de propriété privée sur l'utilisation des moyens de production et à modifier de manière significative les relations sociales de production, mais aussi à porter comme un problème politique (et non plus strictement syndical), en relation avec nos revendications de «démocratie jusqu'au bout», le débat sur le modèle de croissance et conjointement sur l'articulation «société civile/société économique». Les camarades qui aiment les références léninistes se souviendront que ce projet là d'un dépassement des corporatismes socio-économiques (la complexe relation duelle patrons/syndicats) n'est rien d'autre que ce qui était au principe même des soviets.

De ce double point de vue (élargissement des pratiques démocratiques et leur articulation avec la perspective d'une croissance de type différent), les objectifs énoncés lors du congrès de 1990 demeurent d'actualité et il convient même de les remettre en chantier compte tenu des évolutions plutôt contraires qui se sont manifestées au cours de ces quatre dernières années aussi bien dans la sphère de la «classe politique» (son discrédit dans le cadre des «affaires» et son incapacité à relayer les revendications du mouvement social) que dans le domaine économique (pensons à l'acuité des problèmes d'emploi et de délocalisation dans le cadre de la gestion transnationale des marchés capitalistes).

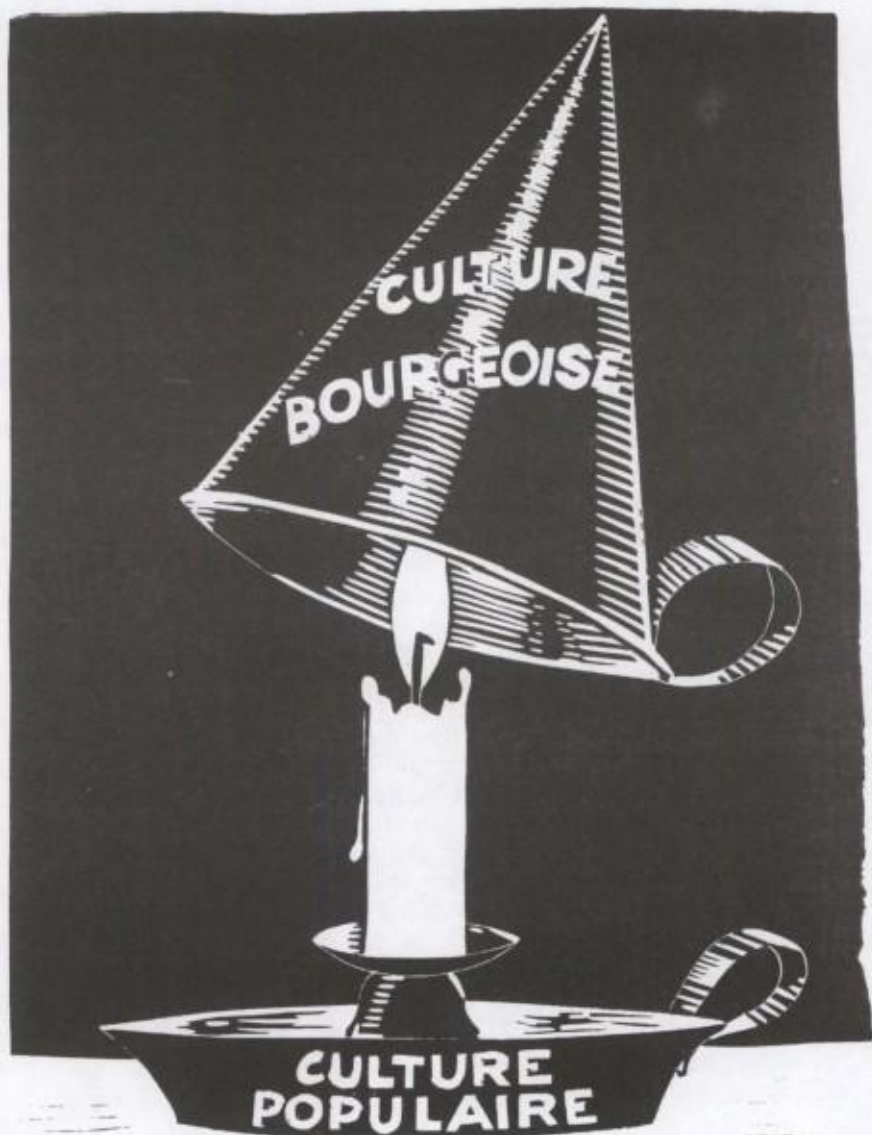
L'utilité de notre apport au mouvement dépendra de notre capacité à élaborer des projets réformateurs à la fois ciblés et ouverts sur des perspectives à plus long terme réactivant les contenus politiques globaux de la gauche : comment réévaluer ce que naguère nous entendions par l'alliance travail-

Etat, comment reprendre l'initiative sur le terrain des instruments publics de développement et de la planification démocratique, toutes questions qui suivent aujourd'hui un cours bien contraire au point de sembler quasiment sorties du débat public et qu'il nous appartient de reformuler compte tenu de l'expérience (en ce qui concerne, par exemple, voyons le cas de Cockerill Sambre, la notoire insuffisance d'un *statut public* qui ne soit pas accompagné de structures d'intervention et de contrôle efficaces par les travailleurs concernés et par les citoyens).

Sans perdre de vue l'extension mondiale des enjeux, notre apport ne peut négliger la nécessaire dimension européenne de la régulation publique, ce qui nous engage à être très attentifs, dans l'esprit d'un nouvel internationalisme, à valoriser les projets communs les plus avancés parmi les forces sociales de la gauche européenne et à les intégrer dans nos projets spécifiques.

Au stade actuel des évolutions dans notre pays, on perçoit au moins deux priorités :

- a) celle du refinancement de pouvoirs publics afin de leur rendre une capacité d'initiative et d'en finir avec le discrédit dans lequel les jette leur paralysie : il y va de crédibilité même de tout projet d'action collective autre que la simple gestion administrative d'une pénurie organisée.
- b) celle de la reconquête d'une large part de l'opinion populaire qui sous les effets de crise et de l'anémie idéologique et politique de la gauche installée dans l'appareil d'Etat manifeste aujourd'hui sa protestation en soutenant, électoralement du moins, les discours réactifs et haineux des formations d'extrême droite.



démocratie représentative, formelle et participative, les termes d'un débat ¹

gabriel maissin *

Il fut un temps, où nombre d'esprits lucides se permettaient de critiquer la démocratie représentative dans sa forme parlementaire. Au siècle des Lumières, un certain Rousseau affirma même qu'un peuple qui se donne des représentants n'est plus libre. Plus tard on ne manqua pas de souligner que ce qui devait incarner l'intérêt général n'était qu'une assemblée de propriétaires et de notables. Et même lorsqu'elle cessa d'être fondée sur la richesse et le rang, la représentation nationale n'en resta pas moins pendant de longues années, une assemblée de mâles.

Aujourd'hui, au terme d'un périple de près de trois siècles, ce système ne semble plus devoir être remis en cause dans son

* Gabriel Maissin est économiste, signataire de «Charte 91» au sein de laquelle il anime le groupe de travail «Economie et société».

1. Reconnaissance de dette envers quelques ouvrages :

- *Les paradigmes de la démocratie*, sous la direction de Jacques Bidet, P.U.F. 1994 (et en particulier les contributions de J-M Vincent, Tony Andréani, André Tossel).
- *Éthique et philosophie politique*, sous la direction de F.Recanati, Odile Jacob, 1988.
- *La pensée politique de Karl Marx*, M.Barbier, L'Harmattan, 1992..

fondement. Son destin, comme celui de toutes les choses mûres, est de s'amender, de servir de modèle et de référence pour tous et partout. Et le philosophe André Tselin peut même affirmer : *«Si les promesses d'une démocratie sociale des producteurs ont avorté dans un despotisme qui a conjugué régression en matière de libertés publiques et individuelles et inefficacité économique et sociale, il faut voir dans la démocratie libérale-sociale la seule méthode et la seule forme de vie politique. (...) Elle est devenue comme une langue maternelle que n'importe quelle classe ou n'importe quel groupe peuvent utiliser, un élément décisif de civilisation transmissible d'une époque à une autre, et même d'un mode de production à un autre.»*

Certes, admettre qu'il est le meilleur système possible, n'implique pas une unanimité sur les modalités de son fonctionnement, ni une insensibilité à ses défauts, ou aux dangers qui le menacent. Et Tselin ne se prive pas de souligner «la fragilité» du système, ses contradictions, voir les apories qui émaillent l'argumentation qui le sous-tend.

Mais rend-on un service à «la» démocratie en «l'universalisant» de la sorte ? Ne commet-on pas une erreur symétrique à celle commise face à «l'offensive du marché» menée par le néolibéralisme dans les années 80² ? On a commencé par reconnaître qu'il était la modalité dominante de l'activité économique³, le meilleur et le plus sûr des régulateurs. Pour finir par décréter que «le marché est l'état naturel de la société». La gauche a adapté sa stratégie en proclamant, suivant le cas, qu'il fallait «être aussi bon, ou même meilleur gestionnaire que la droite», ou que son rôle était d'encadrer les excès du «capitalisme sauvage». Le résultat de cette adaptation est aujourd'hui connu : la contrainte «économico-budgétaire», est devenue l'arbitre de dernier ressort de tout débat politique.

2. Pour cette thématique, cf. G. Maissin "La société réduite au marché. Un aperçu de l'idéologie néolibérale", *Critique communiste*, Paris, Mai 1995.
3. Un homme de gauche aussi respectable que Jorge Semprun ne déclarait-il pas au journal *Le Monde* en avril 1994 : *«La gauche devrait convenir (...) qu'il n'est pas possible, ni souhaitable de sortir de l'économie de marché, tout en sachant que celle-ci crée en permanence (...) des accumulations de pouvoir, de monopole, des poches d'inégalités, qu'il faut corriger en permanence. Par une intervention sociale et non seulement étatique, bien entendu.»*

Peut-on se contenter d'une démarche du même type en évoquant les problèmes de fonctionnement de la démocratie ? Doit-on se contenter, au soir de chaque élection, de constater les dysfonctionnements, les désaffections, les menaces qui affectent notre système démocratique, tout en prétendant qu'il est intangible ? Sur le terrain proprement politique, comme sur celui de l'économie et du social, la gauche est confrontée à une alternative. Ou elle penche vers une logique centrée sur la reproduction de ce qui existe, ou elle s'engage dans une logique de transformation maîtrisée de «la» démocratie. Elle fait sienne ce principe : «la forme n'est que le fond qui refait surface» et se propose de donner à l'organisation démocratique d'autres modalités et donc d'autres fondements.

Pour esquisser, modestement, cette voie, trois registres devraient être ouverts : une critique de la représentation démocratique, une discussion de ses mécanismes formels et une mise en perspective des formes directes et participatives.

du bon usage de la représentation

On admettra, que tout système démocratique implique, inévitablement, représentation, division des tâches, décision des uns au nom des autres, discontinuité dans les formes de participation. Pour autant, peut-on considérer que la représentation politique est sans problème et qu'elle a trouvé sa forme définitive dans la démocratie parlementaire libérale ?

Nous voyons au moins trois limites à la démocratie représentative qui devraient être dépassées : les obstacles à la représentation, l'agencement des échelons de cette représentation et son caractère auto-référentiel.

Il n'est pas besoin de longues démonstrations pour s'apercevoir que la sommation des opinions des individus à travers les mécanismes électoraux ne garantit pas des équilibres politiques et sociaux équitables. La représentation politique est pleine de distorsions. Les groupes et individus qui s'insèrent dans les relations sociales ne sont pas dans les mêmes positions face aux phénomènes de pouvoir. Sur le plan économique, mais aussi culturel, les uns ont beaucoup de pouvoirs, les autres peu ou pas. C'est banal. Mais ne faut-il pas rappeler que lorsque l'on dispose de peu de ressources

matérielles, culturelles, voire symboliques, on ne peut participer de manière intense aux échanges politiques. Lorsque l'on est pris dans des dispositifs de domination, on a beaucoup de mal à faire émerger une volonté collective, ou des participations individuelles efficaces. Or la représentation politique n'est pas le lieu où cette domination s'atténue et où se crée un espace pour un «rééquilibrage» de ces pouvoirs. Au contraire, les mécanismes qui maintiennent les inégalités et la domination continuent d'y jouer pleinement.

Ainsi n'est-il pas significatif de voir que le rapport de subordination permanente des salariés dans l'organisation du travail se reproduit dans le champ du politique ? Certes, leurs représentants peuvent défendre leurs intérêts au travers d'une action parlementaire. Mais il y a un revers à la médaille : cette participation est particulièrement ambiguë. Elle est placée sous le signe de la renonciation du plus grand nombre à suivre de près leurs propres affaires par manque de confiance dans leurs propres capacités. Pour une petite minorité, elle signifie une ascension sociale, très chargée symboliquement, mais qui les lie très étroitement à «la logique d'appareil». Ces deux éléments se combinent de telle sorte que la participation du citoyen-salarié au travers ses grandes organisations est souvent passive et conformiste⁴.

Au niveau des rapports sociaux de sexe on peut constater que la discrimination dont les femmes sont l'objet à différents niveaux de leur existence, en étant obligées de s'accommoder de relation de type patriarcal, se reproduit et se maintient au sein de la représentation politique. On aurait même tendance à dire que l'écart entre le poids «social» des femmes (combinant l'essentiel des responsabilités, les anciennes liées au foyer et les nouvelles dans le travail et les activités sociales en général) et leur représentation politique se creuse.

L'ensemble des mécanismes de représentation ne parvient donc pas à dépasser les structures de domination existantes dans la société. Ce n'est qu'à certains moments d'avancée démocratique importante que l'on peut entrevoir un relâchement de ce rapport. Comme ce fut le cas lors de la conquête du suffrage universel et comme cela pourrait être le cas demain par la conquête de la parité homme-femme, ...

4. Le propre de ce conformisme est de se développer dans des organisations dont la matrice originale était bel est bien «l'émancipation par l'action collective».

La démocratie représentative ne peut donc progresser que si les structures de domination sociale qui pèsent sur elle et qu'elle contribue en retour à maintenir, reculent.

La seconde limite de la démocratie représentative se situe dans l'agencement des échelons de cette représentation. En principe nous élisons des députés qui font les lois et qui mandatent un gouvernement pour les appliquer. La séparation des pouvoirs législatif et exécutif (on laisse, ici, de côté le judiciaire) vise à lier l'action des gouvernants par des lois tout en leur laissant une certaine autonomie, garante de l'efficacité de l'action publique. La réalité est pourtant tout autre. C'est le pouvoir exécutif qui dispose de la plus large initiative en matière législative et qui donne tout le contenu aux lois par son pouvoir réglementaire. Ce ne sont donc pas des représentants qui conduisent les affaires de la nation, mais des représentants de représentants. Aux citoyens le choix des députés, aux députés le choix d'un gouvernement, au gouvernement la décision politique. Quant au travail des députés, il est encore l'objet de la sollicitude des partis et des accords qu'ils nouent entre eux, au niveau de leurs états-majors. Loin de contrôler le gouvernement, les assemblées parlementaires sont davantage contrôlées par ce dernier qui les insère dans sa stratégie de survie ou d'auto-reproduction. Des mécanismes de pouvoirs spéciaux, à ceux plus subtils de la «plomberie dehaenienne», le véritable maître de la représentation n'est pas le corps électoral, mais l'exécutif.

Bref, le pouvoir de l'électeur-citoyen est davantage comparable à celui du petit actionnaire qui peut certes voter avec ses pieds lors de l'assemblée annuelle, mais dont la capacité à infléchir la politique de l'entreprise est nulle.

La troisième limite concerne le caractère autosuffisant, ou auto-référentiel de la démocratie représentative. Il appartient aux institutions en place de décider de leur propre changement, sans avoir besoin d'obéir à des impératifs externes. Comme le disent les juristes, tout changement doit être légal, conforme aux règles du système. Mais, c'est le système lui-même qui fixe les règles permettant sa modification.

La représentation démocratique ainsi «instituée» ne se croit plus obligée de se remettre en cause périodiquement. La révision des bases constitutionnelles est un fait exceptionnel⁵

5. Typique de ce désintérêt, la gauche française qui n'a pas cru bon

dans la plupart des systèmes parlementaires. Et si on doit y recourir comme ce fut le cas en Belgique, c'est sur base d'accords longuement mitonnés dans le cadre de «conclave» entre partis, par ratification parlementaire et en excluant toute forme «d'appel au peuple» par référendum. Le «constitué» est de plus en plus éloigné de son «constituant». Mais plus largement, la tendance dominante de la démocratie représentative est de refouler les changements, d'y être indifférente ou de les prendre en compte avec beaucoup de retard. C'est ainsi que la société peut être complètement désarticulée par un chômage massif sévissant sur plus d'une décennie, sans que l'on ait trouvé le moyen d'en faire un débat parlementaire de premier plan, ou pire en présentant les quelques escarmouches qui en ont tenu lieu, comme la preuve de la haute compréhension de l'enjeu.

Les phénomènes de désaffection, voire de désertion que l'on observe un peu partout traduisent ce profond malaise face aux formes traditionnelles de la vie politique, marquée par ce fétichisme des institutions et ce jeu auto-référentiel.

Une plus large reconnaissance des limites de la représentation politique, loin de l'affaiblir, la ferait «redescendre sur terre» et la mettrait à portée du changement. Car à force de considérer les doutes, les critiques, le scepticisme qui l'assaillent comme une sorte de «pathologie de l'anti-politique», on finira par accréditer la thèse qu'elle est effectivement un «point fixe» hors de portée de la société, et à ce titre, elle finira par être rejetée.

les aspects formels, révélateurs de questionnements plus profonds

Aux lendemains de chaque élection, ce sont les aspects formels qui reviennent sur le devant de la scène. On peut le regretter, mais on aurait tort de négliger ces différentes questions formelles. Elles méritent une certaine attention et ne sont

(suite de la note 5)

d'engager une réforme des institutions de la V^e République, pourtant baptisées en son temps par Mitterrand de «coup d'état permanent».

pas sans rapport avec les autres problèmes soulevés ici. Prises au sérieux et replacées dans un contexte argumentaire plus large, ces questions techniques peuvent servir de points d'entrée dans un projet de transformation plus large.

Ainsi, l'obligation du vote s'appuie sur une certaine vision de la représentation. Défendre cette obligation est directement lié au fait que la représentation populaire, bonne ou mauvaise, est préférable à son affaiblissement. Maintenir le vote en case de tête, signifie que l'on désire toujours pouvoir pondérer son choix entre celui des «personnes» et celui d'un parti ou que l'on désire ne pas céder à la dérive de la personnalisation envahissante. Militer pour la représentation paritaire entre femmes et hommes n'est pas étranger à la reconnaissance des difficultés accumulées par la société patriarcale à l'encontre des femmes et ouvre à une autre vision du genre humain. Défendre le référendum, parmi les modalités du fonctionnement de notre démocratie, n'est pas moins riche d'enseignements. Tant par les arguments que ses partisans peuvent avancer sur des registres très différents⁶, que par les réticences, voire l'hostilité que ces propositions suscitent.

démocratie participative

Le troisième axe de discussion est constitué par les éléments de la démocratie directe ou participative qui devraient être revalorisés.

Il est difficile de défendre la démocratie directe comme principe unique et antagonique à la démocratie représentative. On ne voit pas pourquoi tout le monde serait prêt à tout moment et en tout lieu à participer aux affaires publiques. On ne voit pas pourquoi il y aurait un passage simple des activités sociales aux activités politiques. La politique n'est pas un simple reflet du social, elle est le fruit d'échanges multiples qui ont pour objet des décisions et des interventions collectives. Elle

6. Hugues Dumont, juriste universitaire, avait, à l'époque de la dernière réforme de l'État, développé une argumentation intéressante en faveur d'une consultation populaire sur la fédéralisation de l'État, malgré l'absence de cette procédure dans la constitution. Voir Charte 91, n°2, novembre 1992.

implique également, lorsque l'on ne s'en tient pas à la gestion routinière, des jugements sur ce qui est fait et sur ce qui est à faire. Bref, la politique doit produire des convergences, à partir de différences et de divergences.

Ce dont il est question lorsque l'on évoque les formes directes ou participatives de la démocratie, c'est essentiellement la possibilité de réduire la distance qui sépare gouvernés et gouvernants, administrés et administrateurs. Car à y réfléchir, la démocratie n'est pas simple garantie de la libre expression d'opinion, elle n'est pas simple procédure de délégation et de contrôle. Elle doit, pour survivre et se développer, permettre une reprise en main de leur activité par les groupes et les individus. Dans ce sens, le terme de démocratie participative est préférable au terme de démocratie directe. Ce dernier fait davantage référence aux mécanismes de décisions et de contrôle qui doivent être aussi « courts » et « transparents » que possible. Ce qui est une bonne chose en soi, mais qui ne souligne pas suffisamment l'autre aspect, celui de la participation effective des citoyens, non seulement à la décision, mais aussi à deux autres stades :

- la préparation à la prise de décision, l'inventaire des objectifs et des moyens, la recherche des données, la formulation claire et argumentée des choix à faire, etc.
- la mise en application avec son suivi, les ajustements et l'évaluation.

Contrairement à une certaine vision « idéale » de la politique identifiée aux « grands choix de société », des éléments de démocratie participative devraient être instaurés partout où les acteurs peuvent non seulement prendre les décisions, mais également en assurer le contrôle et l'application. On songe ainsi à des niveaux de la vie sociale, à des localisations précises telles que les quartiers, les entreprises, les écoles, ... ou à des secteurs plus vastes comme ceux de la santé, des transports, de la défense de l'environnement ou de l'enseignement.

Tout autant, sinon plus, que les formes représentatives, les formes participatives soulèvent des objections. Elles ont trait à la compétence nécessaire, à la délimitation des matières, à la disponibilité des acteurs, etc.

Mais, si ces objections fournissent une abondante matière à débat, les véritables obstacles à l'instauration de tels méca-

nismes participatifs ne se situent pas du côté des individus-citoyens mais bien du côté des structures économiques et sociales. La démocratie participative au sein des entreprises n'est pas pleinement envisageable dans le cadre du système de propriété privée actuel. La gestion par les étudiants et les enseignants de l'enseignement supérieur n'est pas pensable, si celui-ci reste écartelé entre son rôle de recruteur des élites et de pourvoyeur d'une force de travail adaptée aux seuls impératifs du marché. Ainsi réapparaît, à ce niveau aussi, l'impossibilité de penser les « formes de la vie démocratique » sans penser la transformation des autres structures de la société.

Est-ce pour autant une difficulté irréductible, qui nous forcerait à attendre le « matin du grand soir » et renoncer à toute avancée dans le domaine de la démocratie participative ? Pas du tout. Il est possible de travailler dans cette direction, au moins sur deux plans.

D'abord en incluant dans l'ensemble des revendications et de l'action politique et sociale les conditions de l'exercice de ce droit à la participation.

Par exemple, l'argumentation en faveur de la réduction radicale du temps de travail doit inclure cette dimension. Une des fonctions du temps libéré devrait être de permettre d'augmenter le degré de participation du citoyen. Ou encore à revendiquer une extension des moyens dans le domaine de l'éducation permanente, assurant une formation dans toutes les matières de cette nouvelle citoyenneté. Ou en ne laissant pas tomber en désuétude les instruments existant au niveau de la démocratie économique et sociale⁷.

Ensuite, en mettant en place des formes de démocratie participative, partout où cela est déjà possible et en prenant en compte au maximum les résultats obtenus dans d'autres instances. Au niveau communal, des majorités progressistes pourraient mettre en place de tels mécanismes et s'y référer régulièrement aux autres niveaux de pouvoir.

7. Il est troublant de constater combien les gestionnaires des ressources humaines sont attentifs à tirer profit de cette aspiration des travailleurs à la participation, au moment où, du côté syndical, des concepts comme contrôle ouvrier ou autogestion semblent relever d'un passé mythique.

Le niveau de la démocratie participative est sans doute celui qui apparaîtra à beaucoup comme le plus «utopique». Pourtant, c'est peut-être à ce niveau que se trouve le meilleur antidote à l'individualisme libéral et à son effet dévastateur. Car au sein de ces pratiques de participation, c'est à la reconstruction de liens sociaux qu'il s'agit d'œuvrer.

Mener le débat aux trois niveaux, celui des modalités du système représentatif, celui des règles formelles et celui de l'élargissement des formes participatives, est une façon possible de donner une certaine cohérence au combat progressiste pour la démocratie. Dans cette logique, «plus» de démocratie ne débouchera pas seulement sur la conquête de «droits nouveaux», mais aussi sur la transformation vers une autre démocratie.

C'est peu dire que la conjonction qui paraît indépassable de l'économie sous régime capitaliste et de la démocratie libérale représentative nous place à la croisée des chemins. Ceux qui ne veulent pas croire à un effondrement possible du système, devraient au moins être attentifs aux signes des tendances qui le minent de l'intérieur. Indubitablement, la crise du système de représentation est l'un d'elles. Dans pareille situation, si de nouvelles possibilités ne sont pas mises à jour, si des transformations ne sont pas entreprises, on peut craindre pour sa vitalité... Après tout la vraie vitalité n'est pas de durer, mais de naître.

des assises ? pour une école debout !

jacques liesenborghs et robert tellon

Les premières Assises de l'enseignement marqueront incontestablement une étape dans l'histoire de notre système scolaire, mais aussi dans celle des relations sociales. Il suffit pour illustrer notre propos de se replonger dans les quelques positions tranchées qui se sont déjà exprimées : l'«A bout portant» de Christophe Derenne (Le Soir du 21 décembre), la carte blanche de Robert Manchon de la CGSP - Enseignement (Le Soir du 18 janvier) ou celle de Philippe Van Malder (Le Soir du 10 février) ainsi que les nombreux communiqués syndicaux dont un plus important que les autres : Timeo Danaos; je me méfie des Grecs.

Les Assises ont déjà fait et continueront à faire couler beaucoup d'encre.

Une question s'impose dès lors : pourquoi un tel «engouement» autour de ce qui, au départ, pouvait sembler n'être qu'une ruse de l'Exécutif de la Communauté française pour mieux dissoudre la contestation étudiante qui s'était fait entendre plusieurs semaines durant ?

Pour répondre à cette question, il nous faut remonter à l'origine du processus.

Octobre : les étudiants sont dans les rues. Le décret «grandes écoles» est contesté.¹ Las, le Ministre Lebrun est resté sourd aux critiques. Face à la mobilisation massive, il s'accroche; le traditionnel fusible refuse de sauter. La contestation gonfle et, en prenant de l'ampleur, amène au premier plan un déficit de confiance et une critique du fonctionnement politique traditionnel.

La majorité PS-PSC sent enfin qu'il faut un geste fort. Charles Janssens, chef de groupe PS au Conseil de la Communauté française, propose sur les antennes de la RTBF que le Gouvernement organise des Etats Généraux de l'enseignement. Les étudiants continuent à réclamer l'abrogation du décret. Finalement ils obtiendront une suspension de fait du décret par le vote d'une motion au Conseil de la Communauté française et en sus, le Gouvernement propose d'organiser des Assises de l'enseignement.

L'idée étant lancée, il restait encore à la concrétiser.

A la surprise générale - et surtout à celle du Gouvernement de la Communauté - la cellule représentative des étudiants dépose quelques jours plus tard un document complet de seize pages contenant une proposition, finalisée dans les moindres détails, pour l'organisation des Assises.

La capacité qu'ont eue les étudiants de déposer en si peu de temps un document aussi complet démontrera une fois de plus la capacité de travail et d'innovation des leaders du mouvement. Ceux-là même qui, en déposant les seize pages le 1^{er} décembre au Gouvernement, en font un document incontournable.

1. Pour rappel, Ecolo n'a pas attendu que les étudiants descendent dans les rues pour critiquer tant les trois versions du document «réformer pour mieux former» que la bonne dizaine d'avant-projets de décret du Gouvernement. Près de cent amendements furent déposés qui remettaient profondément en cause la logique économique du projet.

les intentions initiales des promoteurs

Pour comprendre les enjeux aujourd'hui sur la table, il faut remonter à ce document «brut». Il nous permet de mieux comprendre le projet et les intentions initiales des étudiants. Celles-là même qui se verront répétées dans chaque interview tant par Christophe Derenne, initiateur du projet, que par Philippe Henry, Président de la Fédération des Etudiants Francophones.

«Dans un premier temps, écrivent les étudiants, l'objectif des Assises sera d'élaborer et de présenter au monde politique un mémorandum sur les finalités et l'organisation de l'enseignement. Ce résultat devra être obtenu après un large débat dans la communauté éducative sans déterminer a priori quelles seraient les questions de contenu à traiter. Dans un deuxième temps, il s'agira de profiter de la dynamique de délibération ainsi lancée pour favoriser l'émergence de projets qualitatifs concrets.»

Réflexion sur les finalités par l'organisation de débats décentralisés devant déboucher sur des initiatives de terrain, voilà résumé en une phrase le projet étudiantin. Derrière cette phrase on peut lire l'analyse qu'ils font des carences des politiques de ces vingt dernières années : aucune réflexion ni définition des objectifs à assigner à notre enseignement et aucune implication des acteurs de terrain dans ce processus de réflexion et d'action innovante.

Qui ne peut partager ce constat ? Ce n'est pas la radioscopie réalisée suite aux grèves d'enseignants de 90-91 qui nous prouvera le contraire. Confinée dans des sphères d'experts, elle n'a pu catalyser les projets novateurs exprimés au long des semaines de grève.

Qui pourrait réfuter la nécessité de réfléchir sur les objectifs ? Personne, et certainement pas les partenaires sociaux traditionnels qui, les premiers, ont planché sur la problématique pour aboutir à un des documents les plus pertinents jamais produits par les acteurs éducatifs de la Communauté française ; à savoir le texte élaboré par le Conseil de l'Education et de la Formation définissant les objectifs généraux de l'enseignement.

Le travail des acteurs institués débouchant sur ce document a permis d'allumer un premier feu que le Ministre Di Rupo s'est empressé d'éteindre en classant le travail dans un tiroir fermé à double tour. La proposition des étudiants, en prenant ce texte comme document de base pour la réflexion des agoras et en le diffusant à plus de 50.000 exemplaires devrait favoriser l'émergence d'autres brasiers dans bon nombre d'établissements.

Certains acteurs collectifs craignent aujourd'hui un détricotage du texte initial du CEF. Ils refusent dès lors que les agoras installées dans chaque établissement puissent mettre en débat un texte qui a fait l'unanimité des partenaires sociaux. Nous pouvons regretter qu'ils ne se soient pas exprimés avec autant de vigueur quand leur beau texte était mis au frigo, par manque de moyens élémentaires disponibles pour sa diffusion.

Nous ne partageons pas la crainte ainsi exprimée. Au contraire, un débat ouvert autour de ce texte permettra :

- primo, de faire prendre conscience et connaissance de ce texte et des objectifs qui y sont inscrits;
- secundo, de faire partager ces objectifs par les acteurs de terrain qui sont ceux par qui les objectifs devront trouver une traduction et surtout une application concrète;
- tertio, de les améliorer et au besoin de les compléter;
- enfin, une fois débattus et amendés, ils en sortiront renforcés par la dernière étape attendue par les étudiants, à savoir la rédaction, à la suite des assises, d'un décret sur les objectifs généraux.

Cette démarche originale inaugure un nouveau processus social. Il conserve l'avantage d'associer les partenaires sociaux collectifs (avantage acquis au sortir de la seconde guerre mondiale) tout en impliquant les citoyens, acteurs de terrain et en leur faisant partager les avancées sociales. Ainsi, les réformes n'apparaîtront plus comme imposées par le haut - avec ou sans la « complicité » des syndicats - mais elles s'imposeront sous la pression des citoyens via les structures où sont représentés les partenaires sociaux collectifs. C'est, selon nous, un moyen important pour combler le gouffre entre les citoyens et le politique, gouffre au-dessus duquel les acteurs traditionnels se trouvent pour l'instant obligés de faire le grand écart, au risque d'y tomber un jour ou l'autre.

un laboratoire de la société politique

Reprenons, pour poursuivre l'analyse, le schéma contenu dans le journal numéro 1 des Assises. Au départ il y a les acteurs collectifs traditionnels qui s'accordent autour d'un texte. Christophe Derenne dira (*Le Soir* 21/12/94) «*Les assises, c'est ce qui peut venir après ce que le CEF a fait*». Ensuite il y a les acteurs de terrain qui s'approprient ce texte, le confrontent à leur réalité, le critiquent tout en s'en inspirant pour introduire des innovations. Les critiques et les initiatives prises remontent aux acteurs traditionnels et sont exprimées lors des journées d'Assises. Dernière étape : les acteurs collectifs, forts de ce qui se sera exprimé tout au long du processus rédigent de concert un memorandum qu'ils déposent sur le bureau du nouveau Gouvernement de la Communauté française. La légitimité de ce memorandum sera d'autant plus forte que le processus aura pu impliquer un nombre suffisant et diversifié d'acteurs de terrain.

En fait, si l'on suit le schéma, les syndicats et autres acteurs collectifs se trouvent en amont et en aval de la discussion décentralisée. Ce double renforcement, cette double légitimation du travail des acteurs institués ne peut que leur être bénéfique. En rédigeant et diffusant largement leur propre questionnaire, ils se sont imposés au cœur du processus. Ce qui n'a pas toujours contribué à clarifier le débat, et a même entraîné un nombre respectable de délégués à refuser d'organiser le moindre débat.

La démarche «processuelle» proposée par les étudiants dans le domaine de l'enseignement est ce que Jacques Bauduin qualifie de «*laboratoire de la société politique*. En ne se satisfaisant pas de la monopolisation du processus de décision par les partenaires traditionnels de notre démocratie concertative, en ouvrant l'espace public de l'Ecole à de nouveaux acteurs, en refusant son confinement et sa monopolisation, écrit-il, les dieux et demi-dieux antiques ont fait preuve d'une imagination institutionnelle qui, si l'imagination politique suit, pourrait permettre de soumettre les questions de l'école à des contraintes de légitimation plus fortes».

A l'intersection de l'Etat, des acteurs institués, des individus et de la société civile se trouverait ainsi la **société politique**. Citons une nouvelle fois Jacques Bauduin : «*La société poli-*



tique, c'est ce qui, par des procédures et des institutions adéquates, donne une portée générale et durable aux mobilisations de la société civile et aux exigences d'une participation active à la vie publique. Il ne s'agit donc nullement d'opposer la représentation politique aux multiples modes de représentation surgis de l'intérieur de la société. La société politique assemble ce qu'il y a de fécond dans les expressions sociales et la représentation politique légitime».

De tels développements d'espaces publics pourraient rapidement trouver à s'appliquer dans d'autres domaines. Nous pensons par exemple au secteur culturel ou au monde du travail. Il est intéressant de remarquer qu'en fait une méthode similaire venait d'être expérimentée pour la rédaction du rapport général sur la pauvreté. A cette occasion, les acteurs ont eu recours aux citoyens les plus pauvres pour la construction du document aujourd'hui public. L'intérêt du rapport sur la pauvreté réside autant dans son contenu que dans la démarche adoptée. Comme réponse au poujadisme latent et à l'extrémisme grandissant, de telles «mises en marche des citoyens» nous semblent plus prioritaires que l'organisation de référendum populaires. En «réimpliquant» les étudiants, les parents et les enseignants les Assises devraient contribuer à inverser le mouvement de repli général vers la vie privée en montrant qu'il y a du sens et du plaisir à participer à la gestion des affaires communes.

Le document des étudiants recèle encore d'autres changements méthodologiques qui méritent d'être soulignés. Ceux-ci n'occupent malheureusement plus une place aussi importante dans le document final. Parmi ces éléments citons la volonté d'éviter de confiner le débat au seul monde de l'éducation. Ces Assises auront le mérite de s'adresser à tout le monde. Il ne faut pas attendre de convocation pour participer aux Agoras. Il faut y aller parce qu'on a quelque chose à y dire ou à y apprendre. *«Afin d'enclencher un véritable débat de société sur la question, il est souhaitable, écrivent les étudiants, que tous les acteurs qui le désirent s'expriment également.»* Parmi ces acteurs les étudiants mettent aux premières loges les organisations d'éducation permanente, les associations de lutte contre l'exclusion et les entreprises.

Le monopole de la réflexion sur l'école est brisé. Les étudiants proposent un débat de société. Espérons que certains saisi-

ront la balle. Nous ne doutons pas de l'apport qualitatif qu'ils pourraient ainsi amener aux travaux d'Hercule, d'Hermès et de Vulcain, cellules chargées de synthétiser les déclarations fournies par les agoras.

Il ne faut toutefois pas se faire trop d'illusion. Même si notre contribution se décline résolument sur un ton optimiste, un processus qui change aussi radicalement les habitudes ne peut réussir en une seule fois. Les couacs du début en sont une preuve. Les réticences des leaders syndicaux en sont une autre. Tout a certainement dû aller trop vite. Les étudiants, en plein apprentissage de leur rôle de partenaires sociaux, ne pouvaient se permettre de reporter le débat sur le refinancement à l'année prochaine. En forçant un peu la main et le ton, ils ont heurté certains de leurs partenaires. L'expérience leur apprendra que la patience est également une vertu. D'autant que leurs leaders n'ont pu éviter certains écueils : ainsi on a pu constater une méconnaissance des dynamiques et résistances propres au milieu scolaire et à ses nombreux acteurs polarisés, institutionnels et/ou volontaires. On nous a rapporté une image un peu méchante qui donne à penser : «ce sont de jeunes crevettes égarées dans un panier de crabes» ! En outre nous - qui considérons l'enseignement fondamental comme la priorité des priorités - devons bien constater que les étudiants ont développé une approche très universitaire, un langage assez rébarbatif, impropre à mobiliser des acteurs profondément marqués par les hiérarchies surannées de l'institution scolaire.

Ces «péchés de jeunesse» ne devraient pas éclipser un fait majeur : la volonté de sortir du corporatisme étudiant, d'élargir le débat sur les finalités à l'ensemble du système de formation. Cet élargissement est d'autant plus important que -au-delà des finalités- c'est aussi le refinancement qui a été remis au cœur du débat. Ecolo en a fait un cheval de bataille tout au long de la législature. Aucune de nos interventions sans conclusion «re-financière». *Delenda Carthago...*

Le mouvement étudiant aurait pu déboucher sur l'octroi de nouvelles enveloppes à l'enseignement supérieur. En interpellant clairement les partis sur le refinancement de tous les niveaux d'enseignement, les étudiants ont relancé dans le public un débat habilement enterré par Di Rupo en 92. Nous ajouterons que - pour nous - c'est l'ensemble des compéten-

ces de la Communauté française et plus largement l'ensemble des services publics qui doivent être refinancés !

Il ne faudrait pas qu'à cause de petites tensions inévitables on en vienne à discréditer la méthode elle-même. En jouant le jeu des Assises et en les répétant, par exemple dans deux ans, on s'engage dans un processus long et lent, mais combien exaltant de transformation sociale.

les bâtons de laurette

La proposition initiale contenait une autre révolution douce. *«L'administration incarne la mémoire et la continuité du service (au) public. C'est également elle qui permet d'éviter les erreurs du passé»*, écrivent les étudiants en justification de leur proposition de créer une cellule Minerve composée de fonctionnaires volontaires et chargée de développer d'une part un rôle de conseil tout au long des Assises et d'autre part de prévoir et mettre en œuvre des soutiens aux initiatives.

Enfin un acteur se préoccupait de sortir l'administration de l'isolement dans lequel les exécutifs successifs la confinaient. Malheureusement, le Gouvernement ne s'est pas fait prier pour remettre les choses en place. Pas question d'offrir cette tribune aux fonctionnaires. Sous prétexte de manque de temps et de ressources disponibles, l'administration a été retirée du schéma par une Ministre-Présidente craignant certainement que le potentiel de ressources de ses propres fonctionnaires nuise plus qu'il ne serve l'image du Gouvernement.

Ce n'est d'ailleurs pas le seul bâton que Laurette Onkelinx est venue glisser dans les roues étudiantes. En retardant le projet de plus d'un mois, en limitant strictement les moyens mis à la disposition des organisateurs, en post-posant le versement des fonds nécessaires, la Ministre-Présidente a tout fait pour enrayer le projet. La responsabilité du gouvernement dans les difficultés de lancement du processus est largement engagée. L'objet de cette contribution n'étant pas de faire une critique de l'action gouvernementale, nous nous limiterons à ces quelques illustrations, tout en soulignant que ces entraves imposées risquent de remettre en cause l'efficacité et la portée de la méthode elle-même.

Nous avons vu combien la proposition étudiante était innovante, sans pour autant avoir la prétention de se substituer au fonctionnement habituel de nos structures de concertation sociale. Plus que de renier la démocratie représentative, il s'agit de la revivifier. Pourquoi dès lors a-t-elle soulevé une telle levée de bouclier ?

les réserves syndicales... et leurs limites

Pour mieux comprendre le fondement de certaines réticences, regardons tout d'abord la carte blanche de Robert Manchon (*Le Soir* 18/01/95). Celui-ci précise que ce qui le dérange dans le terme «Assises», c'est précisément le fait qu'au pluriel il signifie - si l'on en croit le Larousse - *«ensemble des éléments qui donnent de la solidité à un système : les Assises de la Société»*. Les initiateurs n'auraient pu trouver meilleure définition. Les Assises de l'enseignement font le pari de contribuer à donner de la solidité, nous dirions même, de donner «sens» au système éducatif.

Là où le responsable CGSP a certainement raison dans sa critique, c'est lorsqu'il affirme que *«si l'on veut vraiment réfléchir sur l'enseignement, son rôle, son devenir, ses moyens, ses finalités, avec une idée de prospective et de progrès, il faut que le politique, celui qui décide, s'y investisse avec autre chose qu'un boullier-compteur»*. La place réservée par les étudiants aux partenaires politiques est manifestement trop faible, c'est évident. Ils ne les mettent pas en dialogue avec les lieux de débats décentralisés. Ils ne leur permettent ni de diffuser, ni de confronter leurs projets déjà pensés pour l'Ecole. Ils limitent quasi le rôle du politique à être le réceptacle des conclusions des Assises.

Un autre élément souligné par les syndicats est le non respect d'une parité idéologique stricte et d'une répartition des places tout aussi stricte entre réseaux. En tant qu'écologistes, nous ne pouvons partager ce point de vue. Ce type de division ne fait que renforcer les clivages tout en assignant aux mandatés un rôle de contrôle des uns sur les autres.

Les manifestants avaient découvert en 90 et 91 que la pilarisation et les cloisonnements les maintenaient dans la méconnaissance les uns des autres et servaient d'autres intérêts que

ceux des jeunes et enseignants. Les étudiants ont tenu des propos audacieux (peut-être un peu légers?) sur les réseaux. C'est la force de la jeunesse de nous rappeler que l'avenir pourrait se vivre de façon plus dynamique et pluraliste que l'état de «guerre froide» larvée que connaît notre enseignement. A notre avis, la question cruciale aujourd'hui est celle de savoir comment assurer le droit à l'éducation pour tous dans un service public; comment contrer les formes de privatisations larvées, les dérives élitistes et l'installation d'un enseignement à plusieurs vitesses.

Le décloisonnement passera inévitablement par un déblocage de la conception aussi stéréotypée que castratrice de répartition des mandats entre réseaux comme si ce dernier élément était capable à lui seul de structurer les différences sociales de notre Communauté. En laissant plus de place aux acteurs de terrain, en soutenant la mise sur pied d'agoras transversales (dans un même bassin scolaire, peu importe les réseaux), les étudiants indiquaient une voie à suivre novatrice.

Les Assises sont aussi l'occasion de battre en brèche la force d'inertie qui caractérise nos sociétés et leurs systèmes éducatifs; de lutter contre la tendance à s'enfermer dans un conformisme procédurier. Trop souvent, en effet, ce qui est nouveau est perçu comme source de danger, notamment pour ceux qui occupent une place importante dans le système ; dès lors, il faut casser - avant même d'y avoir réfléchi - toute innovation allant au-delà d'un simple travail de correction à la marge.

Les grands pas en avant (que l'on songe notamment à la sécurité sociale, à la réduction du temps de travail ou au suffrage universel) ont tous été pensés à contre-courant des idées dominantes. A l'époque déjà, les syndicats portaient ces avancées à bout de bras. Puisse-t-il en être de même aujourd'hui. L'occasion reste à saisir; il n'est pas trop tard pour comprendre l'enjeu fondamental que représentent les Assises. Après les grèves d'enseignants des années 90 et la mobilisation étudiante de 94, elles sont l'occasion, tout en revitalisant la démocratie par l'émergence d'une société politique, de mettre en chantier une réforme en profondeur d'un système éducatif qui en a bien besoin.

L'erreur serait pourtant de tout attendre de ces premières Assises. Les retards et difficultés rencontrés lors du lancement du processus, la crainte et la force de l'immobilisme qui gangrènent notre système scolaire ne permettront pas à cette première expérience de déployer toutes ses potentialités. Les résultats ne seront certainement pas à la hauteur des ambitions. Ne jetons toutefois pas la méthode avec le flot de crispations propre à un système aussi rigide que le nôtre.

En marche pour les secondes Assises.

mars 1995

documents

Les Assises de l'enseignement, sujet traité dans les pages qui précèdent par Jacques Liesenborghs, ont suscité débats et polémiques. Liesenborghs y fait d'ailleurs allusion, leur légitimité étant contestée, alors même que les promoteurs des Assises fondaient leur proposition sur un souci de légitimation par le débat. Le Soir a publié deux cartes blanches qui ont le mérite de présenter les arguments en présence de manière claire et synthétique. Il nous a semblé intéressant de les reproduire, d'autant que les deux auteurs sont bien connus des lecteurs des CM.

Jacques Bauduin, qui voit dans les assises une tentative de donner corps à la volonté de faire de la politique autrement, signe la première (le 23 mars 1995); Isabelle Stengers lui répond (le 3 avril 1995), en justifiant (au moins partiellement) les réserves - surtout syndicales - face à la mise sur pied des Assises. Le débat ne s'est d'ailleurs pas arrêté à ces deux publications, Jacques Bauduin ayant répondu à Isabelle Stengers en courrier des lecteurs. Toutefois, cette dernière mise au point concerne surtout l'appropriation de la notion d'écologie politique, I.S. contestant le bien-fondé de la référence qu'y fait J.B.; nous ne l'avons dès lors pas reproduite - et en bonne justice, nous avons aussi laissé tomber les passages de la carte blanche d'Isabelle Stengers qui avaient éveillé le courroux de Jacques Bauduin, donnant ainsi la priorité à l'exposé des idées sur la polémique.

vers la société politique ?

L'ouverture à de nouveaux acteurs du débat sur l'école s'est heurté à de violentes crispations, en particulier syndicales. La vigueur des diverses obstructions n'a rien d'étonnant, si on mesure à sa juste valeur le défi des leaders étudiants. En imaginant une architecture *sui generis* pour les assises de l'enseignement, ils n'ont rien moins que mis en question «les limites de la démocratie concertative à la belge» et ses processus de légitimation dirigés.

L'enjeu «démocratique» des assises déborde largement les ambiguïtés et les risques d'échec du processus. Une «nouvelle culture politique» s'y exerce, qui fait pleinement droit au seul principe de légitimité moderne : la participation la plus large

possible des citoyens au processus de formation des principes réglant la vie publique. Les «dieux et les demi-dieux antiques» ont fait preuve, jusqu'ici, d'une imagination institutionnelle qui, si l'imagination politique suit, pourrait permettre de soumettre les questions de l'école à des contraintes de légitimation plus fortes.

Rien n'est joué, et les mécanismes plus démocratiques ne peuvent, à eux seuls, assurer la réussite ou l'échec du conflit politique dont l'enseignement sera le théâtre dans les prochains mois. L'élargissement des acteurs bouscule trop de comforts et de pouvoirs, grands ou petits, pour ne pas susciter bien des crocs-en-jambe. Mais rien n'autorise de qualifier «a priori» de poujadiste un tel processus d'approfondissement démocratique susceptible, par contre, de délégitimer, par le renforcement des contraintes argumentatives, certains réflexes corporatistes.

A l'apolitisme utopique de tant de pratiques gouvernementales trop exclusivement gestionnaires qui rêvent de substituer l'administration des choses au gouvernement des humains, les leaders étudiants opposent une vision forte de ce qui n'aurait jamais dû cesser d'être la politique, «l'invention sociale des normes». L'école en Communauté française pourrait devenir un chantier et un symbole de l'approfondissement de la vie démocratique, un laboratoire de ce que l'on pourrait appeler «la société politique». L'architecture d'une société démocratique moderne devrait entrelacer ce qui n'existe que de façon trop limitée, trop opaque, trop instrumentalisée dans la société belge : procédures d'accès à l'information, de consultation et d'interpellation, espaces de discussion, espaces publics de proximité, espace médiatique qui devrait, plus et mieux qu'il ne le fait aujourd'hui, rendre compte de ces multiples formes de délibération et de négociation, voire les susciter, société politique où l'on puisse négocier et décider nouvelles normes et conventions.

enjeu de demain

Cet élargissement des espaces démocratiques permettrait une approche différente des multiples chantiers de notre vie publique : réforme de la sécurité sociale et invention de formes nouvelles de la solidarité, renouveau des services au public, régulation de l'audiovisuel, mutation des modes de communications et d'accès au savoir, pour ne citer que ces exemples. L'incertitude du champ politique et la complexité même de la décision obligent à parler sur un autre modèle de «gouvernementalité» impliquant une constante interaction entre gouvernants et gouvernés. Seule une telle configuration de la vie

politique peut rendre plus probable l'apparition de décisions moins arbitraires et plus raisonnables.

Distincte de l'Etat et du marché, la société politique ne s'assimile pas pour autant à ce qu'on a l'habitude d'appeler la société civile. Elle n'est pas que l'effervescence des syndicats, des associations, des groupes professionnels. Elle est à la fois le «chaudron de la citoyenneté», et plus que cela. Par l'invention de procédures et d'institutions adéquates de régulation étendues en principe à l'ensemble des acteurs concernés, la société politique donne une portée générale et durable aux mobilisations de la société civile et aux exigences d'une participation active à la vie publique. Elle offre la perspective d'un dépassement démocratique de la démocratie concertative qui voit le pouvoir décider après consultation des groupes d'intérêt et des experts. En élargissant les processus décisionnels propres aux compromis sociaux-démocrates, la société politique signifie une dimension nouvelle de la démocratie représentative, plus participative : elle nourrit la représentation politique de la fécondité des expressions sociales. Elle suppose qu'existent les conditions sociales, économiques minimales de la citoyenneté pour donner à tous le droit égal à la participation.

Encore embryonnaire, un nouveau clivage entre la gauche et la droite se dessine sur le terrain démocratique, entre ceux qui souhaitent élargir les procédures de représentation et de souveraineté et ceux qui se contentent d'une approche contractée de la concertation; la culture politique de la gauche traditionnelle, politique et syndicale, y est peu sensible, imprégnée qu'elle est des modes de gouvernamentalité de la démocratie de partis. Certes, ce n'est pas autour de ce clivage encore peu aperçu que se joueront les prochaines législatives ! L'approfondissement ou le rétrécissement de la vie démocratique sera pourtant un des grands enjeux de demain.

Est-il si étonnant qu'à la veille de la bataille pour que ladite «société de l'information» aide à la transformation démocratique de notre intelligence collective, les leaders étudiants contribuent à la refonte d'un modèle forgé dans une autre période, ce «modèle belge» dont Jean-Luc Dehaene est à la fois le parangon et la caricature ?

JACQUES BAUDUIN *

pour CORTO

groupe d'intellectuels pour l'écologie politique.

* Jacques Bauduin est l'auteur de «Vous avez dit post-libéral ?», contribution sur la question démocratique au livre *Confrontations* (éd. Luc Pire), dont il a été question dans nos éditions d'hier et qui met en regard écologistes et socialistes.

pitié pour l'écologie politique

(...)

Pourquoi alors faut-il qu'au nom d'un «groupe d'intellectuels pour l'écologie politique», Jacques Bauduin (*Le Soir*, 23-3-95) associe ce mot [écologie politique] à une mise en scène où les «leaders étudiants», tout frais tout neufs, deviendraient les représentants d'une «nouvelle société politique» face aux «crispations syndicales» et aux «réflexes corporatistes»? Pourquoi transformer d'un seul coup les «Assises de l'enseignement» en symbole et signe annonciateur d'une «culture politique nouvelle» dont il faut supposer qu'elle naîtrait spontanément de la réunion des bonnes volontés citoyennes? Pourquoi disqualifier des acteurs qui possèdent un savoir et une expérience? La pente est rapide et savonneuse entre la mise en question des «droits acquis», trop rigides paraît-il, et la merveilleuse flexibilité qui soumet les travailleurs aux impératifs sans limite de la sacrosainte compétitivité. Ou entre la solidarité avec les chômeurs et exclus et la soudaine mise en accusation de ceux qui ont un travail comme «privilegiés». Et les syndicats d'enseignants ont-ils tort de rappeler à l'inventivité citoyenne que les séduisants projets de «lutte contre l'échec scolaire» ont pour premier objectif une réduction des coûts budgétaires? (...)

Nous ne pouvons faire l'impasse sur les rapports sociaux pour viser la seule inventivité des relations entre citoyens tous égaux dans leur droit à participer. Notre société n'est pas plus idyllique que celles qu'étudient les écologistes. Si l'écologie politique doit s'identifier avec la quête d'un nouveau consensus où les loups et les agneaux s'entre-lècheraient, le mot disparaîtra après tant d'autres dans les ricanements et le désenchantement. Je ne méconnais pas l'intérêt des Assises de l'enseignement. J'y participe d'ailleurs. Mais je ne conçois pas qu'elles puissent être un quelconque succès si elles doivent être présentées comme devant «bousculer» les pouvoirs «grands et petits». Cette mise sur le même pied du pouvoir auquel on finira par se heurter si les propositions deviennent pertinentes (désolés: il n'y a pas d'argent) et des autres protagonistes de la question de l'enseignement est plus que dangereuse. Elle masque derrière un espoir de renouveau quasi miraculeux (le «chaudron de la citoyenneté») le travail «écologique» de la mise en rapport entre des pratiques et des exigences dont la divergence actuelle traduit surtout une division soigneusement entretenue. La création de convergences nécessite avant tout l'intérêt pour les raisons de l'autre, et même pour ses «rigidités». C'est si chacun des protagonistes de la question de l'enseignement pouvait devenir plus redoutable, libéré des craintes et des impuissances qui provenaient de son isolement, que les «Assises» créeraient du nouveau. Elles passeraient des bonnes intentions, dont l'enfer et l'organisation de l'enseignement sont pavés, à la formulation d'exigences et de revendications véritablement gênantes.

ISABELLE STENGERS
Enseignante à l'ULB

CHRONIQUE FÉMINISTE N°55
«LA FAMILLE UN DISCOURS
QUI S'ÉTOFFE...»

Le dernier numéro de Chronique Féministe vient de paraître. C'est le deuxième numéro consacré à la Famille et il est loin d'épuiser le sujet...

Mais le discours s'étoffe, il balaie le champ de l'imaginaire, l'histoire, la philosophie, le travail domestique et le partage des tâches, les familles immigrées...

Saviez-vous que le travail à domicile a une histoire et que la conception familialiste de notre protection sociale est récente? Vous rappelez-vous ce que Platon, Thomas Moore ou David Cooper ont dit de la famille? Aviez-vous pensé que la socialisation de vos enfants passe aussi par le petit déjeuner?

Tout cela et nos rubriques habituelles: lectures, attentives, les nouvelles acquisitions de notre centre de documentation, vous le trouverez dans ce numéro de Chronique Féministe.

Vous avez besoin de cette presse différente, spécialisée, engagée, pour nourrir vos réflexions sur l'évolution de la société. Cette presse a besoin de vous.

*Par n°: 200FB - Abonn. 5n°: 700FB à verser au compte
n°001-1118659-34 (comm:AB/55). Université des
Femmes, place Quetelet, 1A - 1030 Bruxelles
Tél: 02/219.61.07 - Fax: 02/219.29.43*

«Formons une nouvelle corporation d'artisans, sans la prétention de classe qui dresse un mur d'arrogance entre artistes et artisans! Voulons, imaginons, créons ensemble le nouvel édifice de l'avenir dont la forme contiendra à la fois architecture et peinture; sorti des mains de millions d'artisans, il s'élèvera un jour jusqu'au ciel, comme un symbole cristallin de la foi nouvelle qui s'annonce.»

Walter Gropius, 1919

ANTHOLOGIE DU BAUHAUS

par Jacques Arapi

Aussi surprenant que cela puisse paraître, les textes originaux qui nous renseignent sur les débats menés dans et autour de l'école allemande du Bauhaus ne sont pas connus du public francophone.

Certes, d'excellents livres ont été consacrés à cet institut de recherche de la forme moderne, mais, à ce jour, aucune anthologie n'a rassemblé — avec un souci de chronologie — les écrits des principaux protagonistes de cet établissement.

À l'heure où tant de critiques sommaires et globales sont adressées au Mouvement Moderne, peut-être est-il particulièrement opportun qu'apparaissent la diversité ainsi que les aspects contradictoires et conflictuels des différents acteurs du Bauhaus.

Le lecteur se rendra rapidement compte que la vie au Bauhaus est plus riche que le mythe. Il pourra imaginer comment l'école aurait pu évoluer si les nazis n'avaient mis fin par la force, en 1933, à la confrontation de ses idées avec les problèmes sociaux et culturels qu'elle voulait contribuer à résoudre.

Les textes rassemblés dans l'**ANTHOLOGIE DU BAUHAUS** proviennent de plus de 25 sources différentes; ils s'échelonnent de 1914 à 1933 et contiennent des témoignages de R. Arnheim, A. Behne, E. Blumenthal, M. Breuer, W. Drexel, L. Feininger, S. Giedion, W. Gropius, L. Hilbersheimer, J. Itten, W. Kandinsky, P. Klee, G. Marcks, H. Meyer, L. Mies van der Rohe, L. Moholy-Nagy, G. Mucho, W. Riezler, O. Schlemmer, H. van de Velde, Th. Van Doesburg, ...

Jacques ARAPI est architecte et professeur à l'ISACF — La Cambre. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, parmi lesquels: *La Cambre et l'architecture* — Un regard sur le Bauhaus belge, Mardaga, 1982; *Bauhaus 1919-1933*, CFC Éditions, 1988 (collectif); *Bauhaus, Meister und Schülerarbeiten*, Benteli 1988 (collectif); ...

FORMAT 22x16 cm, 256 pages, papier olympique, couverture (quadrichromie) à rabats pelliculée mat.

Prix public: 850, Fb

Renseignements: didier devillez Editeur
Herzlotz Productions
14 rue Godefroid Devreese
1030 Bruxelles
Tél/Fax 02/215.82.05

A N T H O L O G I E D U

BAUHAUS

revues

**«le citoyen déclassé
monarchie belge et société»**

José FONTAINE

Toudi (tome 8) et *Contradictions* n°77 (mars 1995)

Toudi et *Contradictions* se sont à nouveau réunis, la réussite des «Faces cachées de la monarchie» les incitant à récidiver, pour coéditer José Fontaine afin de lui offrir l'occasion de nous présenter une version complète et cohérente des idées qui sous-tendent son combat pour une république wallonne. Les lecteurs des *Cahiers Marxistes* ont déjà pu, au moins à deux reprises, se familiariser avec les thèses de José Fontaine - dans notre numéro commun avec *Toudi* (le tome 7, notre numéro 187), intitulé «La Wallonie et ses intellectuels», et dans notre numéro 192 («Notre adieu au roi»), où il dialoguait avec Jacques Bauduin. «Le citoyen déclassé» est plus ambitieux, puisqu'il montre bien qu'en enfourchant le cheval républicain, José Fontaine poursuit opiniâtrément le combat wallon dans lequel il s'est engagé. En effet, le principal reproche que J.F. adresse à la monarchie belge, c'est qu'elle empêche l'émergence d'une nation, wallonne en l'occurrence, l'inexistence de la nation belge étant avérée après cent soixante-cinq ans d'Etat monarchique.

Ce reproche appelle de nombreuses questions, sans doute trop nombreuses pour que les réponses de l'auteur satisfassent également chacun de ses lecteurs, mais aucune question essentielle, me semble-t-il, n'est esquivée.

La première qui peut venir à l'esprit a trait au sens du combat pour une nation : après tout, l'inexistence du sentiment national n'est-elle pas un avantage pour aborder la construction européenne - un peu comme le laisse entendre José Hap-part ? Non, répond J.F., parce que c'est dans la nation que s'ancrent les projets de société. L'essai de J.F. fait référence, avec insistance, à l'article de Pascal Zambra («La nation comme contradiction : clef pour un débat», *Toudi* 7/CM 187, novembre 1992), en tant que soubassement théorique à sa propre réflexion. La contradiction, essence-même de la nation pour Zambra, oppose la généalogie qui la fonde «naturellement» (ce sentiment, profondément subjectif et résolument faux, qui fait de la nation le cadre éternel de notre vie sociale...) à la volonté d'autonomie caractérisant une communauté politique qui se vit comme telle (volonté d'autant plus forte qu'elle s'accompagne de la formulation de projets d'avenir). La monarchie contribue donc à faire de nous des êtres mutilés de leur avenir collectif.

Deuxième question : n'est-ce pas faire bien de l'honneur à la monarchie que de lui prêter un tel pouvoir ? Non, répond J.F.; ce pouvoir est certes difficilement mesurable - il s'exerce d'abord dans l'atmosphère feutrée du colloque singulier - mais l'Histoire en porte les traces, dont une des dernières concerne l'appui de feu Baudouin I à Habyarimana, en faveur de qui une intervention du gouvernement belge fut obtenue en 1990.

Troisième question : est-il possible de préciser une conception politique propre à la monarchie, et qui ne serait pas simplement celle de la classe dominante ? Oui, répond J.F.; cette conception attribue au chef de l'Etat belge le rôle premier de gardien des intérêts des puissances dominantes en Europe, intérêts codifiés par les traités dont la Belgique est signataire (cette thèse avait été développée dans «Les faces cachées de la monarchie»). Albert I et Léopold III partageaient ce point de vue, et c'est la différence des contextes de 1914 et de 1940 qui explique les différences bien connues, mais mal interprétées, des comportements des deux rois face aux deux guerres mondiales.

Quatrième question : le combat pour la nation wallonne n'est-il pas un combat archaïque ? On rejoint là le débat amorcé par le «Manifeste pour la culture wallonne», thème central de notre numéro commun avec *Toudi*. On retrouvera avec plaisir dans

le livre de J.F. la subtile présentation des quatre théories qui ont visé, l'une après l'autre, l'hégémonie sur la culture en Belgique francophone, en en proposant des définitions/enjeux différentes (la culture belgo-flamande francophone, la Belgique française, la belgitude, et la culture wallonne).

Je ne pousserai pas plus loin le petit jeu des questions-réponses, chacun étant libre de proposer les siennes, et de chercher les réponses de l'auteur. C'est bien évidemment un signe de la richesse de pensée du livre, marqué par l'érudition philosophique de son auteur. Mais ce livre n'a rien, on s'en doutera, d'académique : les accents éthiques y sont puissants, J.F. ambitionnant pour sa Cité d'être grande et manifestant une croyance forte dans la notion de progrès - on est loin du post-modernisme et des prétentieuses éjaculations *politically correct* des anciens nouveaux philosophes.

Deux remarques, pour renvoyer la balle plutôt que pour clore une discussion. La première : J.F. constate la ferveur monarchique des catholiques et se demande d'où elle provient. La réponse proposée est presque une pirouette (parce que les catholiques ne sont pas vraiment catholiques); entre les lignes, on peut y lire la dénonciation des compromissions de l'institution-Eglise. Soit, mais comment l'Eglise est-elle capable d'entraîner ses fidèles sur les voies de l'idolâtrie royale ? On n'explique que peu de choses en invoquant trahison et manipulation, en particulier quand il s'agit de phénomènes de masse, à moins de s'en tenir à une vision policière de l'Histoire - qui n'est certainement pas celle de J.F.

Deuxième remarque. J.F. conclut en invoquant Habermas et Jean-Marc Ferry, qui plaide pour une Europe des nations sans nationalisme, une Europe post-nationale. La possibilité d'une telle construction relève du pari - comme tout projet politique; il s'agirait de dissocier Etat et nation, les nations (actuelles) subsistant alors que l'Etat s'érigerait à l'échelle européenne. La sympathie que ce projet suscite en moi ne suffit cependant pas à étouffer un certain scepticisme, attisé par l'impasse qui est faite sur tout un pan des constructions nationales que l'Histoire nous permet d'analyser. La généalogie «naturelle» évoquée par Pascal Zambra est une fiction - non pas que le sentiment n'en existe pas aujourd'hui, mais bien parce qu'il n'a pas toujours existé. Il est même récent, datant du XIX^e siècle pour la plupart des nations européennes; Henri Lefebvre et

Gramsci ont bien montré que les sentiments d'appartenance nationale ont été forgés à l'occasion de la formation des Etats modernes, aux fins de conquête d'hégémonie par les blocs historiques qui dominaient - ou ambitionnaient de dominer - ces Etats. Dissocier nation et Etat, c'est donc rejeter la caractéristique commune de toutes les constructions nationales menées à bien. Par ailleurs, on pourrait imaginer une stratégie de conquête d'hégémonie éthico-politique, comme aurait dit Gramsci, qui ne soit pas étatique. Mais une telle stratégie impliquerait une conscience de leur cohérence sociale, de la part des nouveaux blocs historiques ascendant, dont on ne voit malheureusement pas la trace à l'heure actuelle. En fin de compte, je retombe donc aussi sur la question que j'avais mise en avant dans mon article à notre numéro commun («Wallonie : quelle nation ?») : alors que le conflit patronat/classe ouvrière a perdu sa centralité, comme le dit Henri Goldman dans ce numéro des *CM*, comment agglomérer un bloc historique capable d'imposer des solutions progressistes à nos impasses ?

On ne trouve donc pas les réponses à toutes les questions dans l'essai de José Fontaine - heureusement pour la suite du débat ! - mais celles qu'on y trouve sont d'une qualité qui ne peut que m'inciter à vous en recommander chaudement la lecture.

P.G.

La Revue Nouvelle

janvier-février 1995 (n°1, tome CI)

Le PS domine solidement le paysage politique francophone belge; il est sans doute raisonnable de penser que c'est précisément cette domination qui fait la rareté des analyses qui le prennent pour objet - une domination absolue ouvrant la porte à l'étouffement des contestations. *La Revue Nouvelle* a relevé le défi, dans un numéro dont la tonalité critique est forte, et revendiquée par la rédaction, au nom de ce qu'elle partage «*l'utopie d'émancipation et les idéaux de justice, d'égalité, de liberté et de solidarité dont le parti socialiste fait sa doctrine (et dont il revendique de fait le monopole)*». Qui aime bien châtie bien, dit-on : les différents contributeurs attribuent au PS des notes qui vont du zéro pointé à la balance.

Bernard Francq analyse le socialisme wallon, dans la ligne de son livre sur *Les deux morts de la Wallonie sidérurgique*, et le décrit comme populaire et régional. Mais ce modèle s'épuise, de par la disjonction des trois logiques qui l'ont fondé (une logique de classe, une logique de modernisation de l'Etat, et une logique de défense régionale), alors que la fusion de ces trois logiques lui avaient conféré son expression la plus originale, le renardisme. Aujourd'hui, la deuxième de ces logiques, dévoyée en corporatisme politique partisan, et visant l'occupation clientéliste de l'appareil d'Etat, l'a emporté sur les deux autres dès qu'elles sont devenues contradictoires, à savoir pendant les années 80.

A Bruxelles, l'émergence du pouvoir régional offre une chance de déploiement au PS bruxellois, d'après Florimond Beausart, mais ce déploiement s'accompagne d'une pratique de la muselière, dénoncée par le milieu socio-culturel, face aux contradictions qu'une ville comme Bruxelles ne peut espérer éviter.

Francis Bismans décortique la politique économique du POB, du PSB et du PS - dans l'esprit de l'article qu'il a publié dans notre numéro 196 («Y a-t-il un économiste (socialiste) dans l'avion ?»). Pas grand chose à se mettre sous la dent avant et après le plan du travail de De Man; la relance sélective est appréciée comme une stratégie bancaire dans la mesure où

elle refuse l'usage de l'instrument de la politique monétaire et du taux de change, et la politique du moindre mal (concrétisée dans le Plan Global) comme la poursuite - certes atténuée et mieux équilibrée - de la politique déflationniste des gouvernements Martens-Gol.

Paul Palsterman évoque les problèmes actuels et les défis à venir pour la sécurité sociale et l'Etat social, et il est l'un des contributeurs qui ne buse pas le candidat PS : face aux incertitudes que nous réserve l'avenir, on ne peut considérer comme unilatéralement conservateur le parti qui assume le rôle de calmer le jeu, de laisser les choses venir, de s'abstenir de projets tonitruants, écrit-il. Dont acte...

Bastienier est moins tendre, lorsqu'il s'intéresse aux rapports entre socialisme et laïcité. Cette liaison, *« parce que le socialisme est à tout le monde »*, constitue un sérieux obstacle sur la voie de la nécessaire reconstruction d'un socialisme aujourd'hui en panne. Les racines historiques de l'association sont compréhensibles, les tentatives de la dépasser furent des échecs (Vandervelde d'abord, Collard ensuite), mais son maintien, sans parler de son renforcement, n'est utile que dans ce qu'Albert Bastenier appelle une perspective « pauvre », celle de l'occupation de l'Etat (une constante dans le dossier !), alors qu'elle occulte une perspective de reconstruction plus enthousiasmante, pluraliste, en rupture avec les préjugés qui assimilent tout militant chrétien à un agent du Vatican.

En matière de politique internationale, domaine interdit aux militants de base, Jean-Claude Willame accorde le bénéfice du doute au PS - la modification du contexte permettant d'espérer autre chose que la continuation des errements passés. Mais de Spaak à Simonet, les grands hommes du PSB n'ont jamais été que les plus ardents défenseurs de l'atlantisme, leur sens du socialisme se limitant à « flairer » le gagnant. Spaak, par exemple, identifiait la décolonisation à l'expansion soviétique. Dur dur...

Nathalie Ryelandt analyse l'évolution du SP et ses difficultés, de Van Miert à Vandenbroucke; son texte, pourtant d'un grand intérêt, souffre d'avoir été écrit avant l'explosion de l'affaire Augusta, qui a traumatisé le SP, et bouleverse les données qui le concernent.

Les flèches les plus acérées sont réservées à la non-politique culturelle du PS, dont la RTBF souffre le plus durement, et encore plus à l'ère Stalport que précédemment (c'est Bastenier qui signe la contribution), ainsi qu'à l'absence de tout projet de gauche pour l'école, dénoncée par Charles Mousby.

On le voit, la critique est virulente. Notre esprit de contradiction n'est pas hypertrophié au point de nous pousser à nous poser en défenseurs du PS : les constats sont peu réfutables, la présentation synthétique, et les critiques sérieuses et argumentées, d'ailleurs souvent en accord avec des positions qui ont été défendues dans nos colonnes, les tirs convergeant sur la dénonciation du fonctionnement clientéliste du PS et sur l'aplatissement du projet politique, sans oser évoquer le terme d'utopie, sur l'allégeance à un appareil exclusivement sous-cieux de sa reproduction. Et pourtant, on ferme le dossier avec un goût de trop peu, dans la mesure où aucune dynamique interne ne semble animer le PS - et il paraît peu vraisemblable qu'il n'y en ait vraiment pas. Comment le PS s'y prend-il pour maintenir son ancrage populaire, surtout en Wallonie - même si cet ancrage sert souvent à stériliser les virtualités de l'énergie populaire ? On aurait aimé trouvé une réponse à cette question, que seule la contribution de Bernard Francq aborde, en mettant en évidence l'épuisement des « recettes » du passé ; mais ce point de vue ne nous semble pas répondre complètement à la question que nous posons. Bref, plutôt que ce que nous pouvons y lire, c'est ce qui n'est pas dans le dossier qui fait problème à nos yeux. On nous permettra, en conclusion, une remarque que la *Revue Nouvelle* ne prendra pas mal, nous en sommes sûrs : nous attendons avec impatience une livraison aussi critique sur le PSC et le Mouvement Ouvrier Chrétien...

P.G.

Les Cahiers Marxistes
sont déposés dans les
librairies suivantes :

- **A LIVRE OUVERT**
116 rue St Lambert -1200 Bruxelles
- **BIBLIO-REGENCE**
rue de la Régence 53 -4000 Liège
- **CLUB ACHILLE CHAVEE**
rue Abelville 34 -7100 La Louvière
- **F.N.A.C.**
City II, rue Neuve -1000 Bruxelles
- **LE LIVRE INTERNATIONAL**
bd. Lemonnier 171 -1000 Bruxelles
- **LE MONDE ENTIER**
rue du Midi 162 -1000 Bruxelles
- **LIBRAIRIE L'AVENIR**
rue St Léonard 102 -4000 Liège
- **LIBRAIRIE LA DERIVE**
Grand Place 10 -4500 Huy
- **LIBRAIRIE ANDRE LETO**
rue d'Havré 35 -7000 Mons
- **LIBRIS- TOISON D'OR Espace Louise**
av. de la Toison d'Or 40,42 -1060 Bruxelles
- **PRESSES UNIVERSITAIRES DE BRUXELLES**
av. Paul Héger -1050 Bruxelles
- **TELE-LIVRES**
Court St Michel -1040 Bruxelles
- **TROPISMES**
Galerie des Princes -1000 Bruxelles

REVUE BIMESTRIELLE ISSN: 0591-0633

Editeur responsable:
Pierre GILLIS
6, rue N-D Débonnaire
7000-Mons

Membre de l'Association des Revues scientifiques
et culturelles (ARSC)

Dépot Bruxelles X

200 F